

Iftar	
Oran	20h25
Alger	20h13
Constantine	19h58
Imsak	
Oran	03h59
Alger	03h38
Constantine	03h27

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**



22 morts dans des affrontements GHARDAÏA, LE POINT DE NON-RETOUR

**BOUTEFLIKA
CONVOQUE
UNE RÉUNION
D'URGENCE**

P. 2

**UNE CRISE
POLITICO-SOCIALE
SANS PRÉCÉDENT**

P. 3

Alger, Oran, Constantine
**PROTESTATION
DE MOZABITES
CONTRE
LA VIOLENCE**

P. 3

**OPPOSITION
ET LADDH
DÉNONCENT
UNE DÉFAILLANCE
DE L'ETAT**

P. 2

**ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT**

P. 6 à 16

**DESTINATION TUNISIE :
PAR SOLIDARITÉ OU FAUTE DE
MIEUX POUR LES ALGÉRIENS ?**

CHERIF ALI



**L'ALGÉRIE DANS TOUS
SES (MAUVAIS ?) ÉTATS**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

■ **Ces riches d'Algérie**
EL YAZID DIB

■ **«Où va l'Algérie ?»**
MIMI MASSIVA

■ **De l'Érythrée
à l'Afrique en passant
par l'Algérie**
AREZKI DERGUINI

■ **5 Juillet: la médaille
de bravoure, l'opposition
et le beau temps !**
ABDELLATIF BOUSENANE

■ **Saipem et Technip
se frottent les mains**
REGHIS RABAH

■ **Un TGV
nommé arnaque**
AKRAM BELKAÏD

**ANGELA MERKEL :
TSIPRAS «M'A TUER»**

ABED CHAREF



**GRÈCE/UE :
QUERELLE
DE CHIFFRES**
PIERRE MORVILLE

**LA ROULETTE
RUSSE**
**M'HAMMEDI
BOUZINA MED**

**LA GRÈCE
FACE À SON
DESTIN**
**KAMAL
GUERROUA**

بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de l'extension de son réseau d'exploitation et de prêt sur gage la BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL a le plaisir d'informer le grand public ainsi que son aimable clientèle de l'ouverture de deux agences bancaires au niveau de la wilaya d'Oran, l'une située à la Rue de la Paix dénommée **EL WIAM** destinée aux opérations universelles, l'autre à **ES SENIA RUE BAHI AMAR** ayant pour vocation le prêt sur gage. Une équipe professionnelle est mise à votre disposition pour une prise en charge de qualité.

BDL, une banque qui se modernise pour mieux vous servir.

22 morts dans des affrontements Ghardaïa, le point de non-retour



Yazid Alilat

La situation semble échapper, complètement, à tout contrôle, dans la vallée du M'zab où 22 personnes sont mortes, au cours des dernières 48 heures, suite à de violents affrontements, dans plusieurs localités. De nombreux blessés sont, également, à déplorer. A Guerrara, Berriane, Ghardaïa, les événements s'accroissent et s'enchaînent, avec une rare violence, pire que les affrontements enregistrés, jusque-là, entre les communautés ibadites et malékites.

A la suite des violentes bagarres de rues, des affrontements et des jets de projectiles de toutes sortes, et l'utilisation de fusils de chasse et même, selon certaines sources, d'armes à feu, 19 personnes sont mortes à Guerrara, dont une dans la nuit de mardi à mercredi.

Les affrontements ont été si violents, ainsi que l'usage de gaz lacrymogènes, par les forces de l'ordre que plusieurs familles ont été obligées à fuir leurs maisons. Les personnes décédées dans la nuit de mardi à mercredi l'ont été suite à leurs blessures, selon des sources hospitalières. Dix-neuf blessés ont succombé à leurs blessures causées par des projectiles, à Guerrara, (120 km au nord est de Ghardaïa) où la situation a dégénéré en affrontements, à l'aide d'armes à feu. Deux autres victimes ont été mortellement blessées à Ghardaïa par des jets de pierre, a-t-on ajouté, de mêmes sources. Un autre décès a été signalé à Berriane. Le bilan provisoire des ces violences, dans la vallée du M'zab, a atteint 22 morts, durant les dernières 48 heures. En outre, des dizaines de blessés, et 7 grièvement dont 2 policiers, ont été enregistrés dans les bagarres de rues à Guerrara, Berriane et Ghardaïa.

Mercredi en milieu de journée, la situation restait tendue dans la région où les forces de sécurité ont été mises à rude épreuve. Un policier a même été écrasé par un individu qui a pris la fuite. L'agent de l'ordre a été placé en réanimation et dans un état jugé grave, alors qu'un autre élément des forces anti-émeutes serait dans le

coma. Sur la RN1 la circulation automobile est difficile, les protagonistes ayant fermé la route nationale, un camion a été incendié sur la route, des maisons, des palmeraies, des voitures, des édifices publics vandalisés, dans les villes de la Vallée du M'zab, notamment à Berriane et Guerrara.

PEUR SUR LE M'ZAB

Un climat de terreur règne dans le M'zab. Face à ce déchaînement de violences, un imposant dispositif sécuritaire a été déployé par les brigades d'intervention de la Gendarmerie nationale pour mettre un terme à ces affrontements qui se poursuivent, ce mercredi, indiquent des témoins. A Ghardaïa, le quartier de Sidi Abaz, et, comme par hasard est situé près de l'hôpital 'Trichine' où sont évacués les blessés de ces affrontements est le plus touché par ces violences, émeutiers comme éléments des forces de l'ordre. Les affrontements, se poursuivent, par ailleurs, sporadiquement à Ghardaïa, qui a connu, une nuit d'une rare violence entre mardi et mercredi. Mercredi, un communiqué a annoncé la mise en place de mesures de sécurité «adéquates». Sans plus de précision.

Mardi, les autorités sécuritaires avaient tenu une réunion au siège du secteur opérationnel militaire de Ghardaïa, sous la présidence du général-major Cherif Abderrazak, chef de la 4^{ème} Région militaire, et du général Abdelhafid Abdaoui, chef du Commandement de la 4^{ème} Région de la Gendarmerie nationale. Cette réunion a été précédée par l'arrivée de nouveaux renforts militaires, dans le Mzab. La situation est critique dans la vallée du M'zab, où les raisons de la reprise des affrontements entre les deux communautés qui ont toujours cohabité, restent pour le moment inexplicables. Fumée noire, incendies, gaz lacrymogènes enveloppent les villes du M'zab, survolées en permanence par des hélicoptères, alors que la région est quasiment quadrillée par les unités d'intervention de la Gendarmerie nationale et de la police.

Bouteflika convoque une réunion d'urgence

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a convoqué mercredi une réunion d'urgence consacrée à la situation prévalant dans la wilaya de Ghardaïa, a appris l'APS de source proche de la présidence de la République. Le

chef de l'Etat, qui préside cette réunion à laquelle prennent part le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, et le ministre d'Etat,

directeur de cabinet à la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, examine la situation dans cette wilaya suite aux incidents qui ont fait plus d'une vingtaine de morts et de nombreux blessés à Ghardaïa et à Berriane, a indiqué la même source.

Opposition et LADDH dénoncent une défaillance de l'Etat

R. N.

Plusieurs partis politiques de l'opposition mais aussi la Ligue algérienne pour la défense des Droits de l'homme ont réagi, hier, aux graves événements dont est le théâtre la wilaya de Ghardaïa.

Le «Pôle du changement» qui englobe plusieurs partis de l'opposition s'est réuni, dans la soirée de mardi, au siège du parti de Ali Benflis (Talai El Houriat) et a consacré l'essentiel de la réunion aux graves dérapages qui se déroulent Ghardaïa. «Le Pôle a noté, avec une extrême préoccupation, la détérioration de la situation et les graves glissements que connaissent, actuellement, Ghardaïa, Guerrara et Berriane qui se soldent par des pertes de vies humaines et des blessures à des dizaines de citoyens», note un communiqué du Pôle du changement qui souligne que «les échecs du pouvoir, en place, dans la résolution de ce genre de crises sont dus, essentiellement, à la vacance du pouvoir, l'absence de légitimité des institutions et l'inconsistance des solutions proposées, en l'absence d'un plan efficace de sortie de crise».

Le Pôle considère, en outre, que la détérioration des conditions sociales et de la situation sécuritaire confirme, une fois de plus, la justesse de l'alternative proposée et réitérée, à maintes

reprises, par l'opposition nationale et qui exprime les aspirations de millions de citoyens vers une sortie de cette crise, multidimensionnelle, et mener l'Algérie vers une transition démocratique, pacifique, graduelle, négociée et consensuelle.

Le parti Jil Jadid, de Soufiane Djilali, estime pour sa part que le «gouvernement s'est montré jusqu'ici, impuissant, à régler» un conflit qui dure depuis plus de deux années et qui a déjà fait «plusieurs dizaines» morts. «Ce matin, mercredi 8 juillet, le conflit a pris une tournure dramatique. Encore des dizaines de morts selon les informations officielles», ajoute le communiqué de Jil Jadid. «Alors que la situation risque de s'embraser, Monsieur Bouteflika ne se préoccupe que de son trône. Il veut finir son mandat. Peut-être même pense-t-il déjà au sacrifice du cinquième ! Mais en attendant, il n'a ni le temps, ni les moyens de dire un mot à ses concitoyens. Il ne peut pas se rendre sur place, à Ghardaïa (...), affirme le parti de Soufiane Djilali.

De son côté la Ligue algérienne de Défense des Droits de l'homme (LADDH) se dit inquiète de cette escalade de violence où le droit à la vie est sérieusement remis en cause. «Ni la protection des biens, ni celle des personnes ne sont, désormais, garanties, malgré

l'immense déploiement sécuritaire, dans la région.

La défaillance de l'Etat, en la matière, est flagrante et montre bien à quel point le tout sécuritaire n'a jamais construit une solution durable à ce conflit qui dure depuis au moins deux ans», soutient la LADDH, dans un communiqué parvenu à notre rédaction. La LADDH a tenu, en outre, à rappeler que la protection des biens et des personnes est la responsabilité de l'Etat qui devrait œuvrer, inlassablement et par tous les moyens pour les garantir dans le respect des principes des Droits de l'homme.

«La LADDH appelle à l'arrêt immédiat des violences et que chaque partie œuvre au retour au calme afin de créer un climat favorable pour un dialogue qui peut mener vers des solutions durables», ajoute la même source qui exhorte en outre les universitaires, les médias, les partis politiques, les syndicats, le mouvement associatif et tous les acteurs politiques et sociaux, à s'investir davantage dans la réflexion, le dialogue, l'analyse et les propositions afin de contribuer à trouver des issues à la crise de la wilaya de Ghardaïa, marquée par des violences récurrentes, plongeant les citoyens dans un cauchemar interminable et dans un climat de peur intenable.

ANALYSE

Yazid Alilat

Balayer devant sa porte

Le rapport 2014 des Etats-Unis sur les droits de l'homme dans le monde a, encore une fois, irrité les autorités algériennes.

Comme les précédents, ce rapport dresse une image peu reluisante du respect et de l'application des droits humains en Algérie. Une situation qui a amené le ministère des Affaires étrangères à demander des explications, en recevant, hier à Alger, l'ambassadeur des Etats-Unis en Algérie, Joan Polaschik.

La diplomate américaine a eu ainsi l'évaluation algérienne de ce rapport, qui n'a pas été vraiment du goût des autorités. Pour autant, comment expliquer la réaction algérienne à un rapport qui, au demeurant, s'est basé sur des faits qui se sont déroulés en Algérie en 2014. Comment apprécier un rapport d'une puissance étrangère sur le respect des droits de l'homme dans son propre pays en l'absence de garde-fous et, surtout, quand la réalité est évacuée des deux versions, autant celle américaine que celle algérienne. A l'évidence, on entre dans un cercle vertueux où chaque version serait la bonne, selon la place où l'on se place.

«S'il fallait une seule preuve des erreurs de jugement et des outrances qui disqualifient irrémédiablement ledit rapport, elle se trouve dans l'esquisse d'une équation d'égalité entre l'action légitime de l'Etat national et la folie meurtrière

de groupes terroristes», écrit le ministère des Affaires étrangères pour disqualifier la valeur de ce rapport. C'est en somme une sorte de combat de la dignité qui

est mené à travers la réaction du ministère des Affaires étrangères contre un rapport qui, au demeurant, ne peut se prévaloir du sceau de la vérité, encore moins de la crédibilité lorsqu'après plus de 1.000 Ghazaouis morts sous un déluge de feu israélien en juillet 2014, ce même rapport y glisse comme un surfer sur les malheurs des peuples opprimés.

Le département d'Etat n'a pas pondu un rapport qui prend en compte toutes les violations des droits de l'homme dans le monde, mais seulement celles qui servent de laboratoire aux essais de la politique extérieure US, pas celles des pays autoproclamés démocrates. Critiquer ce rapport américain qui oublie les violations des droits de l'homme aux Etats-Unis et en Israël même, c'est bien, éviter d'être cité dans ce musée des horreurs politiques, c'est encore mieux. Car dans toute stratégie politique ou militaire, il est vital de ne pas prêter le flanc à l'adversaire. Il faut balayer devant sa porte. Le chantier, l'important et ambitieux chantier des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, des libertés en Algérie est vaste, ouvert. Il suffit juste de le conquérir, pour ne recevoir de leçons de personne.

Tirage du N° 6273
119.021 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Une crise politico-sociale sans précédent

Les tragiques événements qui bouleversent Ghardaïa risquent de plonger la région dans un profond marasme dont les conséquences politiques, économiques et sociales seront difficiles à supporter.

Ghania Oukazi

L'on se rappelle que le passage du Premier ministre dans la région l'année dernière pour animer un meeting électoral au titre de l'élection présidentielle a été marqué par des émeutes provoquées par les Chaanba. Prêts à en découdre avec tout le monde, les émeutiers avaient tenté de bloquer le cortège officiel de Sellal qui est sorti rapidement de la salle omnispports où il avait prononcé une très courte allocution devant une poignée de personnes. Une fois le 1er ministre parti grâce au cordon sécuritaire constitué par les brigades d'intervention, les émeutiers, enragés, se sont retournés contre les journalistes en les empêchant de sortir de la salle. Il a fallu plusieurs heures de surveillance et un énorme déploiement des forces de l'ordre pour qu'ils puissent sortir et rejoindre l'aéroport sans trop de dégâts. Paradoxe des temps et des événements, Sellal avait ce même jour, rendu visite aux habitants de Beni Yezguen. Tout était en ordre. Les Mozabites lui avaient réservé un accueil chaleureux. La rencontre s'était passée au cœur même de la vallée du M'zab dans un climat de plus convivial. C'est peut-être ce contact bref et serein entre Sellal et les notables de plusieurs tribus mozabites qui a rassuré les gouvernants.

Il est pourtant aujourd'hui admis et constaté que la vallée du M'zab se débat dans une crise politico-sociale sans précédent. Les terribles émeutes, échauffourées, jusqu'aux nombreux soulèvements qui émaillent le vécu des habitants de la wilaya de Ghardaïa depuis plusieurs années, ne semblent pas de simples «événements conjoncturels». Il suffit de constater et de compter depuis hier le nombre de morts pour en déduire que la région échappe à ses propres notables dont la notoriété et la sagesse ont pourtant très souvent apaisé les esprits les plus rebelles. L'Etat ne peut plus ainsi se contenter d'organiser des réunions de «solh» (réconciliation) durant lesquelles Mozabites et Chaanba se serrent la main et se dispersent dans le calme. Ce qui se passe à Ghardaïa depuis quelques jours, est d'une gravité intolérable. C'est le pourrissement.

LE TEMPS DU « SOLH » ENTRE LES NOTABLES EST RÉVOLU

Les temps ont changé. Ce sont de nouvelles générations qui s'affrontent. Les habitants de la région reçoivent les échos et même plus de se qui se passe juste aux frontières du pays. La région pourrait -si elle ne l'est pas déjà- devenir un réceptacle de la violence qui sévit en Libye et autres régions frontalières même si les distances entre les unes et les autres parties ne sont pas moindres. Rien n'est ni loin ni impossible. C'est l'instantané qui fait les «révolutions, renverse les dictatures et envahit les pays». Ce que le gouvernement ne semble pas saisir, lui qui continue de faire valoir et de s'appuyer sur des approches et schémas obsolètes, dépassés et désuets. Il continue de croire à une «mossalaha» dont les acteurs historiques perdent eux-mêmes pied face une crise aussi complexe. Nous avons bien entendu l'année dernière des Chaanba revendiquer «la récupération de la vallée du M'zab, parce que, nous avaient-il dit, elle nous appartient, les Mozabites sont venus dans la région bien après nous». Règlements de compte, manipulations, susceptibilités tribales, peu importent les causes de cette monstrueuse «fitna», l'Etat n'a pas compris que Ghardaïa risque de dégénérer plus vite et plus loin que ses gouvernants ne le pensent. Face à ce dra-

me et jusqu'à l'heure actuelle, le gouvernement réagit avec une mollesse hallucinante. Il continue de minimiser des événements criminels qui ont dénaturé jusqu'à la stratification sociale des populations autochtones et le modèle sociologique de la région. La communication publique sur ce qui se passe à Ghardaïa est d'une incohérence honteuse. Au-delà des quelques images qui ont été montrées mardi dernier à la télévision publique regroupant les responsables militaires de la région aux notables de la vallée, hier les journaux télévisés publics n'ont pas jugé utile de relater clairement ce qui se passe à Ghardaïa. Pas d'envoyés spéciaux, pas d'analyses, pas de débats contradictoires. Permettre à la parole de s'exprimer peut en évidence, aider à soulager les âmes en souffrance. A 15h, le journal télévisé public a fait part «de 15 morts (le bilan s'est alourdi à 22) suite à des échauffourées, d'actes de vandalisme, de déploiement des forces de la Gendarmerie nationale». Sans plus.

LES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE DANS TOUTE LEUR RIGUEUR

L'on relève que les médias télévisuels publics reviennent depuis deux jours sur le rapport américain de 2014 sur les droits de l'homme dans le monde dont le contenu a bien titillé l'ego des décideurs algériens. Reste que 22 morts à Ghardaïa sans en éprouver le besoin d'analyser le pourquoi du comment du crime, de mettre au courant l'opinion publique pour sensibiliser davantage sur les risques de violence et de détérioration de la sécurité et de la stabilité du pays, est pourtant d'une importance cruciale. Dès qu'il y a mort d'homme, les pouvoirs publics se doivent d'en informer les populations dans le détail, avec tous les moyens de communication qu'il faut. Il y va de l'éveil «organisé et canalisé» de tout un peuple.

Prisonnier de ses approches et réflexes des vieilles générations, le gouvernement continue de distiller un optimisme béat sur ses réalisations, ses projets et, au passage, le renforcement d'un front national pour faire barrage «aux visées déstabilisatrices de la main de l'étranger». Les responsables de la communication institutionnelle osent toujours ouvrir les journaux télévisuels publics avec des remises de clés de nouveaux appartements AADL, des youyous des femmes des familles qui les reçoivent. Mais ils passent les morts de Ghardaïa en dernier, sous forme de faits divers. Constitutionnellement, l'acquisition d'un logement est un droit. Constitutionnellement aussi et surtout, l'Etat est responsable de la sécurité des personnes et des biens. A Ghardaïa, il y a mort d'homme. Le déplacement hier du ministre de l'Intérieur dans la région ne suffit pas. Les forces habilitées à rétablir l'ordre et à contrôler les espaces publics et privés doivent agir le plus rapidement possible loin de toute démagogie. Les gouvernants ne doivent pas à cet effet confondre impératifs du maintien de l'ordre et la préservation de vies humaines et atteinte aux droits de l'homme. On sait qu'ordre a été donné à tous les agents de sécurité de ne toucher aucun citoyen qu'il soit de force jusqu'à ne pas séparer deux jeunes qui se battent, à ne pas violer des espaces privés pour récupérer des armes. La gestion d'une crise aussi dramatique et complexe que celle de Ghardaïa ne doit pas se plier à de simples états d'âme, à de faux-fuyants ou à d'absurdes faire-valoir. Un conseil du gouvernement extraordinaire devrait se tenir sur place. Il doit appliquer les lois de la république dans toute leur rigueur. Quitte à décréter l'état d'urgence...

Alger, Oran, Constantine Protestation de mozabites contre la violence



Sofiane M. / A.Z.

La situation sécuritaire dans la ville de Ghardaïa, qui a renoué avec la violence, fait réagir les mozabites dans plusieurs wilayas du pays. A Alger, des dizaines d'habitants d'Oued Mzab se sont regroupés hier pendant quelques heures pour dénoncer les violences et appeler au retour de la paix et de la sécurité dans cette région. A Oran, un sit-in des mozabites s'est tenu devant le siège régional de la télévision algérienne où les contestataires ont scandé de toutes leurs voix des slogans hostiles à un «plan visant à terroriser la population civile en instaurant un climat de violence dans la vallée du M'zab». Les

mozabites ont crié à gorges déployées, sous un soleil de plomb, pour le retour de la paix à Ghardaïa. Ils ont brandi des pancartes où on pouvait lire : «non à la partition du pays», «non au terrorisme» et «arrêter la violence». La chaleur suffocante de cette journée du ramadan n'a aucunement dissuadé les contestataires qui semblaient déterminés à faire porter leurs voix aux hautes instances du pays. Un dispositif de sécurité impressionnant a été déployé tout autour du siège régional de la télévision pour empêcher tout débordement.

A Constantine, les commerçants mozabites ont gardé rideaux baissés, hier, à travers toutes les places où ils sont implantés. Par-

ticulièrement au centre-ville où les mozabites avaient gardé leurs commerces fermés avec des pancartes accrochées aux portes et dont les mots expriment la solidarité et le soutien à la population de Ghardaïa. «Non à la violence», «pour la paix et la stabilité dans la région», pouvait-on lire sur les pancartes accrochées aux portes d'un commerce fermé. Notons que l'assemblée des notables des sept Ksour mozabites a appelé, hier, à une grève générale en Algérie. Il est demandé aussi aux commerçants de mettre une pancarte où il est écrit : «Nous sommes en grève pour dénoncer les massacres terroristes dont sont victimes les mozabites».

Raina Raïkoum

Ahmed Farrah

Le monopole du cœur, une piraterie lucrative

Ces possessifs et épris de sentiments d'amour platonique ou charnel, jaloux jusqu'aux os de la nouvelle Algérie qui semble logée dans leurs cœurs, dénie aux autres leurs origines inscrites dans les entrailles de leur terre, dans les profondeurs de temps et leur refusent le lien utérin et affectif, d'héritage et de partage et aussi le droit de la voir autrement et sous d'autres perspectives et autres oripeaux, avec sa lumière et son ombre. Ces tuteurs autoproclamés, loueurs de lunettes de correction, ne tolèrent pas que d'autres la regardent, sans les yeux qu'ils leur affrètent avec des verres de location. La trahison et l'adultère les habitent et les noient dans leur frustration de ne pas assumer que leur princesse Cendrillon, exagérément magnifiée, n'est plus cette sublime créature après les douze coups de minuit. Ils ne s'accrochent pas de leurs sottises et de leurs certitudes trop lourdes à supporter. Il est vrai qu'il est intellectuellement malhonnête de jeter le bébé avec l'eau du bain, dire que tout est noir est un mensonge, que même le semer sur toutes les terres fertiles n'en fera pas une vérité. Comme aussi exagérer le maquillage de l'écho du bruit assourdissant, en mélodie audible et l'envoyer aux confins de l'univers, il arrivera ridé, l'échine courbée et vieilli à l'autre bout de la frontière. Rappeler à sa bien-aimée ses imperfections, c'est l'aider à les corriger pour qu'elle ne sera que plus belle encore et rayonnante dans son monde. Les danseurs du ventre et Scapin lui chantent les mots d'amour, mots de tous les jours, pour la conquérir. Les prétendants intéressés sont nombreux, les charmeurs aussi, les courtisans arrivistes, coureurs de «chkara» défoncent toutes les portes pour nouer des secondes noces avec elle. La prémunir des pièges qu'on lui tend pour l'enchaîner aux anneaux du harem des illuminatis, devient une question shakespearienne : «Be or not to be». Que restera-t-il d'elle, si toute sa fortune qu'elle a eue de la succession de sa dynastie ancestrale, placée dans l'huile de roche lui est subtilisée ? Que sera-t-elle sans ses pierres précieuses que le monde lui envie ? Que deviendra-t-elle si une parcelle de son étendue arrosée du liquide rouge vermeille de ses enfants depuis Massinissa à Ben M'hidi, lui est arrachée ?

Oui, quasiment tous les Algériens vivaient dans la misère la plus inhumaine que le systè-

me colonial ait permis pour les asservir et les spolier de leurs biens et de leur terre.

Oui, la liberté n'a été recouvrée que grâce aux sacrifices de tout un peuple qui a juré de mourir pour

que vive libre la patrie.

Oui, l'Algérie de 2015 est beaucoup meilleure que celle reconquise en 1962, avec des valeurs humaines, sociales, morales et la solidarité en moins.

Oui, l'Algérie a bâti plus de logements, construit plus d'écoles et de lycées, des universités et des hôpitaux et des routes sans commune mesure avec la France coloniale qui n'en faisait que pour les «Européens de souche», mais faites dans la précipitation avec ce que cela a prévalu.

Oui, en 1962, il n'y avait que quelques dizaines de médecins algériens et pratiquement pas d'ingénieur algérien, aujourd'hui, plusieurs milliers de médecins et d'ingénieurs formés dans les universités algériennes exercent en France, en déplorant le gâchis des bataillons de chômeurs universitaires.

Oui, la liberté d'expression est consacrée depuis les acquis d'octobre 1988, quoi que fassent certains censeurs de la pensée.

Cependant, l'Algérie reste en deçà de ses potentialités économiques parce qu'elle gaspille beaucoup ses ressources humaines et ses richesses naturelles, à cause de certains égoïstes véreux qui ont placé leurs intérêts privés et personnels avant ceux de leur pays, amassant des richesses colossales sans mérite et qui ne profitent qu'aux banques étrangères.

Aujourd'hui, certains d'entre eux crachent dans la soupe et oublient d'où ils sont venus, méprisant leurs concitoyens et s'assimilent aux colons qui, hier, utilisaient leurs pères pour des bêtes de trait et d'esclaves enchaînés par leur ventre aux boulets de la faim.

Seul un Etat de droit dans lequel règne une justice libre, une cohésion sociale et une liberté d'expression, peut garantir la pérennité des nations et reculer les dangers qui ne trouvent plus de mobile pour s'y greffer, sans ça, ces pays resteront les proies faciles d'un monde sans pitié pour les faibles. Ce monde sans scrupule croît, fortement, à la théorie de la sélection naturelle des espèces. Seuls les puissants subsistent, Darwin est leur gourou et le dollar leur Dieu. Les autres devront disparaître, ou se battre pour survivre.

DOUBLE
BONUS

DJEZZY
GO
AHDER

2X PLUS
D'APPELS*
50^{DA} = 100^{MIN}
VALABLE 24H/24



*720#

(*) Utilisables 24h/24 vers le réseau Djazzy.
Tarification avantageuse de 1,75 DA/30 sec vers les autres réseaux nationaux.
Nombre de souscriptions illimité.
Validité de souscription 24h.
Promotion valable du 19 juin au 09 juillet.

www.djezzy.dz

مرحبا بالغد
DJEZZY
جازي

Renault MEGANE

Roulez en toute élégance



رمضان كريم



1 923 000 DA

ABS - 6 AIRBAGS
RÉGULATEUR- LIMITEUR DE VITESSE
JANTES ALLIAGE 17"

(*) PRIX EN TTC. TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE, DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE. PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
POUR PLUS D'INFORMATIONS : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

www.renault.dz

**Rapport du Département d'Etat US
sur les droits de l'Homme
L'ambassadrice
américaine reçue aux AE**

R. N.

Suite à la publication du rapport sur la situation des droits de l'Homme dans le monde en 2014 par le Département d'Etat US, l'ambassadeur des Etats-Unis en Algérie, Joan Polaschik, a été reçue au ministère des Affaires étrangères, a indiqué mardi le porte-parole du ministère, Abdelaziz Benali Cherif. «Une communication formelle a été faite à l'ambassadeur des Etats-Unis sur l'évaluation et l'appréciation par le gouvernement algérien du rapport en question», a indiqué le porte-parole du MAE. Le département de M. Lamamra avait indiqué, la veille, dans un communiqué, que le document intitulé «Rapport sur la situation des droits de l'Homme dans le monde en 2014», du Département d'Etat américain, ne fait que prolonger, concernant l'Algérie, «une inclination bureaucratique portée sur la reproduction mécanique de stéréotypes», «d'appréciations partiales», et «conclusions simplistes».

«Le document intitulé « Rapport sur la situation des droits de l'Homme dans le monde en 2014 » que le Département d'Etat américain vient de diffuser ne fait que prolonger, voire même accentuer, en ce qui concerne l'Algérie, une inclination bureaucratique portée sur la reproduction mécanique de stéréotypes ainsi que de références désuètes, d'appréciations partiales et de conclusions simplistes», a précisé le communiqué. Pour le MAE algérien, «s'il fallait une seule preuve des erreurs de jugement et des outrances qui disqualifient irrémédiablement ledit «rapport», elle se trouve dans l'esquisse d'une équation d'égalité entre l'action légitime de l'Etat national et la folie meurtrière de groupes terroristes, ainsi que dans la monstrueuse allégation que comporte le fait de rendre compte des résultats remarquables des opérations contre-terroristes

courageuses menées en toute transparence par l'Armée nationale populaire sous le titre mystificateur de «privation arbitraire et illégale du droit à la vie», affirme-t-on.

**ESPRIT NÉGATIF
CONTRE ÉQUILIBRISME**

Pour l'Algérie, «l'esprit négatif de critique qui ôte toute crédibilité à la quasi-totalité de la teneur de ce «rapport» en ce qui concerne l'Algérie, contraste si manifestement avec l'équilibre qui caractérise les parties relatives à la Palestine et au Sahara occidental, alors même que s'agissant de deux situations d'occupation illégale et de violation du droit fondamental des deux peuples à l'autodétermination, les responsabilités d'Etat membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies auraient dû se traduire par un engagement ferme et actif en faveur d'une protection et d'une promotion plus effectives des droits de l'Homme au bénéfice des deux peuples». L'Algérie considère que «d'évidence, la cause des droits de l'Homme ne peut pas relever d'un exercice saisonnier. Il s'agit d'une œuvre de longue haleine qui consolide des acquis et s'ouvre sans cesse de nouvelles perspectives». «C'est cette approche que l'Algérie s'emploie à développer dans ses interactions avec ses partenaires internationaux, y compris dans le cadre du dialogue stratégique qu'elle entretient avec les Etats-Unis d'Amérique autour de valeurs référentielles et de principes ancrés dans le respect mutuel et l'équilibre des intérêts», souligne le communiqué du MAE. L'Algérie estime que ce genre de documents d'un «partenaire international», «n'engage que ledit partenaire auquel la communauté internationale est, en l'occurrence, loin de reconnaître une quelconque mission de juge universel des droits de l'Homme».

**Baisse des températures
à partir de vendredi**

Les températures devraient baisser à partir de vendredi, pour atteindre les 32° et 36°, dans les régions côtières, a indiqué mercredi l'Office national de Météorologie (ONM). Contactée par l'APS, la chargée de l'information à l'ONM, Houaria Benrakta, a indiqué que « les températures oscilleront entre 32° et 36°, dans les régions côtières et entre 34° et 40° dans les régions intérieures et les Hauts Plateaux, atteignant les 42° à Relizane. Pour aujourd'hui, jeudi, les températures ne dépasseront pas les 34°, à Alger et oscilleront entre 40° et 41° à Reli-

zane, Mascara et Chlef, a fait savoir la responsable. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont intensifié les interventions, ces derniers jours, en raison de la hausse des températures, impliquant l'évacuation de personnes âgées et d'enfants à la suite de complications de santé. Les mêmes services avaient incité les citoyens à éviter les déplacements, durant les pics de chaleur, notamment dans les régions intérieures du pays, ne pas s'exposer au soleil, fermer les fenêtres et les balcons et éviter tout effort intense comme le sport et le jardinage.

**106 morts sur les routes
en une semaine**

Cent six personnes ont trouvé la mort et 874 autres ont été blessées dans 488 accidents de la route survenus sur le territoire national durant la période allant du 30 juin au 6 juillet, selon un bilan publié mercredi par le Commandement de la Gendarmerie nationale. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira avec 29 accidents, suivie des wilayas de Oum El Bouaghi (26 accidents),

Blida (25 accidents) et Batna (21 accidents). 88,93% des accidents sont dus au comportement des automobilistes et 05,53% à l'état des véhicules. Les autres causes sont la négligence des piétons et l'état des routes. L'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non respect des signalisations, de la distance de sécurité et la négligence des piétons restent les principales causes des accidents.

**Grève des tramains
Le dossier sur le bureau du ministre
des Transports**

Abdelkrim Zerzouri

Aucune solution en vue après cinq jours de grève des tramains et de galère pour les usagers. Un semblant de solution a été proposé avant-hier par la Direction générale de la Setram aux représentants des travailleurs, soit une acceptation du paiement de la prime variable en deux parties, « la première partie dans l'immédiat et la seconde après un temps ». Les grévistes ont bien sûr rejeté cette proposition, exigeant d'une part « le versement de la prime en question dans sa totalité », et précisant d'autre part que « cela ne constitue qu'un point parmi tant d'autres contenus dans la plateforme des revendications et qui restent encore en suspens », souligne un délégué représentant des grévistes. Ce dernier estimera que la promptitude de la satisfaction de cette revendication liée à l'octroi de la prime variable au bénéfice des opérateurs, alors qu'elle était versée uniquement aux cadres et les agents de maî-

trise, est une preuve en soi que les droits des travailleurs sont spoliés et qu'il fallait bien recourir aux actions musclées pour les recouvrer. Piètre considération si l'on se réfère aux nombreux autres points de revendications, particulièrement la signature de la convention collective qui traîne depuis des mois et sans que son contenu ne soit connu par les travailleurs. On affirme dans ce cadre que la convention collective évoquée par la Direction générale, qui soutient sur ce registre que c'est un acquis considérable en faveur des travailleurs, ne répond en fait en rien aux préoccupations du personnel, affirme le délégué des travailleurs. Celui-ci indiquera qu'il a pris connaissance d'une manière informelle du contenu de la convention collective, « et je vous assure que rien ne pousse à l'optimisme », dira-t-il.

D'après les syndicalistes, tout le travail doit être refait en étroite collaboration avec des représentants des travailleurs crédibles. Aussi, on souligne que les pos-

tes de travail au sein de la Setram étant spécifiques, classés par pôles, il faut dans ce cas mettre en place une grille de salaires spécifique. Par ailleurs, les grévistes relèvent que l'organisation de travail laisse à désirer. Beaucoup reste à faire sur ce plan de l'organisation et auquel devrait s'atteler la Setram sans plus tarder, estime-t-on. En tout cas, «la plateforme des revendications des travailleurs de la Setram est sur le bureau du ministre des Transports, M. Boudjemaa Talai, et l'espoir est permis pour que le premier responsable du secteur se penche sur ce dossier afin de le régler selon les lois en vigueur dans le pays », indique-t-on de sources syndicales. Dépités par l'attitude de l'administration, les grévistes espèrent que le dossier soit pris en main par les autorités, à défaut « la situation va encore se compliquer davantage », prévient-on. La direction de la Setram a indiqué hier à l'APS que le trafic avait repris normalement au niveau d'Alger, sans plus de précision.

Alger

L'affaire «Algérie Télécom» jugée, aujourd'hui

Le procès, après cassation de l'ancien conseiller du P-DG d'Algérie Télécom, Mohamed Boukhari et l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois, Chani Mejdoub, tous deux poursuivis pour corruption, aura lieu, aujourd'hui, devant la Cour d'appel d'Alger, chargée de rejurer les deux inculpés. Deux sociétés chinoises de téléphonie mobile, ZTE et Huawei sont, également, poursuivies dans cette affaire, et seront aussi rejugées. Ce procès a connu un premier report, le 25 juin dernier, en raison de l'absence des deux inculpés (en détention), qui n'ont pas été transférés, à Alger pour être rejugés. Mohamed Boukhari est incarcéré à la prison

de Saida, pendant que Chani Mejdoub se trouve dans l'établissement pénitencier de Sétif. Tous les deux ont été condamnés, en juillet 2012, en première instance, par le pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed, à 18 ans de prison chacun. Cette peine a été commuée, en décembre de la même année, à 15 ans de prison, par la Cour d'appel d'Alger. Les deux sociétés chinoises, ZTE Algérie et Huawei Algérie, avaient été, elles aussi, condamnées à une année d'interdiction de soumission aux marchés publics, et 3 de leurs cadres, en fuite, avaient écopé d'une peine de 10 ans de prison. Après, un pourvoi en cassation, devant la Cour suprême, il a été décidé

de rejurer les deux inculpés ainsi que les deux sociétés chinoises. Les deux accusés avaient été poursuivis en 2012, pour « blanchiment d'argent et corruption », commis, entre 2003 et 2006, au détriment d'Algérie Télécom, liés à des marchés dans le domaine de la téléphonie et de l'Internet, selon l'arrêt de renvoi. L'affaire a éclaté à la suite d'une commission rogatoire transmise au Luxembourg, dans le cadre du dossier de l'Autoroute Est-Ouest, qui a mis au jour des informations sur des pots-de-vin versés par deux sociétés chinoises aux deux prévenus. Le pôle judiciaire spécialisé d'Alger avait, aussitôt, ouvert une enquête sur cette affaire, rappelle-t-on.

**Programme PROFAS
2^e session**

de sélection des boursiers algériens

R. N.

Quelque 120 candidats algériens en co-encadrement ou en cotutelle de thèse ont été auditionnés les 7 et 8 juillet 2015 lors de la deuxième session de sélection du programme franco-algérien PROFAS B+, indique un communiqué de l'Institut français d'Algérie (IFA). Les candidats ont été auditionnés par un « comité scientifique mixte franco-algérien ». « Le comité retiendra en priorité les candidats

proposant une recherche innovante et ceux dont la thèse s'inscrit dans la thématique du développement du numérique, de la protection de l'environnement et du développement durable, de l'économie et de l'emploi ou du patrimoine », lit-on dans le communiqué de l'IFA. Les lauréats rejoindront leur laboratoire d'accueil en France à partir de septembre 2015 pour une durée de 7 à 12 mois.

Créé en 1987, le programme PROFAS est un programme pha-

re de la coopération franco-algérienne ayant permis d'accueillir environ 10.000 boursiers algériens en France. « Interrompu en 2012, le programme a été rénové. Relancé en 2014, son volet de soutien à la mobilité de thèse, PROFAS B+, a déjà permis 87 boursiers enseignants-chercheurs et jeunes doctorants qui n'ont pas encore de poste à l'université de rejoindre des laboratoires français d'excellence », précise le communiqué.

Mostaganem

Le corps d'un enfant repêché d'un bassin agricole

Le corps d'un enfant âgé de 13 ans a été repêché, mardi à Mostaganem, dans un bassin d'eau d'irrigation dans une exploitation agricole au douar Araïbia dans la commune de Hassi Mameche, a-t-on appris mercredi auprès de la Protection civile.

En voulant se baigner, la victime s'est noyée dans ce bassin de 3 mètres de profondeur. Son corps, repêché par des agents de la Protection civile, a été transféré à la morgue de l'hôpital Che-Guevara du chef-lieu de wilaya.

Ce cas de noyade dans un plan

d'eau est le premier qu'enregistre la wilaya de Mostaganem depuis le début de la saison estivale. Sept cas de noyade ont été déplorés l'année dernière dans la wilaya de Mostaganem dont quatre dans des barrages et 3 dans des bassins.

La Tunisie est la première destination touristique des Algériens, chaque année, des milliers d'entre eux passent la frontière-est, pour quelques jours de vacances chez le voisin.

Destination Tunisie : par solidarité ou faute de mieux pour les Algériens ?

Par Cherif Ali

Cette année, la donne a changé, l'attaque meurtrière sur une plage de Sousse qui s'est soldée par 38 morts, a fait fuir les touristes européens et semer le trouble parmi les Algériens. Faut-il maintenir ou annuler ses vacances en Tunisie, se disent la plupart d'entre eux qui ont projeté de s'y rendre ? La question a enflammé les réseaux sociaux : « il faut être solidaires avec les Tunisiens, répondent les internautes! ».

Il faut dire que les Algériens représentent, pas moins, de 20% des entrées aux frontières tunisiennes, avec près de 1,2 million de touristes. C'est le marché qui a réalisé la plus importante progression, en 2014, pour des recettes estimées à 3,57 milliards de dinars, devançant la Grande-Bretagne (+4%) et l'Italie (+9%). Il est clair que l'enjeu est de taille pour les Tunisiens, leur pays risquant de perdre quelque 450 millions d'euros, si la saison estivale est gâchée. Tous les officiels tunisiens sont mobilisés et leurs appels du pied sont assourdissants : « Aidez-nous à sauver notre démocratie naissante et notre économie si fragile ! », répètent-ils à l'unisson. Les Français se disent sensibles et en haut lieu, ils tentent de véhiculer l'appel du président tunisien, Beji Caïd Essebsi, auprès de leur opinion nationale. Les réactions sont mitigées pour ne pas dire défavorables, si l'on se réfère à cet internaute français, qui a publié le message suivant : « Hollande et Fabius conseillent le tourisme en Tunisie, alors que le gouvernement US l'interdit depuis 3 ans ! Mes vacances, monsieur Hollande, poste l'internaute, c'est pour le plaisir de mes enfants avec une motivation première, revenir vivants ! Mes vacances, monsieur Fabius, ce n'est pas aller soutenir une démocratie balbutiante, ou légitimer, a posteriori, le renversement de Benali ! Injustifiable de faire de mes enfants les otages de vos choix politiques ! ».

En Tunisie, le président vient de décréter l'état d'urgence, pour 30 jours ; pendant ce temps-là, de ce côté-ci du Maghreb, les appels se multiplient pour sauver notre voisin de l'Est qui vient d'être frappé par la barbarie terroriste, dont nous avons tant souffert. La solidarité est un principe noble, écrivait un éditeur, mais il serait louable d'y recourir, également, quand le drame survient intra-muros. Il n'y a jamais eu d'appel à « envahir » Tikjda, ajoute-t-il après l'odieux assassinat d'un alpiniste étranger, l'année dernière ; encore moins en 1995, quand des terroristes ravageaient l'hôtel touristique de Tala Guilef, sur les hauteurs du même massif du Djurdjura ! « Venez en Tunisie, où vous serez comme chez vous ! » L'appel, pathétique, faut-il le dire, passe en boucle ; il est même relié par Djamel Ould Abbes qui, imitant Jack Lang, le ministre « éternel » de la Culture en France, pense qu'il est le « dépositaire » attiré de la solidarité en Algérie ! Cela a fait grincer quelques dents en haut lieu, paraît-il.

La ministre du Tourisme Mme Selma El Loumi Rezik, agissant, en VRP missionné par son pays, a sorti la grosse artillerie : « la Tunisie, a-t-elle affirmé, a mis en place bon nombre de mesures pour sauver la saison estivale, telles l'annulation du timbre fiscal imposé aux étrangers à leur sortie du territoire, l'entrée sans visa pour les touristes russes, angolais ou burkinabais, ou encore la réduction de 30% sur les tarifs des transports aériens et maritimes pour les Tunisiens résidant à l'étranger ». Il semblerait, toutefois, que cela n'a pas suffi à décider les vacanciers, nombreux à annuler leur séjour. Un

journal du soir algérien a rebondi sur l'information en posant la question à ses lecteurs : « avez-vous été rassurée par les mesures prises par les autorités tunisiennes concernant la sécurité des touristes ? Le « non » l'emporte à 69,92% contre 22,84% pour le « oui » ! ». Malgré ce sondage défavorable, les Algériens iront, quand-même, en Tunisie, pensent beaucoup d'entre nous, non pas pour exprimer leur solidarité, mais faute de trouver mieux chez eux, en matière d'infrastructures et de loisirs touristiques ! Selon un dernier rapport du Conseil mondial du tourisme et du voyage (WTTC), basé à Londres et réalisé dans 184 pays, l'Algérie se positionne à la 111^{ème} place sur 184 pays, loin derrière la Tunisie (49^{ème}) et le Maroc (38^{ème}). Bien sûr, la fierté nationale en prend un coup, et pour se donner bonne conscience, les Algériens continuent de râler sur les réseaux sociaux : « maintenant que les Européens ont déserté les hôtels de Tunisie, les euros algériens sont bons à prendre ! », postait un compatriote qui a ajouté : « si l'Algérien veut être solidaire avec le Tunisien, il doit encourager le tourisme familial et boycotter les grands complexes des multinationales où les touristes européens payent leur séjour, aux agences dès le départ ! ».

Terrorisme ou pas, les Algériens iront, en définitive, se baigner à Sousse s'il le faut, non parce qu'ils sont téméraires, mais parce que leur pays compte 220 plages interdites à la baignade, pour cause de pollution, et les deux tiers des plages restantes sont infréquentables pour les familles !

Les Algériens continueront d'aller en Tunisie, puisque toutes les politiques touristiques nationales ont échoué ; leur pays est pourtant très vaste, avec des sites innombrables, une côte interminable, où les places d'hôtels vacantes sont inexistantes ou infimes au regard des besoins exprimés ou latents ; ni les hôtels de gamme moyenne encore moins les auberges bon marché ne sont disponibles ; l'Algérie se targue d'avoir 60 hôtels parmi la gamme de luxe, mais il n'existe que très peu d'hôtels classés dans la gamme moyenne (2 et 3 étoiles) et, souvent, les estivants sont confrontés aux tarifs dissuasifs et rédhibitoires de la nuitée à 10.000 DA et plus !

On a toujours parlé au ministère du Tourisme de lancer le tourisme, ou de le relancer : faut-il commencer par réanimer le tourisme domestique et donc commencer par satisfaire une demande intérieure, pesante et urgente ? Ou alors, tout miser sur une demande extérieure, hypothétique et virtuelle, soumise, de plus en plus, à une impitoyable concurrence ? Peut-on mener les deux actions en parallèle ?

Autant de questions sans réponse, dès lors que le secteur touristique est délaissé par les pouvoirs publics, qui pour l'instant, se gargarisent de discours creux et démagogiques. Certes, beaucoup a été fait, des agences de tourisme ont vu le jour, des formules de voyage ont été testées, des assises du tourisme et même des salons dispendieux sont, ponctuellement, organisés à l'étranger, pour appâter le chaland, en vain ! Un ministre chasse l'autre ! L'instabilité du secteur n'en finit pas, alors que le pays reste le même, dans ses constantes : plus de 1000 km de bord de mer, des montagnes boisées, surplombant plusieurs vallées et même des cours d'eau ; des sources minérales à ciel ouvert ; dans le Sud et l'immensité saharienne, on trouve les ergs, les oasis, et les parcs du Tassili et du Hoggar ; en amont, des installations touristiques louables, mais franchement insuffisantes ; en aval, une demande interne, de plus en plus, croissante de vacanciers, effectifs ou potentiels, aspirant à la détente !

Comment appréhender cette équation sa-

chant que les Algériens ne sont pas difficiles ; pour eux, il suffit de créer, ceci et cela, disent-ils, pour que les choses aillent mieux et que tout le monde puisse profiter de ses vacances intra-muros.

Le tourisme, c'est une véritable locomotive économique, en ces temps de disettes et l'enjeu qu'il implique ne peut relever du seul secteur chargé de sa mise en œuvre ! Il interpelle toutes les institutions, politiques et privées, jusqu'au moins planifiable possible, l'Algérien et sa mentalité ; c'est déjà une priorité ! Intervenir sur les mentalités des opérateurs touristiques, c'est aussi une urgence à prendre en considération !

Sauver l'Artisanat, protéger le patrimoine archéologique, rendre nos villes plus attractives, conserver une politique de loisirs, améliorer nos transports, renforcer la sécurité partout, promouvoir la gastronomie et l'habit traditionnel algérien, sortir le tapis de Ghardaïa et partant cette cité millénaire, du néant dans lequel ils se trouvent, rendre nos banques performantes, mettre le Wifi partout, voilà un programme, intersectoriel, plus qu'alléchant pour sortir le Tourisme national de sa régression !

Potentialités extraordinaires, sites naturels et historiques inestimables, jeunesse de la population, tout plaide pour une « naissance » du Tourisme algérien qui est, présentement, confronté à une double exigence de compétitivité internationale et de réponse à des besoins sociaux et culturels. Aux postes frontaliers de Bouchebka, on enregistre, quotidiennement, 900 sorties d'Algériens à destination du territoire tunisien ; à Ras El Ayoun, ils sont 200 compatriotes à vouloir changer d'air, fuir la canicule pour se baigner, tranquillement, en famille, dans les belles plages de Sousse ou à Hammamet pour profiter des délices de la thalassothérapie !

Les raisons de ce succès, très simples, se résument comme suit :

- Équipes personnalisées, espaces d'orientation pour accueillir « ce marché algérien », l'un des plus fidèles.

- Prestations hôtelières avec un très bon rapport qualité-prix.

- Plages et piscines gratuites.

- Santé et bien-être des loisirs proposés

Le secteur du Tourisme algérien dispose de grandes potentialités pour renverser la vapeur : 22 zones d'expansions touristiques ; 200 sites de sources thermales ; un littoral large de plus de 1200 km, pouvant accueillir tous projets de thalassothérapie ou balnéothérapie qui demeurent, pour la plupart, à l'état vierge ou partiellement exploités et qui peuvent constituer, à terme, de véritables villes d'eau.

La crise que vit l'Algérie en matière touristique n'est pas le résultat d'une fatalité, mais la conséquence directe, faut-il le répéter, des errements de tous ces ministres qui, pour le moins, n'avaient pas les compétences requises pour gérer le secteur. Pour justifier leurs insuffisances, ces responsables ont évoqué la question de l'insuffisance des budgets alloués. Certes le parc hôtelier a besoin d'argent pour son développement, comme il est nécessaire, aussi, de libérer le foncier pour permettre un maximum d'investissements, mais le secteur a, aussi, besoin de se débarrasser de tous ceux qui font fuir les investisseurs, lassés d'être rackettés par des responsables beaucoup plus soucieux de leur avenir que de celui du Tourisme national !

Ce grand gâchis touristique qui fait, par ailleurs, le bonheur de nos voisins de l'Est et de l'Ouest, est à inscrire, en caractère gras, sur le registre des faillites de l'Algérie indépendante. Le nom des ministres qui ont mal géré le secteur et contribué à sa ruine aussi ! Le ministère du Tourisme et c'est son principal défaut, a, toujours, voulu évoluer en solitaire, dans une insularité criarde, sans aucu-

ne inter-sectorialité ou complémentarité. Il lui manque, à ses côtés, et cruellement, un ministère de la Culture fort de ses compétences et de son budget, un ministère de la Communication percutant et un ministère des Collectivités locales géré par des experts ; il lui faut aussi, en appoint, un secteur bancaire réformé, affranchi de ses carcans et des partenaires privés mus par l'esprit gagnant-gagnant !

Selon les chiffres, l'Algérie n'a jamais dépassé le seuil d'un million de visiteurs étrangers, depuis 1963, ce chiffre inquiète et rassure dans le même temps, car il peut être un atout dans le sens ou, abstraction faite du terrorisme, des destinations voisines (Maroc et Tunisie) peuvent connaître la saturation, contrairement à la Turquie et la Croatie, ces nouvelles destinations, en vogue qui en profitent, pourquoi pas notre pays ! Pour l'instant, l'Office national de Tourisme (ONT) est à court d'idées, après s'être dépensé (inutilement?) dans les salons internationaux de second plan, voire insignifiants et dont la cible de clientèle, en termes de marketing ne correspond pas aux deux produits algériens phares : « Saharien et balnéaire » ; il s'agit des salons de Moscou, Budapest (Hongrie), Varsovie (Pologne), Tunis, Casablanca et Le Caire.

Les pays européens de l'Est s'intéressent au produit balnéaire de qualité et bon marché et présentement, seule la Tunisie les intéresse et les attire grâce à sa politique d'ouverture et ses prix imbattables ! Les pays qui doivent être ciblés à l'avenir sont l'Allemagne, à travers le salon de Berlin et la France via les salons de Deauville et de Cannes où réside une forte communauté de Pieds noirs, avides de visiter l'Algérie. Un éminent spécialiste en Tourisme international, Saïd Boukhalfa l'affirmait : « une destination touristique, en tant que produit national, se construit sur la durée, 10 à 20 ans (construction d'infrastructures adaptées, formation de personnel, campagnes promotionnelles ciblées, etc.) ». Le dernier remaniement ministériel a porté, à la surprise générale, Amar Ghoul à la tête du ministère du Tourisme et l'Artisanat. Ce dernier, écrivait à son propos l'éditorialiste cité supra, donnait déjà l'impression de travailler dans un pays où les ministres, au lieu de réfléchir à l'élaboration des stratégies pour leurs secteurs, passent leurs journées à effectuer des visites sur le terrain. Depuis son arrivée au ministère du Tourisme, Amar Ghoul a cherché à reproduire le même schéma : multiplier les sorties et les visites d'inspection pour montrer qu'il travaille, sauf que contrairement aux Travaux Publics et aux Transports, où il était auparavant, les investissements de l'Etat, dans le Tourisme sont faibles. Et ceux du privé très modestes. Du coup, ses sorties donnent de lui l'image d'un responsable qui s'ennuie et cherche à s'occuper comme il peut : inspection de la plage « Clovis », dans la commune de Abane Ramdane, lancement d'un prix du meilleur travail journalistique sur le tourisme, conseils à une réceptionniste d'hôtel ou encore, rencontre-débat avec l'ambassadeur de Palestine, pour discuter « des moyens à mettre en œuvre pour le renforcement des échanges touristiques entre les deux pays » ! Le tourisme est l'affaire de tous, avait déclaré, sans conviction, Amar Ghoul, lors d'une visite dans la wilaya de Tizi Ouzou, où il n'a pas désiré se rendre à Tala Guilef pour visiter l'hôtel touristique qui a fait l'objet d'une attaque terroriste, il y a près de 20 ans ! Décidément, l'homme n'a visiblement pas le cœur à l'ouvrage, en dehors de la politique ! Une occasion ratée pour le président de TAJ et néanmoins ministre, non pas pour porter le Tourisme national sur des fonds baptismaux, il ne faut pas rêver, mais pour, au moins, commencer à marquer son territoire...touristique !

«Où va l'Algérie ?»

Par Mimi Massiva

Boudiaf est mort sans avoir obtenu de réponse. Qui peut, aujourd'hui, prétendre la détenir même parmi les traceurs de pistes qui carburent à la devise « après moi le chaos ! ». Une certitude : on sait où l'Algérie n'y est pas. En pleine décennie noire, Pierre Montagnon, dans son livre Histoire de l'Algérie, résume une malédiction vieille de plus de 2000 ans : « Pauvre Algérie, la peur, la mort, la suspicion se sont glissés partout. Fiasco économique, fiasco politique, fiasco moral, fiasco matériel, fiasco national. Le parcours de plus de 25 siècles d'histoire conduit à un sentiment d'échec. Rien ne débouche. De toutes ces greffes extérieures, une seule s'est enracinée : l'Islam... Aucun homme, aucun groupe ne réussit à forger l'unité nationale. Echec numide, fatimide... français... Si la Tunisie et le Maroc ont engendré une spécificité culturelle et nationale riche d'œuvres d'art et de personnages qui comptent, l'Algérie est vide. Les uniques vestiges de valeur proviennent de Rome ou de France... L'inaptitude à constituer une nation... Pourquoi ce vide culturel ? Pourquoi cette absence d'hommes marquants ? Pourquoi aucune maison, aucune famille ne sont-elles levées pour prendre en main les destinées du pays ?... » L'auteur s'étonne de l'opposition vigoureuse des Algériens aux divers envahisseurs tout en restant déchirés par des rivalités tribales ou ethniques. Cette opposition cette division ces rivalités ne sont pas spécifiques au pays, c'est l'histoire universelle. La vie des Gaulois n'était pas plus seigneurie ni plus évoluée que celles des Berbères. De part et d'autre de la Méditerranée, les conditions, affirme l'auteur, étaient à peu près les mêmes pour que la France et l'Algérie évoluent de la même façon. Que s'est-il passé pour que les Lumières jaillissent chez l'une et se refusent à l'autre ? Si « le soleil d'Allah brille sur l'Occident », il brille par son absence sur un sol acquis au Croissant depuis plusieurs siècles. L'Algérie se déclare arabe et musulmane à 100% contrairement aux Gaulois qui ont profité de la civilisation romaine sans lui vendre le moindre atome de leur âme. Idem pour le Japon qui a tout copié sur la Chine... Pour Gustave Le Bon, auteur de la Psychologie des foules : « L'âme d'une race régit sa destinée, il faut des générations pour la créer, et parfois peu d'années pour la perdre. » « Des racines pour vivre », précise Thierry Verhelst en affirmant que l'identité appauvrie mène tout droit vers le fatalisme que dire quand elle est greffée par les Beni Hilal.

Heureusement, les Arabes sont venus avec un remède bien efficace : le mek-toub. Le fonctionnement du cerveau humain n'a plus de secret au grand bonheur des politiciens qui s'amuse à le manipuler à défaut d'améliorer la courbe du chômage ou de l'insécurité. Hitler, Mussolini, Marx, Lénine, de Gaulle... tous les hommes qui ont fait le 19^{ème} siècle ont pris pour Bible le texte de Le Bon. Le Guide est celui qui guide, dira La Palisse. L'Algérie n'a jamais eu le bon et à force d'encaisser en aveugle, elle a fini par tomber sur le pire. Massinissa aimait dit-on plus sa tente que son palais, 56 ans de règne à combattre Carthage et zéro institution, quel gâchis ! Saint Augustin, le porte-bonheur de la pensée occidentale, l'inventeur de la Cité de Dieu, se retrouve de nos jours renégat dans sa propre cité. Que dire de la naïve Kahina, respectueuse de la diversité jusqu'à croire que le loup, le renard et la brebis peuvent prier sur un même tapis. Quant à l'émir Abdelkader, son destin ressemble à sa statue, plus d'interrogations que d'exclamations. « Abdelkader est, parmi les grands hommes du monde arabe, l'un des seuls qui aient eu droit de cité en France, dans les manuels scolaires et l'image d'Épinal. Célèbre, il reste pourtant inconnu. » Où classer un personnage célèbre et inconnu ? On se rappelle la main tendue de Boudiaf fantasmant sur une démocratie transparente quelques secondes avant d'être assassiné. Et Camus, le seul prix Nobel algérien, crucifié pour avoir préféré son handicapée mère à la liberté des « braves ». Dans l'Envers et l'Endroit, il écrit : « Lui se sentait placé devant le plus affreux malheur qu'il eut encore connu : celui d'une vieille femme infirme qu'on abandonne pour aller au cinéma... » Heureusement la Régence

d'Alger a fermé les salles de cinéma dès l'Indépendance pour permettre aux Algériens de jouir de la liberté sans abandonner leur mère. Seulement, les ex-indigènes sont malheureux d'après les Américains, névrosés et terroristes d'après tout le monde, mabouls, paresseux, sales, ingrats, cupides, capricieux et louches d'après le Système qui le sous-entend dans ses discours et fictions via ses médias « uniques ».

Pourtant, le pedigree présentait bien à l'origine. Ibn Khaldoun n'avait que d'éloges envers nos bougnouls d'ancêtres. Dans son livre, le Génocide voilé, l'anthropologue et économiste Tidiane N'Diaye évoque leur originalité. Parlant des razzias arabes en Afrique subsaharienne concernant la traite des Noirs qui a duré 13 siècles, ce grand spécialiste des civilisations négro-africaines précise que les Algériens, contrairement aux Tunisiens et aux Marocains, avaient très peu d'esclaves. Généralement monogames et travailleurs, nos fiers aïeux n'avaient nul besoin d'eunuques ni d'esclaves. C'est les Turcs et leurs sanguinaires janissaires qui ont fait de celle qui a été Blanche un repaire de pirates écumant la mer Méditerranée en se mettant à dos tous les pays européens jusqu'à l'Amérique. L'ambassadeur anglais n'hésitait pas à payer le Dey pour sécuriser les navires de l'empire britannique... Cette piraterie s'exerçait dans tous les sens et le djihad était aussi adaptable qu'aujourd'hui. Le 4 mai 1830, quelques jours à peine avant l'invasion des troupes françaises, Ahmed Bey écrivait de Constantine au Dey Hussein : « J'ai fait une razzia sur une ferka des Oulad Saïd, en révolte contre le cheikh de l'Aurès. Je lui ai pris 2000 moutons, 2000 chèvres, 600 bœufs, 70 bêtes de charge. J'ai coupé 500 têtes (hommes femmes et enfants)... » On comprend pourquoi certaines tribus ont refusé de suivre l'émir Abdelkader qui n'a pas hésité à se venger quitte à s'armer auprès des roumis. Un Iran-gate avant l'heure. Comme aujourd'hui, seule la Kabylie a résisté sur tous les fronts. Cette « maudite bourgade » qui refuse de s'arabiser, cette collectionneuse du non et de la malchance. Cette amoureuse de liberté de démocratie de savoir et savoir-faire constamment suspectée et arnaquée. « Les émigrés kabyles en métropole ont été les premiers touchés par le programme de Messali Hadj. Ils ont fourni les militants de base... » Comment éviter que les plus prudents, souvent les meilleurs, optent pour les eaux mêlées ? À peine l'indépendance acquise des dizaines de milliers d'Algériens, sans compter les harkis, prirent la nationalité française dont nombre de moudjahidines. 200000 adeptes de l'Algérie française d'après les historiens étaient dans l'armée française, 200000 victimes de la terreur algéro-algérienne 30 ans plus tard.

Pour finir, des millions avec la nationalité gauloise et en premier les « révolutionnaires » mythiques qui ont confisqué l'Algérie pour eux et leur famille. Sans oublier les milliers de faux moudjahidines qui ont pris la place des vrais et les repentis gavés à ne laisser aux patriotes survivants que le couffin du ramadhan. Djihad ou pas, l'histoire de l'Algérie est parsemée de « décennies noires » où le frère assassin prive sa victime du visa de martyr lui bloquant ainsi la porte du paradis céleste. Seule consolation : « Il y a Dieu ! ». Dans l'Exception algérienne, Djamel Guerid écrit : « L'année est scandée par le ramadhan, le pèlerinage, les fêtes religieuses... la grande prière du vendredi. Dans la vie de tous les jours, les rendez-vous se fixent en fonction de telle ou telle prière et souvent à la sortie de la mosquée. Dans l'espace public, les lieux de culte se multiplient... universités, administrations, entreprises, aéroports... » Les Algériens remplissent les mosquées, mais ils n'écourent pas l'imam. Le précheur salafiste, qu'on croyait éradiqué avec l'éradication du terrorisme, a plus de succès. Pas étonnant que nos dirigeants donnent des cours de bonne gouvernance à leurs homologues arabes. Géniale tactique. D'un côté, nous avons le cheikh officiel cool zen et de l'autre le clandestin, le psychopathe, le cheikh de l'apocalypse. Pourtant, l'un doit sa survie et sa baraka à l'autre. Interchangeables, les deux compères se protègent mutuellement modelant ou saignant une populace à la dérive selon les directives reçues... Dans son livre, Osons dire la vérité à l'Afrique, Bernard Lugan assure : « Accrochés à des % de PIB désincarnés ou artificiels, experts et mé-



dias mentent à l'Afrique quand ils lui font croire qu'elle a démarré et qu'une classe moyenne y est née. En effet, non seulement le continent ne se développe pas, mais au sud du Sahara, il est même revenu à une économie de « comptoirs ». Au 18^{ème} ces derniers étaient esclavagistes, en 2005 ils sont pétroliers, gaziers ou miniers. Comme ceux d'hier, ceux d'aujourd'hui n'enrichissent qu'une infime minorité d'acteurs-profitants... que la masse de la population subit en tentant de survivre. Allons-nous continuer de mentir à l'Afrique quand, confrontées à la misère et pour échapper au désastre dont elles sont les premières victimes, ses jeunes générations risquent leur vie dans de mortelles traversées vers le supposé « paradis européen » ? De nos jours, ces jeunes générations se livrent volontairement à l'esclavage en enrichissant leur passeur. En 2015, le bazar maudit s'est enrichi avec Aqmi, Al-Qaida, Daech, les kidnappings, le gaz de schiste et le trafic de drogue.

L'auteur parle du spectaculaire naufrage de l'Algérie et de l'Afrique du Sud, deux anciennes colonies gâtées par la nature et pourvues d'un impressionnant legs colonial (routes, ponts, ports, aéroports, hôpitaux, universités etc.). Il donne 10 raisons de l'échec algérien. En premier, il met la « prétendue arabité du pays alors que le fond de la population est Berbère ». Au propre et au figuré, de gré ou de force, les Algériens expulsés de leur pays en arrivent à ne plus savoir s'exprimer dans aucune langue au point d'arabiser les français, de franciser l'arabe et momifier ce qui reste de la langue amazigh. Ce qui a permis de gouverner le bled non par des idées, mais par « l'alliance des baïonnettes et des coffres-forts » (Omar Benderra). Boumediène, grand fossoyeur de l'intelligentsia indigène, n'a pas hésité à envahir Alger avec ses chars flambants neufs, jamais servi contre l'armée coloniale, afin de détrôner son complice Ben Bella. Boumediène qui, sans rire, explique son coup d'Etat en ces termes : « Le pouvoir personnel, aujourd'hui consacré, toutes les institutions nationales et régionales du Parti et de l'Etat se trouvent à la merci d'un seul homme qui confère les responsabilités à sa guise, fait et défait, selon une tactique malsaine et improvisée, les organismes dirigeants, impose les options et les hommes, selon l'humeur du moment, les caprices du bon plaisir. » Pour finalement faire kif-kif avec plus de zèle et de cruauté. Autoproclamé Guide Suprême, il a pris soin de garder les commandes de l'armée en lançant à ses généraux : enrichissez-vous ! Plus tard, le roi Hassan s'empressa de le copier afin de neutraliser les hauts gradés qui rêvaient de se débarrasser de lui. Le Sahara occidental est venu à point pour occuper l'armée des deux côtés de la frontière et faire le bonheur des vendeurs d'armes et des barons de l'informel. Seulement, le monarque a hérité du Maroc de son père pour le remettre à son fils qui le laissera au petit-fils etc. Le père ne sabote pas trop un héritage qu'il désire transmettre à son enfant chéri. Il faut se méfier du paternel qui ne laisse aucune empreinte que celle de sa fuite et des trous dans le coffre. Le fantasme d'un Marocain : « un jour, il changera » ; celui d'un Algérien : « un jour, il partira. » Combien de destructeurs, de vampires ont occupé la Régence avant de disparaître engloutis par un monde parallèle ? Le drame de l'Algérie c'est de ne connaître que des passades avec des vils aventuriers qui se goinfrent de ses entrailles en la poussant à se flageller, se zébrer de profondes fissures. Pourquoi est-ce si compliqué de trouver l'homme providentiel ? 2 éléphants sur 100 à peu près naissent avec des gènes qui bloquent les défenses. On a remarqué que ce pourcentage a

plus que doublé et ne cesse de croître. Les scientifiques fidèles à Darwin parlent de sélection naturelle. Grosso modo, les éléphants plus intelligents ont appris à développer ces gènes pour survivre. Les anti-darwiniens voient plutôt une sélection de géniteurs. Les éléphants dépourvus de défenses n'ont aucune valeur marchande pour les trafiquants d'ivoire. Ils sont épargnés par les chasseurs. Contrairement aux autres, ils peuvent se reproduire plus facilement. Etant donné que le mécanisme de la survie des espèces est le même, on peut passer des éléphants aux mammifères pensants que nous sommes. Les pays arabes se classent derniers pour le facteur humain. Les têtes qui essayent d'émerger sont décapitées illico. Résultat, seuls les survivants se reproduisent : l'idiot enfante l'idiot, la crapule enfante la crapule, le terroriste enfante le terroriste, le maboul enfante le maboul, le zombie enfante le zombie, le caïd enfante le caïd, l'esclave enfante l'esclave, le con enfante le con, la prostituée enfante la prostituée, la sorcière enfante la sorcière... etc. On se retrouve à la longue avec une masse sélectionnée naturellement dont le dernier souci est « où va l'Algérie ? » Convaincue que personne ne va nulle part sans plaire au Palais. Les contes de fées où les gentils finissent par vaincre les méchants et vivre heureux jusqu'à la fin de leurs jours restent des contes de fées. La force des salopards c'est leur union. Le talon d'Achille de leurs victimes c'est leur incapacité à s'unir.

D'après les psychologues, le sentiment d'infériorité est bien partagé par les « minorités » opprimées qui finissent par se haïr et se déchirer. Qui se souvient de la Kabylie enterrée en pleine fête de l'Indépendance ? Qui se souvient d'In Salah et son gaz de schiste ? Ghardaïa et le martyre des Mozabites à qui vient s'ajouter celui des travailleurs espagnols qui peinent en ce ramadan caniculaire à résister à un verre d'eau ? Or si les potentats arabes et leurs mollahs avaient un chouïa de matière grise, ils auraient fait une fatwa pour permettre aux jeunes de boire de l'eau afin de résister à la fournaise solaire et travailler sans importer de main-d'œuvre. Combien de malheurs la déshydratation a causés en ce mois pourtant sacré ? Boire de l'eau ne permet pas seulement au corps privé de nourriture de résister, mais d'éliminer les toxines cause de la plupart de nos maladies. Une vérité que la médecine moderne vient de découvrir des milliers d'années après les yogis indous. A moins que le but est « Tuez-les tous ! » à la baraka du cheikh Karadaoui et qu'on en finisse... N'est-ce pas la Régence d'Alger qui a décrété notre arabité dans le ventre de nos mères ? Ni Arabes ni Amazighs, les Algériens ont fini par devenir des entités pathologiques et explosives. N'est-ce pas ses agents qui pourchassent les non-jeunes au point que des malades ont peur de s'alimenter au risque de leur vie ? N'est-ce pas ses Bouchkaras qui ont encensé la chakra et décrété papier de toilettes le chèque utilisé partout même en Afrique ? Maintenant c'est trop tard. Dans le bled du faux, du plagiat, des combines louches, des banques antédiluviennes, des banquiers mafieux et d'une justice nommée et répudiée avec la chakra, la populace a fini par perdre définitivement le 0,00...01 % de confiance. On constate qu'il est toujours trop tard pour bien faire, mais pour mal faire, jamais. C'est malheureux, on a fini par penser comme le FLN. Les communistes qui ont survécu sans trop de dégâts se sont bien mués en islamistes. On nous l'a bien dit, les extrémistes finissent toujours par se rejoindre. Pourquoi chercher où va l'Algérie, quand on sait qu'elle n'a jamais décollé de sous les pieds de nos maîtres, les sultans d'Alger ?

Ces riches d'Algérie



Par El yazid Dib

Je ne cite pas de noms, je ne raconte pas des histoires, ni des anecdotes les concernant. Je ne dénonce personne. Je désapprouve seulement un système de rente qui tente de s'élever comme une pédagogie sociale. Chaque ville connaît ses nouveaux riches. Elle connaît bien les mécanismes de l'accession et la roublardise des mêmes mécanismes. Elle les a vus naître, faire et grossir.

Devenir riche n'est plus une haleine au travail. Le labeur ne paye pas autant que l'opportunisme ciblé et la chasse des bonnes occasions. C'est une affaire de dons, d'audace et d'aventurisme subjectivement positif. Comme une Boukala, cette affaire d'enrichissement « céleste » s'empêtre dans les amours des solides bornes, le long des étés pourris et des effets des lois de finances complémentaires. L'été, une saison longue comme le sont ses délices résiste et s'empêche de se retirer. A voir cet été qui chevauche sur un ramadhan sec et *désaintétié* est un signe que rien ne va plus pour tout le monde. La multitude des frustrations que bourdonnent les foules lésées par les non-droits ou par le souci majeur d'un toit qu'elles ne verront que lorsque le faux plafond qui les quasi-abrite s'écroule, devient une récitation apprise par cœur et psalmodiée à cœur ouvert. Les autres cependant se la coulent en douceur sur les rives du centre du vieux continent. Là, les richesses s'émaillent au gré des frais scolaires des rejets, des emplettes des madones et du flot d'un avenir qui n'est plus chez eux. Le pays, leurs sièges, leurs situations ne sont qu'une ressource qui emprunte une ligne de transfert illégal.

Le jeu est faussé d'emblée. C'est à l'habilité malicieuse, l'esbroufe et la rapine de s'ériger en mode opératoire pour pouvoir avoir aisément un guichet de banque dans ses poches. La loi est ainsi mise à contribution du confort qu'aura à contusionner celui censé l'appliquer. Le jeu en ces récents temps n'a plus de règles. La seule règle, cependant admise au giron du management, est celle de cette oreille attentive qui se prête à toutes les barbotines. Devenir riche est, semble-t-il, une prouesse. Être pauvre est, tient-on à le faire admettre, un sort, une destinée, une décision divine. Cette fatalité n'a rien à voir ni avec les chèques, ni avec les rapports de force. C'est un enjeu au mieux faisant, au plus entreprenant.

Certains veulent avoir le soleil exclusivement pour eux pour souffler le vent sur les autres. Le soleil en inondant le monde fait que ses rayons puissent toucher toutes les têtes. Leur rapacité est allée jusqu'à l'emprisonnement des bienfaits de la nature. Les lots sont leurs préséances. Les promotions immobilières leur canal blanchisseur. Un vrai lavage-dégraissage où toutes les scories de la malveillance, de la spéculation et des indues plus-values viennent y connaître une renaissance toute sonnante et trébuchante. On nous professe de jour en jour que rien n'est sacré, rien n'est définitif. Les démons *désangélisés* d'hier peuvent commodément vêtir le lendemain l'habit des archanges. Après les avoir diabolisés. Encore qu'il ne pourrait avoir de stupéfaction quand on chuchote à grand bruit que les pestiférés d'une humeur peuvent être aussi ré-honorés par la même humeur. Les nouveaux fortunés ne proviennent pas uniquement de la dépense publique. Ils tirent leur origine d'un système où la compromission dans ces cas-là s'entend avec assourdissement. L'on croira en fait de la régénérescence d'un nom qu'une fois sa bourgeoisie physiquement visible est rattachée à un poste ou une fonction. Ainsi chaque jour, l'on voit un nom naître. Un fonds se constituer. Un sigle, une entreprise, un office se mettre en route. Le marché public, les transactions qui

Ils ont investi la politique, la mosquée et l'histoire. C'est à la noblesse de faire d'un nom un homme. Sinon, l'argent en fait tout juste un intérêt. Si la notoriété reste liée à un esprit notable elle n'est pas l'apanage des notaires.



n'ont rien comme doute occulte, les commissions qui ne se lisent pas sont autant de dispositions à prendre pour rentrer dans le club des nouveaux nantis. On les voit promettre, simuler, poster, nommer et garantir des sièges et des centres de décisions. Loin de faire un lobby au sens didactique, ils ne sont que des faux modèles pour une société à peine émergente.

Les classes n'existent plus disait un certain discours politique. On y a vraiment cru. Un autre plus naissant, plus récent suggérerait la voie de les voir se réinventer. L'investissement. Un leur-re. Car pourquoi l'un et pas l'autre ? La société nationale dans son temps faisait vivre la société dans toute son entièreté. Maintenant la richesse ne répand ses bienfaits qu'envers ceux qui en détiennent les commandes.

A la base, en 1962 l'unique classe était celle des indigènes. Ces Algériens qui créchaient dans les taudis, dans les chaumières ou, pour les plus munis, dans de menues chambres installées dans de grosses maisons appelées Hara. Du moins pour les citadins. L'autre, qui n'est pas la notre était en face ; dans les villas, les pâtés de maison et les maisons de maître. La fortune passait alors telle une antonymie au nationalisme. Des années durant, le fil communautaire s'est détissé silencieusement au son de l'enchantement d'un socialisme spécifique pour certains et bénéfique pour les autres. Le riche est plus riche, le pauvre l'est toujours. Les uns ont remplacé les autres, et les autres le reste.

Boumediène faisait choisir entre le pouvoir et l'argent. Dans son temps il n'y avait pas de tête qui osait sortir d'une poche pleine de peine de se voir plier. Après lui, les deux ont été élus pour faire un bon ménage. Avoir l'argent ne semblait pas leur suffire. Il fallait aussi s'affaler dans les fauteuils d'où émanent les signatures liées aux projets d'enrichissement. L'on ne se contente plus d'une entreprise, l'on veut aussi l'étage et ses bureaux. L'assemblée et ses groupes parlementaires. Dans cette Algérie, celle d'aujourd'hui, personne n'arrive à décrypter la voie par laquelle ces gens-là sont arrivés aussi rapidement à amasser tant de fonds. Sinon que par l'explication qui ne se dissimule plus et ne craint rien pour affronter publiquement les plus sceptiques, ceux gardant encore un brin de confiance dans le contrôle de l'Etat. Parfois c'est au nom de cet Etat que cet argent tombé du ciel s'accroît démesurément et demeure à justifier. Par hasard, cette onnée financière venue d'en haut n'est dédiée qu'à l'Algérie des grosses bâtisses, des itératifs voyageurs à l'étranger, des double-résidents off-shore. Pendant qu'une autre Algérie regarde, médite et attend. Le comble réside parfois

dans l'envie tentaculaire et le désir sans frein de vouloir tout acquérir. Du libre laisser-faire à l'impunité.

Les autres moins téméraires, les plus légalistes parmi la gent nantie se cantonnent dans leur décence et bravent la loi du doublement, de la génuflexion et de la déchéance des mœurs et des pratiques commerciales. Heureusement que ceux-ci continuent à alimenter le circuit des bonnes valeurs. Ils ne sont pas de cette espèce qui, de petits vendeurs à la sauvette, l'on se retrouve patron et gestionnaire de gros portefeuilles. Qui d'artisan maçons, l'on se retrouve en un consortium ou en groupe s'affichant à tous les panneaux publicitaires. Des parvenus ont pris les rennes de tant de secteurs et, par des procédés peu orthodoxes, ont pu aider à la construction d'un système qui leur va à merveille. Ils en tirent profit de tout bord. Ils sont aidés, sans nulle hésitation, par des paraphe d'octroi de marchés juteux. Derrière chaque mètre carré de goudron, il y a un virement qui ne tarde pas à venir gonfler un précédent. Dans chaque feuillet de bon de commande, il y a, d'emblée un avenant faisant foi d'un complément de main-d'œuvre qui ne se voit pas. Presque chaque grand permis de démolir et/ou de construire signale une complicité et un dessous de table. Ainsi va le nouveau monde de la finance opaque. Ainsi vont ses affaires.

C'est cette instabilité incessante, cette Crapide ascension qui a rendu la société et ses différents segments chaotiques et fébriles. Comment peut-on dans ces circonstances emmêlées distinguer le travail persévérant et la rente facile ? Ces nouveaux riches n'ont pas la richesse qualitative qui crée de la croissance économique ou apporte un confort aux citoyens. Le fisc est détesté, les routes sont biaisées, les immeubles hideux, les avoires obstrués. La qualité n'est percevable que dans les documents. La réalité est tout autre. La simple pluie dénude la duplicité, la banale réplique sismique dévoile le secret. Le contrôle ? Il n'est que documentaire. Les dossiers sont ainsi ficelés à coup de solides certificats qui en fait ne remplissent qu'une condition réglementaire formelle. L'importation reste à cet effet l'exemple le plus terrifiant dans le mensonge déclaratif. Les avantages fiscaux ont été une aubaine pour quelques aventuriers intrépides à la faveur d'une libéralisation inconstante. Comme la comptabilité, l'économie est aussi une science des affaires. Idem pour la débrouillardise. Le profit et le gain entraînent activement un équilibre à leur avantage par le truchement du contournement de la loi. Les clauses du droit acquis et le régime antérieur le plus favorable de-

meurent une chance décrétée inouïe. C'est que pour obtenir un registre de commerce, il suffit juste une copie de bail et une somme modique tenant lieu de frais d'inscription. En somme, dérisoirement on l'achète. Est commerçant, industriel, promoteur, importateur qui le veut. Aucune activité ne semble obéir à la réunion impérative de conditions professionnelles et techniques ou à peine de refus, de critères sélectifs pour la satisfaction d'un minimum de règles prévalant dans l'activité projetée. Le besoin national s'est joint bras croisés à l'impératif planétaire de l'ouverture économique et a fait produire hâtivement des lois et des « opérateurs économiques ». Après les notions des « objectifs planifiés » des « contingents » des « AGI », viennent les listes de « marchandises éligibles à l'import » les feux verts de la « CCI » jusqu'à l'avènement d'une liberté de faire conditionnée par les « avis de débit » ou précisément les « domiciliations bancaires ». En fait, se sont les nouveaux clients des banques qui détiennent le pouvoir de fait de décider d'un acte lié au commerce international. Le pouvoir étatique omettait son rôle de régulateur et se confinait dans la fonction de comptage et de statistique. L'administration se diluait entre offices et agences et fluctuait d'une institution à des personnes. La dernière mesure de l'obligation du chèque est déjà dans le linceul.

Le pouvoir est grandement en danger s'il se dissout dans la mania financière. Il est menacé d'être pris par le sou, si l'Etat, entité républicaine garant et régulateur ne se réveille pas pour mettre enfin un holà à ce folklore en tout genre. Peut importe en finalité de savoir justement qui exerce pratiquement le pouvoir. Des mythes et des réalités ont sillonné les éléments de réponse à cette interrogation. Des insinuations et probabilités ont été par ailleurs avancées à propos des anciens et des nouveaux, de l'armée et des civils, des riches et des enrichisseurs, des visibles et des invisibles. Mais en ces temps l'on voit bien ces nouveaux riches s'investir en tout. Les banques, les terrains, les élections, les honneurs sont à eux. Les chaînes et les médias aussi. Que leur reste-t-il ? Le paradis ? La religion ? Ils y sont pleinement dedans. Chaque mosquée est prise en charge par l'un des détenteurs de fortune dans la ville. L'on conçoit cependant mal cette équation illogique de faire de la charité en même temps que l'on est endetté et hypothéqué par ces nombreux prêts bancaires. Usure et affairisme peuvent ainsi, croient-ils, faire le bon essieu pour la vie d'ici-haut et celle de l'au-delà. L'outrecuidance va jusqu'à tenter tromper Dieu. A eux ce paradis ! Aux autres damnées de la terre la géhenne d'ici-bas et celle d'ailleurs.

Sonatrach est devenue, depuis plus près de deux décennies, une niche pour les partenaires étrangers afin de lui extorquer de l'argent après des contentieux, selon toute vraisemblance, mal conduits, consciemment ou inconsciemment, du côté algérien.

Saipem et Technip se frottent les mains



Par Reghis Rabah*

Ainsi, après la perte du procès avec la compagnie américaine Anadarko qui l'a contraint de débours 5.9 milliards de dollars, voilà que l'italien ne 'Saipem' et le français 'Technip' se mettent sur les rails pour suivre ce filon face à un mastodonte aux pieds d'argile qui peine à se défendre. Du côté italien, 'Saipem' vient d'estimer en justice Sonatrach pour des avenants contenant des travaux complémentaires et supplémentaires, au contrat initial, relatif au champ de Menzel Ledjmed, mitoyen de celui de Hassi Messaoud pour réclamer plus d'un demi milliard de dollars. Dans cette affaire, des considérations politiques ont marqué de leur empreinte la procédure judiciaire puisque la partie algérienne saisie, depuis début 2014, se laisse faire sans informer l'opinion publique pour des raisons que tout le monde devine. Ce n'est pas tout, l'italienne dont la présence, en Algérie, est entachée de scandales répétitifs, voudrait mettre le contrat des installations de séparation GPL pour un montant de 171 millions de dollars et semble décidé d'aller, en avant, profitant des lacunes dans la gestion de son adversaire. 'Technip' qui connaît, très bien, pratiquement, toutes les installations pétrolières et a fortiori, les raffineries algériennes, n'aurait pas pu sous-estimer le montant du marché portant sur la réhabilitation, la rénovation et l'agrandissement de la raffinerie d'Alger, pour un montant initial de près d'un milliard de dollars. Dès le départ, cette affaire visait un contentieux avec, probablement, des complicités de l'intérieur même de Sonatrach. Aujourd'hui, et après la décision du tout nouveau P-DG de l'entreprise nationale, de résilier tout simplement ce contrat, des rumeurs persistantes du côté français font état de l'intention de 'Technip' de porter cette affaire devant une juridiction internationale pour demander réparation et quelle réparation ? Connaissant la crise économique que connaissent la France en général et les entreprises françaises, en particulier, 'Technip' n'aurait pas tenté, cette action, si elle n'était sûre ou assurée de son issue. La fragilité de Sonatrach est telle qu'elle est devenue un tremplin pour les multinationales qui la vide, non seulement de ces cadres formés à coup de devises fortes mais maintenant de ses caisses. Comment, historiquement, a évolué ce géant pétrolier dont le dessein est, intimement, lié avec celui de la Nation algérienne, toute entière ? Par quel artifice y sont ancrés les virus de la corruption ? Depuis quand a commencé, réellement, la dérive de sa gestion ?

Sonatrach a des objectifs politiques et après !

Sonatrach a été créée le 31/12/1963 comme un instrument de l'Etat pour rechercher, exploiter et commercialiser les richesses fossiles de la Nation algérienne et mettre à sa disposition des capitaux pour le développement des autres secteurs de l'Economie nationale. Elle est, aussi, un réservoir pour le recrutement, afin d'assurer des emplois pour la majorité d'une population active qui n'a que trop souffert de l'indigénat. Ceci a été planifié et connu de tous les Algériens, dans le cadre du premier Plan triennal qui vise le plein emploi et c'est normal sinon à quoi aurait servi l'Indépendance nationale ? Est-ce une bonne ou mauvaise approche, n'est plus une question à poser 50 ans après. Il s'agit d'un choix consensuel pris après le départ massifs des colons et la vacance des moyens de production et surtout la soif du citoyen algérien de recouvrer sa dignité, après 130 ans de colonisation. Toujours est-il, jusqu'à la mort du Président Boumédiène, elle assumait,

parfaitement, les contradictions entre ces objectifs politiques et sa démarche managériale. Elle a confirmé sa mission pour le compte de l'Etat et au service de la Nation algérienne, dès sa naissance, en construisant, en 1964 le premier oléoduc algérien, l'OZ1, d'une longueur de 805 km, reliant Haoud El Hamra à Arzew. Elle décide de lancer la grande aventure du gaz, en mettant en service le premier complexe de liquéfaction de gaz naturel, dénommé GL4Z (CAMEL - Compagnie Algérienne du Méthane Liquéfié), d'une capacité de traitement de 1,8 milliards m³ gaz/an et mis en service de la raffinerie d'Alger.

Ces œuvres seront suivies de nombreux complexes et découvertes de gisements, sans compter le lancement d'un vaste programme de formation des cadres, aussi bien en Algérie qu'à travers le monde pour les préparer à la relève et surtout à la capitalisation, la consolidation et la fertilisation du savoir et du savoir-faire pétrolier pour les générations futures. Sa stratégie de l'époque visait, non seulement, la recherche, l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures mais aussi un espoir de transférer l'expertise para-pétrolière dans la vision de l'après pétrole. C'est ainsi que sont créés, en partenariat avec les multinationales, les fameuses "AL" Alfor, Alsim, Aldim, Alfluide, Alreg, Aldia, etc. Il s'agissait d'injecter les cadres formés à l'étranger, à l'IAP et l'INH pour, justement, apprendre et maîtriser les opérations para-pétrolières, afin de limiter, à long terme, l'intervention des compagnies étrangères.

Première dérive de Sonatrach

A la mort du président Boumédiène et l'arrivée au pouvoir de Chadli Bendjedid et la nomination de Abdelhamid Brahimi, comme Premier ministre, le discours devait changer avec des implications sur le terrain qui s'écartaient, peu à peu, de la ligne suivie pour atteindre les objectifs, objet du consensus : le gigantisme des sociétés nationales, l'efficacité selon le principe "Small is beautiful", la tentative d'abandon des hydrocarbures comme stratégie de développement, le désengagement progressif de l'Etat vis-à-vis des différentes institutions publiques, pour, selon le discours politique, une meilleure efficacité budgétaire. Cette approche qui ne se fonde sur aucun diagnostic sérieux, devait mener Sonatrach, comme toutes les autres entreprises nationales à subir un lifting forcé par une restructuration suivant le décret 80-242 du 4-10-80 portant sur la restructuration organique et financière des entreprises. Il est difficile, aujourd'hui, de situer la responsabilité. En quoi consistent, exactement, les changements sur le terrain ? Deux volets peuvent résumer ces changements : un volet macro-économique qui a touché à la vie, hors entreprise des citoyens en général et des travailleurs en particulier, un autre micro-économique qui a porté sur l'organisation, en général de l'entreprise elle-même et Sonatrach, en particulier. En ce qui concerne le premier volet, les chiffres montrent qu'il y a eu une réorientation des investissements des secteurs productifs au profit des infrastructures et ceci a ralenti l'effort d'industrialisation et par voie de conséquence ne contribue plus à assurer l'indépendance économique, objet du consensus.

Cette désintégration de Sonatrach l'a affaiblie et l'a rendue vulnérable.

Le sureffectif, par exemple, issu de sa restructuration organique l'a obligée à bloquer les recrutements ce qui a ouvert les brèches à la gabegie, la politique de copinage et surtout a favorisé le recrutement familial au détriment des compétences. Son désengagement progressif, vis-à-vis des entreprises para-pétrolières, en les mettant, directement, en concurrence déloyale avec des entreprises étrangères, les a, carrément fait disparaître de la circulation et ceux qui restent évoluent difficilement.

Ceci a renforcé l'intervention étrangère dans sa gestion en ouvrant la voie à l'encanaillement de son encadrement.

Chakib Khellil a achevé l'œuvre d'Abdelhamid Brahimi

Contrairement à ce qui est dit ici et là, Chakib Khellil n'est pas revenu en Algérie dans les bagages de Bouteflika, lors de son voyage aux Etats-Unis mais, non seulement il y était déjà et pourrait en être l'artisan principal dans la préparation de ce deuxième voyage d'un président algérien dans ce pays, durant ce week-end, du début de juillet 2001. Pour rappel, à peine 6 mois après son investiture, le 15 avril 1999, Bouteflika fait appel à Chakib Khellil d'abord comme conseiller, le 1er novembre 1999 puis ministre de l'Energie et des Mines moins d'un mois après. Il faut préciser que ce responsable prend sa retraite anticipée de la Banque mondiale, en octobre 1999 pour se présenter en Algérie le 1er novembre de la même année. C'est la preuve par 9 que son retour dans le pays a été bien préparé et relève d'un choix délibéré, suite à des propositions alléchantes dont bien entendu le premier responsable du pays en est l'auteur. La problématique est simple, Bouteflika promettait aux Algériens qui voteraient pour lui de réhabiliter l'Algérie pour améliorer sa réputation à l'International, il a donc confié les dossiers économiques épineux à des hommes de confiance dont celui de l'Energie. Les dossiers économiques, notamment dans le domaine énergétique, semblent avoir été l'élément essentiel du programme de la visite du président aux USA, pour valider son accord et ouvrir la voie à son ministre de l'Energie et des Mines afin de crédibiliser sa démarche dans ce pays. Ce désengagement du président de la politique intérieure s'explique par son insistance de vouloir mettre, au service de l'Algérie, son expertise dans la diplomatie. On se rappelle son rôle très actif dans le Nepad et l'Union Africaine. Le règlement des conflits Ethiopie / Erythrée, la paix en Somalie, la réhabilitation de la Libye, sa médiation au Soudan et entre l'Iran et les USA, etc. Pendant ce temps Khellil appliquait, en toute liberté, sa stratégie car même les chefs de gouvernements qui se sont succédés n'avaient que peu d'autorité sur ce que les médias ont appelé les hommes du président. C'est le seul responsable qui affichait, avec une certaine fierté, cette appartenance, de différentes manières, dont nous verrons plus loin.

Le passage de Khellil à Sonatrach l'a vidée de ses cadres.

Son bref passage de plusieurs mois à Sonatrach, en cumulant, en même temps, la fonction de ministre lui a largement suffi pour et, il n'est pas exagéré de le dire, procéder à un "viol" de la structure des valeurs de base que l'entreprise a développées depuis près de 40 ans et qui lui a permis de surmonter ses problèmes d'adaptation externe ou d'intégration interne. Il a acculturé l'entreprise pour avoir imposé des procédures ramenées d'ailleurs et pour lesquelles l'entreprise n'était pas encore prête à accepter. N'oublions pas que Sonatrach est la mamelle de tout le circuit économique et social. Les brainstormings et les "R" qui marginalisent le code des marchés publics. Il voulait en faire d'un bien public, une entité qui obéissait au droit privé. Ayant déjà travaillé au secteur de l'Energie par le passé, il connaissait les points faibles de certains cadres et leur schéma motivationnel et surtout le moteur de leurs prédispositions. Il a réussi à reproduire le schéma d'en haut, à la perfection. Il est le seul membre du gouvernement à s'impliquer, directement, dans la politique et ouvertement dans la campagne électorale à travers des contributions personnelles et non en tant que ministre, dans les journaux nationaux. La première, au moment du déclenchement de la polémique sur la maladie de Bouteflika. Dans cette contribution, il vantait les mérites du président, sous la forme d'une vraie pré-campagne, dans laquelle il s'engage

au point où de nombreux observateurs le donnaient comme le prochain chef du gouvernement. Dans la seconde, il livre un bilan prospectif de secteur de l'Energie et des Mines. A le lire, il semblait très content que les hydrocarbures continuent de représenter 98% des recettes du pays. Il prétend avoir tiré les leçons de la crise asiatique pour "concevoir une politique nationale, notamment en matière d'hydrocarbures". Il retrace l'historique avec, en tout petit, la période 2005-2006 pour, certainement, éviter de montrer son échec dans l'élaboration de la loi sur les hydrocarbures.

Il donne les chiffres sur le paysage énergétique comme s'il en est l'auteur alors qu'il s'agit d'un programme amorcé, quelques années après l'Indépendance. Il passe en revue l'ensemble des lois qu'il a produit depuis celle de la maîtrise de l'Energie jusqu'au projet de loi sur le nucléaire. Il promet que l'Algérie réalisera des recettes de 55 milliards de dollars/an jusqu'à 2040. Pourquoi spécialement 2040 ? Enfin, pour lui, l'homme est la première et ultime richesse du pays et il en fait son credo.

L'opinion publique n'était pas dupe, elle constate, de visu, que ce ministre s'implique plus dans l'opérationnel que le stratégique. Il a étouffé les deux grandes entreprises du secteur de l'Energie en s'ingérant, directement dans leur gestion. Les énormes investissements à consentir par Sonatrach pour ramener les capacités de production du brut à 2 millions de baril / jour et le gaz à 85 milliard de m³ est contesté par de nombreux experts qui en voient un gaspillage des ressources naturelles, gage des générations futures contre des dollars qui font l'objet d'un recyclage dans le trésor américain.

Il a donc, avec des cabinets étrangers, brillé dans la confection des lois, domaine dans lequel, il excelle pour l'avoir appris et utilisé dans le cadre de sa mission d'expert à la Banque mondiale. La loi sur l'électricité n'a, non seulement, attiré aucun investisseur mais plongé le pays dans le noir par le délestage fréquent.

Quant à celle sur les hydrocarbures, tous les Algériens connaissent son cheminement. Si la mise en œuvre de ces deux lois n'a rien donné de concret, comment croire sur les projets futurs : projet de loi sur le nucléaire, etc. ? Mais ce qu'il ne donne pas, c'est le bilan de la période de sa présidence de Sonatrach. Il semblerait, selon les témoignages, qu'il a fait de Sonatrach et Sonelgaz un vrai terrain de bataille. Profitant de la campagne électorale, il s'est débarrassé de tous les anciens P-DG et cadres dirigeants qui contestaient sa politique de gestion. Il a procédé à un vrai 'noyautage' de l'entreprise. Il nomme à Sonatrach ses collaborateurs au ministère pour avoir, en 4 ans, jugés de leur docilité et obéissance. D'abord, il désigne le secrétaire général de l'Entreprise, ensuite le P-DG de Sonatrach lequel fait monter son fils du simple magasinier au poste de cadre supérieur, aujourd'hui, poursuivis par la justice dans l'affaire Sonatrach 01. Il confie la direction des Ressources humaines et Communication du groupe Sonatrach à son assistante, elle-même cooptée de Sonelgaz. Il profite de l'accident survenu à Skikda pour limoger le vice-président aval et nomme son ancien directeur des Ressources humaines et communication et ainsi de suite. Dans ce climat de noyautage total, le ministre règne en maître absolu.

Il dirige mais n'encours aucune responsabilité. Dès qu'il y a un problème, les enquêtes n'aboutissent à aucun écrit de sa part et donc c'est les lampistes qui payent : cas BRC, dossier des pièces de rechange aval, affaire Sonatrach 01 et bien d'autres. Dans cette configuration de noyautage, de suspicion, de psychose et surtout d'injustice, les cadres fuient, par centaines, les deux entreprises et ceux qui obéissent, aveuglément, sont actuellement derrière les barreaux, ont accompli leur peine ou sont sous contrôle judiciaire. En partant, il a laissé une entreprise mal gérée, empêtrée dans la gabegie et les détournements.

-Conclusion-

Il faut dire que les jeunes cadres, censés prendre la relève, sont contaminés par leurs aînés qui se sont repliés sur eux-mêmes pour ne projeter que leurs intérêts qui ne coïncident, nullement, avec celui de l'entreprise. On est, donc, parti pour plusieurs générations pour redonner à Sonatrach l'orientation patriotique d'antan.

En plus, si les Américains se sont permis d'annoncer l'abandon des poursuites judiciaires de l'Algérie contre Khellil, c'est que son esprit plane, encore, sur cette entreprise, s'il n'est pas encore présent sous une autre forme ?

*Consultant, économiste pétrolier

IMPORTANTE ENTREPRISE DANS L'AGROALIMENTAIRE BASEE A MOSTAGANEM RECRUTE DANS L'IMMEDIAT

1. 08 Ingénieurs en génie mécanique.
 2. 03 Ingénieurs en électrotechnique.
 3. 02 Ingénieurs en informatique.
 4. 02 Ingénieurs en technologie alimentaire.
 5. 03 T.S. en génie mécanique.
 6. 03 T.S. en électromécanique.
 7. 03 T.S. en informatique.
 8. 02 Gestionnaires de stock.
 9. 01 Cadre administratif.
 10. 01 Cadre commercial.
 11. 01 Démarcheur.
- 02 à 03 ans d'expérience.
Passeport en cours de validité.
Libre de suite.
Connaissance de l'anglais souhaité pour les ingénieurs.
Dégage des obligations du service national.
Lieu de travail Mostaganem
- Email : recrutement2014mostaganem@gmail.com

Importante Société Multinationale à Oran

Recrute

Poste à pouvoir à Oued Tlelat

01 Infirmier / Infirmière diplômé d'Etat

Expérience allant de 03 à 05 ans dans le domaine

Résident à Oran et environs

Adresser lettre de motivation et CV à la boîte Gmail :

rh31tle@gmail.com

AVIS

La Clinique EL MECHOUAR Avenue Sidi Chahmi ORAN
a le plaisir de vous informer de l'ouverture de son Unité
de Chirurgie Vasculaire sous la direction du

Dr BOUZIANE CHAOUKY Med TAHA

- **Fistules artério-veineuses**
- **Varices**
- **Pontages**
- **Consultation + Echo Doppler**

Dr BOUZIANE 05556.55.12.49

Clinique EL MECHOUAR 041.45.55.03



مؤسسة عمومية اقتصادية
مؤسسة إنجاز الطرقات والمطارات

EPE / SERA / Spa au Capital Social de 1.200.000.000 DA



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'EPE / SERA / SPA DU 11 JUIN 2015 (EXERCICE 2014)

- Résolution N°01 : Approbation des comptes sociaux 2014.
Résolution N°02 : Affectation du résultat déficitaire 2014.
Résolution N°03 : Relance de l'activité de l'entreprise.
Résolution N°04 : Recouvrement des créances.
Résolution N°05 : Procédures de gestion.
Résolution N°06 : Jetons de présence.
Résolution N°07 : Honoraires du Commissaire aux comptes.
Résolution N°08 : Publicité légale.

Le Secrétaire



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Groupe Industriel des Productions Laitières
Laiterie la "Source" Spa SAIDA

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE

La Laiterie la Source sise à Zone industrielle N°01 Rebahia BP 142 Saida,
informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offre
National N° 07/2015 du 18/02/2015 portant objet :

**Le service de gardiennage armé et la sécurisation du site de la filiale
du Groupe Giplait «Laiterie la Source Saïda».**

Paru aux journaux : EL-KHABAR et LE QUOTIDIEN D'ORAN
en date du 18.02.2015

Que ce marché a été attribué définitivement au profit du soumissionnaire :

La Société de Gardiennage et de Sécurisation de Mostaganem.

Entreprise spécialiste dans la charpente métallique et chaudronnerie

Recrute :

SECRETAIRE

Conditions requises :

✓ Pour le poste : 1

- Formation supérieure Bac + 2 ou technicien supérieur en gestion administrative
- Très bonne Maîtrise de la langue française (Anglais souhaité)
- Très bonne Maîtrise de l'outil informatique (Excel - Word)
- Sens de la relation et de la communication
- Expérience exigée minimum 03 ans
- Résider à Oran ou environs immédiats

Envoyer le CV à : hr.recruitedz@gmail.com

SOCIETE ALGERIENNE DE REMPLISSAGE DE GAZ

« S.A.R.G. »

Aïn Beïda Cne Hammam Bouhadjar Aïn Temouchent

RECRUTE

1 - Pneumaticien

- B.T.S. ou équivalent
- Expérience minimale de Cinq (05) années

2 - Electromécanicien

- B.T.S. ou équivalent
- Expérience minimale de Cinq (05) années

3 - Magasinier

- Niveau Secondaire ou équivalent
- Expérience minimale de Cinq (05) années
- Maîtrise de l'outil informatique

N.B. / * Les candidats doivent être résidant dans la wilaya d'Aïn Temouchent et
âgés de 35 à 40 ans.

* Lettres de motivation plus C.V. à adresser à **B.P. n° 142 Aïn Temouchent.**

SOCIETE INSTALLEE A TLEMCEM

RECRUTE :

Un (1) Chargé du personnel

Adresser CV à : contact@latafna.com

De l'Érythrée à l'Afrique en passant par l'Algérie

Par Arezki Derguini*

Les cadres nationaux de ces processus n'ont pas permis aux luttes de ces élites de s'élever à la hauteur du monde pour faire face aux exigences de l'indépendance. L'épreuve du temps creuse dans la société de ces élites un double vide qu'occasionnera d'une part leur extinction biologique et d'autre part l'absence d'alternatives sociales, à l'empêchement desquelles ces élites n'ont pas cessé de travailler[1]. Au fil du temps, faute d'avoir pu s'établir à hauteur du monde, ce système s'étant progressivement établi à un niveau infra-politique, il n'a pu donner de substrats institutionnels à la reproduction de ces élites, ce qui expose leur société à un effondrement prochain prévisible. Les chefs africains issus de guerres de libération n'ont pas établi leur traité de Westphalie qui aurait soustrait le continent à la guerre et à la prédation post-coloniale, condition sine qua non à l'émergence d'une société civile pertinente et efficiente. La société guerrière érythréenne porte à la face du monde ce caractère caché de la société africaine : une société qui n'a pas pu sortir de la guerre. Elle exprime dans sa forme la plus dénudée et la plus tendue une société pauvre en guerre contre le monde qui s'obstine à cultiver un tel rapport, à entretenir une culture de la guerre. Tout se passe comme si, à l'aube de leur indépendance, les pays africains avaient été tout de suite confrontés à la fragilité de leur souveraineté. Ceux d'entre eux qui étaient sortis d'une guerre d'indépendance persistaient à se défier du monde. Ils ne pouvaient supporter et reprendre les divisions internes qui les travaillaient pour en faire les facteurs de leur dynamique. Aussi quand ils furent confrontés à des épreuves, le resserrement de leur unité par laquelle ils réagirent, vise moins à tenir leurs divisions qu'à les expurger. Suprême illusion, tentative totalitaire. Ainsi, au lieu de se démilitariser, ils confirmèrent la militarisation de leur société pour en conserver le contrôle. En Érythrée, l'armée en absorbe la société. De là tiennent-ils leur caractère fermé par lequel se reproduit l'indifférenciation sociale, le sous-développement : le pouvoir ne peut se différencier, celui économique et culturel d'une société civile ne peut trouver place à côté de celui militaire. En vérité, l'émergence d'une société civile dans le cadre des États post-coloniaux n'a ni été entrevue, ni désirée tant elle ne semblait pas un argument de puissance. Il faut dire que le monde n'était pas à la mesure de ces nouveaux États.

Il eut fallu que les nouveaux dirigeants aient la confiance suffisante pour accueillir ensemble le monde et le domestiquer, avoir la bonne ouverture et la bonne fermeture vis-à-vis du monde. Ils y sont allés en rangs dispersés, cédant le pas à leurs intérêts immédiats. La conception de la souveraineté était à la mesure de ces nouveaux dirigeants, elle demeurerait trop soumise au point de vue de leur expérience politique et militaire. Il ne s'agissait pas d'accueillir le monde et de le domestiquer. Il s'agissait de se soustraire à son emprise. La hauteur de vue faisant défaut, la division du monde en ses deux camps, la notion de non-alignement restant négative et donc incapable d'instruire une conduite positive, tout cela faisait que la tendance était plutôt de sortir du monde, et finalement de se marginaliser, pour s'en protéger et ne pas retourner à sa sujétion. Ici les philosophes n'avaient pas précédé les révolutions, avant la chute du mur de Berlin ou après. Tout se passe comme si on s'était attaché à sortir du monde pour ne pas sortir de la guerre. Qu'avions-nous pour penser l'indépendance ? Tout compte fait, les dirigeants se protégèrent du monde puis de leur société, en se mainte-

Le système algérien qui arrive au terme de son histoire n'est pas un système indigène. À l'image de bien d'autres, il est un système africain d'essence post-coloniale. Il a été porté par des élites qui ont émergé de processus de décolonisation.

nant dans l'infra-politique. Dans le cadre de l'État post-colonial, comme ce fut le cas dans celui colonial, la défection des élites était prévisible : l'asymétrie de savoir et de pouvoir entre elles et les anciennes puissances coloniales ne pouvait être surmontée dans le cadre des États post-coloniaux. Le sort médiocre, la compromission ou l'exil était leur destin. Leur faisait défaut la masse critique pour constituer leurs propres centres de gravité.

Avec la crise qu'engendrent les nouvelles révolutions technologiques, les divisions qu'ils croyaient pouvoir expurger resurgissent de manière chaotique. Il apparaît que le système des États post-coloniaux arrive au terme de son histoire. Établi à un niveau infra-politique, il n'a pas pu développer l'ensemble institutionnel qui puisse le soutenir et régulariser l'activité sociale. On va donc assister à une désintégration sociale et institutionnelle qui fait que la compétition étatique de puissance cèdera la place à la compétition sociale de faiblesse. Selon Bertrand Badie et Dominique Vidal[2], " nous sortons de la vision la plus classique de la guerre opposant purement et simplement des États en compétition de puissance. Avec la plupart des conflits africains, la compétition de faiblesse est souvent plus déterminante que la compétition de puissance, ce qui est une rupture forte dans l'histoire de la guerre. "[3] " Nous sommes passés de guerres inter-étatiques qui concernaient massivement les soldats plutôt que les civils à des guerres infra-étatiques. " " La tragédie actuelle, c'est que beaucoup de sociétés n'ont pour espoir de survie que la corde guerrière. La guerre devient le principal tissu social, là où ont échoué les institutions, l'État, le contrat social, la construction nationale. La guerre produit une économie qui se révèle florissante pour beaucoup d'acteurs, beaucoup d'agents ; la guerre devient également un espace de mobilisation, d'identification, mais pire encore, la guerre devient une protection sociale. "[4] L'émergence d'une société civile enracinée dans la vie sociale, matérielle et culturelle africaine ne peut être possible que dans un cadre africain qui restituerait à ce continent la confiance nécessaire pour accueillir le monde, l'investir et se l'accommoder. Les chefs de guerre qui dirigeaient les pays africains devaient faire leur traité de Westphalie, afin de donner ce champ pacifié à leurs sociétés pour édifier une société civile en mesure de se hisser à la hauteur du monde. Ils ne l'ont pas fait, ceux qui sortent aujourd'hui des urnes et non plus des combats contre la colonisation directe, pourront-ils s'y consacrer ?

Pour faire face à la nouvelle compétition asiatique, préserver leur hégémonie et son ordre, les USA doivent remettre en cause les intérêts de nombreux alliés de ce côté de l'Atlantique[5]. En effet, la Chine ayant pu utiliser à son profit l'ancien système de domination post-colonial, grâce à ses coûts et au sentiment anti-occidental, il devenait périmé. Ne pouvant y parvenir avec le consentement de leurs alliés, trop attachés à leur cadre d'existence et à la préservation de leur classement, la mise en œuvre d'une stratégie dite " leading from behind "[6] vis-à-vis d'eux autant que vis-à-vis de leurs adversaires, apparaît nécessaire. C'est dans ce but qu'ils anticipent, accompagnent le mouvement des forces centrifuges que libère la crise, les encouragent à se recentrer sur des intérêts précis. Et c'est de cette manière qu'ils espèrent exploiter leur avantage technologique, travestir leurs intentions. Les sociétés n'ayant pu se stabiliser autour de nou-

velles différenciations, les anciennes divisions n'ayant pu être subsumées dans de nouvelles, les constructions artificielles dans lesquelles elles furent prises venant à manquer de ressources et ne pouvant se maintenir, il faut préparer leur mutation. Le souvenir des anciennes divisions de ce fait devient disponible à de nouvelles entreprises.

LE PROBLÈME ÉRYTHRÉEN

Selon un rapport de l'ONU publié le 8 juin 2015, le gouvernement de l'Érythrée pousse à fuir leur pays à cause des violations " systématiques et à grande échelle des droits de l'homme. "[7] " La publication du rapport intervient alors que la communauté internationale, en particulier les gouvernements en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, s'efforce de faire face à un exode croissant de réfugiés, de demandeurs d'asile et de migrants à travers la Méditerranée. Beaucoup d'entre eux sont des Érythréens, dont une grande partie est victime de trafiquants d'êtres humains. "[8] " Face à cette situation les Nations unies préconisent " de mettre un terme à l'impunité dans le pays et de limiter le service militaire à 18 mois, ce qui implique la démobilisation de toutes les personnes ayant d'ores et déjà largement dépassé cette durée, en particulier celles qui ont été enrôlées à 17 ans et qui ont atteint la trentaine aujourd'hui.

Le Président de la Commission d'enquête a également plaidé en faveur de la mise en place d'un système judiciaire indépendant, avec l'aide éventuelle de la communauté internationale. Des crimes contre l'humanité ayant été manifestement commis par le gouvernement érythréen, le président de la Commission d'enquête a estimé qu'il serait souhaitable que le Conseil de sécurité renvoie le cas de l'Érythrée devant la Cour pénale internationale. "[9] L'Érythrée est, à proprement parler, une société guerrière. Sortie d'une guerre d'indépendance qui a duré trente ans (1961-1991), elle replonge dans une guerre avec l'Éthiopie de 1998 à 2000 qui fait 100.000 morts. La défaite conduit les anciens camarades de combat du président à contester sa conduite de la guerre et des affaires publiques et à appeler à la démocratisation. Il s'ensuit en 2001 une purge politique qui fait disparaître la presse indépendante ainsi que tous les opposants. Un État d'urgence et d'exception permanent est instauré avec une militarisation totale de l'activité sociale.

Notes

- [1] " Nous sommes devant un système qui est arrivé à sa date de péremption non pas à cause de sa vieillesse, mais parce qu'il a passé sa vie et son effort à faire barrage à l'émergence d'alternatives politiques et sociales ", a déclaré l'ancien chef du gouvernement Mouloud Hamrouche. <http://www.tsa-algerie.com/20150614/mouloud-hamrouche-craint-la-rue-plaide-pour-la-construction-dun-nouveau-consensus-national/>
- [2] Nouvelles guerres. L'état du monde 2015. Bertrand BADIE, Dominique VIDAL. Éditions La Découverte, 258 pages, 18euros.
- [3] " Plus on fera la guerre en Afrique, plus on la transformera en société guerrière " http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/03/21/plus-on-fera-la-guerre-en-afrique-plus-on-la-transformera-en-societe-guerriere_1852240_3232.html
- [4] Bertrand Badie et Dominique Vidal " Nous sommes rentrés dans l'ère de la société guerrière " <http://www.humanite.fr/bertrand-badie-et-dominique-vidal-nous-sommes-rentres-dans-lere-de-la-societe-guerriere-562196>
- [5] Je fais ici l'hypothèse que les USA

"Le président concentre tous les pouvoirs, l'Assemblée nationale ne fonctionne plus, la Constitution n'est jamais entrée en vigueur. ... en 2002, le service national passe de dix-huit mois à une durée indéfinie. Une fois leur formation militaire accomplie, les jeunes travaillent pour des entreprises publiques sous le contrôle de l'armée et du Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ) [parti au pouvoir], les plus éduqués comme enseignants, pendant parfois plus de dix ans, quasi gratuitement. La solde mensuelle est de 800-900 nakfas (40-50 €), les travaux d'intérêt général, particulièrement éprouvants, ne donnent droit à aucun supplément. L'ensemble ne tient que grâce à l'aide d'une puissante diaspora. Ceux qui ne peuvent compter sur leur famille à l'étranger sont condamnés à la misère ou à la fuite" [10].

Nous sommes bien loin de l'analyse que nous avons proposée. Le problème résiderait ici dans la nature totalitaire du régime érythréen, tel qu'il peut être saisi indépendamment de son histoire, de son insertion dans le monde et des effets de cette insertion. Face à l'Érythrée, les Nations unies sont devant un dilemme : son existence produit des externalités négatives qui portent l'insécurité à l'intérieur des pays européens et du pourtour méditerranéen, piétinent les droits humains et défient l'opinion publique internationale. Il semblerait que le président érythréen, ancien allié de Kadhafi ait atteint l'insupportable en produisant et en exportant massivement une population de réfugiés. N'était-ce la menace d'un chaos plus grand et prévisible, son sort aurait été jeté. L'absence d'alternative au régime totalitaire fait que sa déstabilisation ne peut conduire qu'à une aggravation de la situation, un effondrement de la société dans la guerre civile en même temps qu'un accroissement des flux de migrants. Ce qui oblige à envisager une politique positive plutôt que négative. Ce qui nous ramène à notre problématique : quelle politique pour sortir l'Afrique de la guerre, prévenir l'effondrement des sociétés ? Au niveau des Nations unies et de la commission européenne, les politiques préconisées n'ont pas l'air d'être davantage que des positions d'attente. Il faudra probablement commencer par en élaborer avec l'Afrique. Il faut aider l'Afrique à réunir les conditions de paix durable entre ses différentes communautés. Pour le moment ses membres s'attachent à défendre leurs intérêts particuliers plutôt que leur autonomie collective sans laquelle leurs intérêts particuliers resteraient pourtant soumis à ceux des multinationales étrangères. Mais comment les Nations unies, la commission européenne et les autres institutions internationales pourraient et voudraient y participer ?

* Enseignant chercheur, faculté des sciences économiques, université Ferhat Abbas, Sétif. - Député du Front des Forces socialistes, Bejaia.

- disposent d'une vision globale qu'ils doivent à leur hégémonie et à laquelle leurs alliés ne peuvent accéder. Vision qui leur permet d'associer leurs intérêts à certains états du monde et à leur transformation.
- [6] Qui se déduit de la définition du pouvoir à proprement parler selon Michel Foucault : action sur l'action. Pouvoir, c'est non faire par soi, mais faire faire par autrui.
 - [7] Droits de l'homme : chaque mois, 5 000 Érythréens fuient leur pays. 08 juin 2015 - Jeune Afrique. <http://www.jeuneafrique.com/234005/politique/droits-de-l-homme-chaque-mois-5-000-erythreens-fuient-leur-pays/>
 - [8] Un nouveau rapport de l'ONU dénonce les violations flagrantes des droits de l'homme en Érythrée. <https://www.un.org/apps/news/storyF.asp?NewsID=34942#.VZyzWaPLeLs>
 - [9] Érythrée : des experts de l'ONU dressent un bilan sombre de la situation dans le pays <https://www.un.org/apps/news/storyF.asp?NewsID=35038#.VZyzWaPLeLs>
 - [10] "L'Érythrée sous camisolé" <http://www.amnesty.fr/Informez-vous/Les-actus/Erythre-sous-camisole-11472>

5 Juillet : la médaille de bravoure, l'opposition et le beau temps !

La journée de la célébration de notre indépendance de cette année a été très chargée de messages et signes extrêmement significatifs pas seulement pour le champ politique algérien mais aussi pour la situation générale du pays.

Par Abdellatif
Bousenane

Après une première lettre énigmatique du mois de mars dernier marquée par une espèce de doute, d'incertitude et même de panique dans des circonstances assez particulières : baisse du cours du pétrole, le parti de la majorité, le FLN, en crise et après une année d'un quatrième mandat singulier qui n'a pas fait que des admirateurs y compris dans le pouvoir lui-même, notamment à cause de l'état de santé du président. La lettre de ce 5 juillet est complètement à l'antipode de la première puisque le style Bouteflika est largement reconnaissable. On sent en fait un vrai sang-froid et une alacrité à peine voilée. Ceci signifie que les choses sont rentrées dans l'ordre.

LÉGITIMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE:

Il est clair que le quatrième mandat est un fait politique inédit. Mais dans la compréhension de ce qui s'est passé en avril 2014, beaucoup de gens oublient un élément essentiel dans la détermination du choix du premier magistrat du pays. Le 53^{ème} anniversaire de l'indépendance du pays nous rappelle une évidence : fondamentale chez le régime algérien, la légitimité révolutionnaire demeure une condition de premier plan. C'est-à-dire, tout simplement, en sa qualité de commandant pendant la révolution, Abdelaziz Bouteflika n'avait pas de concurrents sur ce registre en 2014 car tous ses adversaires étaient de la génération post-Novembre 1954.

Cependant, la maladie du chef de l'État pose problème. Sur le plan de la communication qui constitue déjà, avant même la maladie, le maillon faible de nos gouvernants, l'opinion publique a tous les droits de vouloir voir et entendre son président pour le rassurer, pour lui expliciter la situation du pays, pour l'image dans une époque où l'image est devenue une nouvelle idolâtrie. Ainsi donc il ne faut pas être doué d'intelligence pour comprendre que la gêne est beaucoup plus sémiotique.

On peut rajouter à cela un

autre handicap majeur: les retards importants dans les réalisations des infrastructures, malgré l'intention et la volonté qui ne sont pas mises en cause ici, mais le temps ne joue pas en faveur du chef de l'État puisqu'on est rentré déjà dans la dix-septième année de règne et dans 3 ans et quelques mois on fera un bilan de 20 ans ! Oui 20 années c'est une période assez longue pour concrétiser un projet politico-économique. Et comme la mémoire des peuples est courte ainsi que leur patience, on va se retrouver devant deux situations probables : avec le temps le peuple va oublier les avancées des premières années notamment la réconciliation nationale et l'équilibre macro-économique, effacement de la dette, redressement des comptes du pays, etc. Par conséquent les exigences seront beaucoup plus importantes d'autant plus que le président a pris tous les pouvoirs et devient dès lors le seul comptable devant les Algériens et sur tout. Lourde responsabilité !

L'OPPOSITION ET LA RÉALITÉ:

Ceci étant, cette dernière lettre, si on lit bien entre les lignes, reflète également et incontestablement une très grande confiance en soi et donne l'impression que l'homme maîtrise bien la situation. Il revient ainsi à sa posture des trois premiers mandats en se mettant au-dessus de la mêlée et en appelant l'opposition, qui n'affiche pas une vraie sympathie à son égard, au dialogue et à la participation dans l'élaboration de la Constitution dont il affirme sa finalisation imminente. Néanmoins, l'opposition, dans son droit le plus légitime, continue effectivement à tourner le dos à ses appels, cela fait partie du jeu démocratique. Mais là où il y a un vrai problème, c'est le fait de continuer à nier la réalité solide et tangible. Elle continue ainsi à « rêver » d'une « désintégration du pouvoir » ! D'une « explosion sociale » ! Ou au moins d'une succession espérée par une grande partie d'observateurs chez nous et à l'étranger y compris un fameux centre de recherche américain qui affirmait il y a trois

semaines que Bouteflika allait céder son poste en 2016 ! Après ses appels du pied à l'armée pour l'aider à destituer un président élu ! On peut comprendre l'énerverment, la lassitude face au cynisme pratiqué par l'élite gouvernante et tous ses défauts, mais cela ne doit pas les aveugler de regarder la réalité en face et de constater au moins les faits qui sont là très visibles et palpables.

L'armée dans son ensemble y compris le DRS a définitivement opté pour le soutien du président élu. Certes il y avait des spéculations, des incertitudes sur la position du bras intelligent de l'institution militaire ce qui a donné beaucoup de faux espoirs aux anti-Bouteflika, mais la distinction du général major Mohamed Mediène avec le chef d'état-major Gaïd Salah par la médaille de bravoure a mis fin au tripotage. Dans ce sens, il faut tout de même souligner que la professionnalisation et les budgets considérables alloués à la défense nationale a permis d'éviter au pays des dangers certains que ce soit de l'extérieure ou de l'intérieur. Puis, le maintien des programmes d'investissement colossaux notamment dans le logement et les transferts sociaux dans la LFC est un signal assez clair aux adeptes de l'austérité et il va permettre d'éradiquer définitivement les bidonvilles, sources de tous les vices (drogues, criminalité, terrorisme, révoltes, etc.) sans oublier la poursuite des crédits sans intérêts aux jeunes, à tort ou à raison. Ce maintien de la logique dépensière dans le budget de l'État nous révèle en effet que le pays résiste plutôt bien à la crise du prix de pétrole. En suivant la piste inflationniste, ce qui n'est pas sans risque, la baisse du dinar face au dollar qui va amortir sensiblement le déficit budgétaire. Puis la montée du dollar face à l'euro avec les mesures qui visent à réduire notre facture des importations vont permettre à maîtriser le déficit de notre commerce extérieur et donc de nos réserves de change.

Ainsi donc sans le soutien de l'armée ou du petit peuple, l'opposition radicale n'a de choix que de regarder la réalité comme telle et puis libre à elle de choisir la réponse adéquate à ce constat. Enfin ce n'est pas en refusant de regarder la météo qu'on rétablit le beau temps !

LA CHRONIQUE DU BLENDAR

Paris : Akram Belkaïd



Un TGV nommé arnaque

Il est seize heures à Paris. Le hall Méditerranée de la gare de Lyon est envahi par la fournaise et, sur le panneau d'affichage, le quai du train à grande vitesse pour Nice via Marseille n'est toujours pas indiqué. Le TGV 2935 est pourtant censé partir dans quinze minutes mais aucune information n'est donnée. Ce n'est qu'au moment de ce qui aurait dû être le départ prévu qu'une annonce précise enfin aux voyageurs que « rapport à des problèmes dans le nettoyage » (sic) ledit atelage aura un peu de retard. Combien ? Ce n'est pas dit. Il faut attendre en râlant ouvertement ou en rongéant son frein, debout et poisseux dans la chaleur moite.

Une heure et demie plus tard, motrice et voitures démarrent enfin. Dans la voiture numéro 11, on assiste à l'inévitable dispute au sujet des places attribuées. Une jeune femme, la trentaine, s'est installée dans ce que la compagnie appelle un « duo côte à côte », autrement dit deux sièges contigus. « J'aimerais voyager avec mon ami », explique-t-elle en minaudant au détenteur de la place, un homme du même âge, en bermuda et tongs. Celui-ci sourit et demande où il doit donc s'installer. « Ma place est juste derrière », répond-elle. Et là, l'autre fait la mine car « derrière » désigne cet espace cauchemardesque de quatre sièges en carré où l'on ne peut bouger ses jambes de quelques millimètres sans toucher son vis-à-vis. « Désolé, mais non, je préfère garder ma place », dit-il avec fermeté. La jeune femme se lève de mauvaise grâce et laisse échapper un « pfff », les abrutis sont vraiment partout... Là, on se dit que cela va chauffer (et que l'on tient un sujet de chronique), mais non. Monsieur Bermuda a fait semblant de ne rien entendre. Il s'installe, sort de son sac à dos un ordinateur, un gros casque onéreux et le voici qui regarde le premier épisode de la cinquième saison de Game of Thrones. Attentif, on note que l'ami de la dame grossière est resté silencieux (il finira par se lever et la rejoindre au « carré famille »).

Le train file maintenant à grande vitesse ; le calme s'est installé dans la voiture, troublé de temps à autre par celles ou ceux, et ils sont nombreux, qui estiment que parler au téléphone - et faire partager sa vie

au reste des voyageurs - n'est certainement pas une incivilité. Mais d'autres considérations viennent à l'esprit du présent chroniqueur quand il entend le message suivant : « Bonjour, je suis Claudine votre barista et je vous attends à notre voiture bar où j'aurais le plaisir de vous servir une variété de plats, etc... ». On pense alors au dernier livre de l'écrivain Benoît Duteurtre sur ce qu'est devenu le voyage en train (1). Terminé le temps de la voiture-restaurant, des buffets de gare, de la magie des trains de nuit (2), de l'ambiance unique de ces lieux auxquels le cinéma et la littérature ont tant aimé rendre hommage. Aujourd'hui, les gares, raconte Duteurtre, ressemblent à des centres commerciaux et la SNCF se prend pour une compagnie aérienne comme en témoigne l'élément de langage suivant : ses personnels ne disent plus « la SNCF vous souhaite un bon voyage » mais « SNCF vous souhaite... ». Et ses employées de la voiture-bar - qui servent des plats réchauffés (au quinoa !) et d'infâmes breuvages - ont le culot de se présenter comme « baristas », autrement dit de grands spécialistes du café...

Le train a dépassé Avignon depuis longtemps quand une annonce provoque un peu d'agitation. « Madame, Monsieur, pour rattraper notre retard et pour arriver dans les temps à Nice, nous vous informons que les passagers à destination de Marseille devront descendre à la gare d'Aix-en-Provence. Ils pourront prendre un TGV qui nous suit. Nous vous remercions pour votre compréhension ». Unanimes, les commentateurs moquent cette volonté de « SNCF » de tout faire pour ne pas avoir à dédommager les passagers à destination de Nice en raison du retard supérieur à une heure. Un contrôleur passe. A celles et ceux qui lui demandent si le délai d'attente ne va pas être trop long à Aix, il répète que le train qui suit est « juste derrière ». On se lève, on se prépare. On réalise à la dernière minute ou presque qu'un groupe de voyageurs chinois à destination de Marseille n'a rien compris à l'annonce. On leur explique, on leur dit qu'il faut qu'ils descendent absolument à Aix. Ils sont méfiants, semblent peu convaincus - « no Aix, massay, no Aix », répondent-ils aux âmes charitables - mais le

contrôleur qui repasse leur confirme la chose. « You go out in Aix to go to Marseille. Take next train, ok ? »

On se retrouve donc sur le quai d'Aix-TGV. Le train que l'on vient de quitter n'est pas encore parti. On demande aux employés sur le quai de confirmer qu'un second va bientôt récupérer cette grosse troupe vaguement solidaire. La réponse est positive (soulagement) mais une précision goguenarde provoque un tollé général : le fameux TGV qui suit n'arrive que dans une heure trente... Ça crie, ça se met en colère, ça insulte. En somme, la hachwa en beauté. Alors que le 2935 démarre, l'un des arnaqués tente de s'accrocher à la porte pour le retenir. On le convainc que cela ne sert à rien et qu'il risque juste de se tuer. Les Chinois, eux, ne sont pas très contents, persuadés qu'ils viennent de se faire arnaquer par d'indélicats compagnons de voyage...

L'auteur de ces lignes préfère quant à lui profiter du paysage. Au loin, la Sainte-Victoire baigne dans une magnifique lumière orangée et cela suffit à oublier le reste, cet esprit mesquin et cette inclination à l'arnaque qui caractérise désormais nombre de pseudo services publics.

Nous voici enfin dans le train qui suivait « juste derrière ». Nombre de naufragés se retrouvent dans la voiture-bar où le baristo, barista, baristoto ou baristota - allez savoir comment on dit - termine de nettoyer sa kitchenette. Un voyageur lui demande s'il n'y a rien de prévu pour ceux qui viennent de monter et qui viennent de subir un retard de trois heures. Un verre d'eau, une consommation gratuite, juste quelque chose pour montrer que « SNCF » est bien désolée de ce qui nous arrive. L'autre hausse les épaules, dit qu'il n'est pas au courant, que « son » train est à l'heure, que du reste, il n'a que faire et que, de toutes les façons, le bar est fermé. En somme, une démonstration en direct de ce qu'est la réalité du service-client dans une compagnie qui, finalement, se prend pour ce qu'elle n'est pas et qui, libéralisation et marchandisation obligent, a oublié ce qu'elle fut.

(1) La nostalgie des buffets de gare. Payot.
(2) On peut profiter de l'été pour retrouver cette ambiance en lisant La Maldonne des sleepings de Tonino Benacquista.

Angela Merkel : Tsipras «m'a tuer»

La crise grecque offre une nouvelle chance à la chancelière allemande de réorienter l'Europe.



Par Abed Charef

Quand elle écrira ses mémoires, Angela Merkel consacrera une place particulière à Alexis Tsipras, avec cette mention : Tsipras m'a tuer. La chancelière allemande ne pourra en effet faire l'économie de revenir longuement sur l'étonnante aventure qui lui est arrivée en cet été 2015, lorsqu'elle s'est trouvée contrainte de participer à une série de réunions consacrées à un pays considéré comme le cancre de la zone euro. Au milieu de son troisième, et probablement dernier mandat comme chancelière, celle qui symbolise la force et la puissance allemandes, dans une Europe tiraillée dans tous les sens, pourra même remercer Alexis Tsipras. Le Premier ministre grec a en effet ouvert à Mme Merkel la possibilité d'entrer dans l'histoire par la grande porte, plutôt que de rester dans la postérité comme une bonne gestionnaire, excellente comptable, mais ennuyeuse et totalement dépourvue de panache.

Angela Merkel est restée très populaire en Allemagne. Surfant sur les réformes menées au début du siècle par Gerhard Schroeder, elle a joué à fond la carte du consensus national, pour présider une large coalition qui a géré l'Allemagne avec beaucoup de prudence, respectant scrupuleusement les règles budgétaires européennes. Cela lui a permis d'afficher une croissance économique continue, avec un excédent commercial insolent, au moment où l'Europe était plongée dans la crise. Face à la faiblesse de ses partenaires, Angela Merkel a joué à fond la carte allemande dans les pays de l'ex-Europe de l'Est. Les entreprises allemandes se sont implantées en force dans

ces pays, assurant leur prospérité, mais y faisant des bénéfices gigantesques.

Cela s'est répercuté sur la situation économique en Allemagne, avec un chômage au plus bas, une compétitivité qui ne s'est jamais démentie, et surtout, des excédents financiers utilisés pour asseoir davantage encore la domination allemande sur l'Europe. Ceci a abouti à une situation redoutée, mais inévitable : l'Allemagne est non seulement la première économie de l'Europe, mais elle est devenue hégémonique.

GENDARME ÉCONOMIQUE

Une telle position donne des privilèges, mais elle impose aussi des responsabilités. Car l'Allemagne doit désormais veiller à la prospérité de ses partenaires les plus faibles. Elle doit, par exemple, maintenir le pouvoir d'achat des citoyens espagnols, grecs et portugais, pour qu'ils puissent continuer à acheter les voitures allemandes. Elle doit maintenir le standing des installations touristiques de ces pays pour que les ressortissants d'Allemagne, premier exportateur de touristes en Europe, puissent y trouver les meilleures conditions d'accueil. En un mot, elle doit jouer un rôle de « gendarme économique ». Mais elle doit surtout veiller à ce que l'image de l'Allemagne reste positive, ce qui est encore délicat en Europe. Le poids du passé est encore là, et la forte présence économique allemande dans de nombreux pays européens ne va pas sans quelques ressentiments.

Tout ceci, Mme Merkel a réussi à le faire. Elle sait compter, et imposer les conditions allemandes dans l'avancée vers l'Europe. Mais quelle Europe ? Elle ne s'est pas rendue compte qu'une vague de remise en cause de l'Europe est en train de prendre de l'ampleur depuis des années. Cette contestation de l'Europe libérale et financière s'exprime aussi bien à travers les votes contestataires que par le biais du renouveau des particularismes locaux.

Et puis, sont nés Syriza, et Podemos, le Front de gauche, et tant d'autres. Certains tiennent la route, d'autres non. Mais le fond est le même. Visiblement, les Européens sont attachés à l'Europe, mais pas celle qui se construit. Ils la veulent plus humaine, plus sensible aux faibles. Les budgets sont



nécessaires pour bâtir un projet, mais ils ne constituent pas un projet. Il faut leur donner un contenu politique. Premier contributeur aux budgets européens, l'Allemagne est dépassée, en termes d'image et de préférence, par de nombreux autres pays.

COMPTABLE, MAIS PAS VISIONNAIRE

Syriza dévoile brutalement ce qui manque à Angela Merkel. Elle fait trop d'économie, pas assez de politique. Elle parle trop de budgets, pas assez des gens, des citoyens. Elle manipule les chiffres, en pensant que les gens vont suivre, mais elle se casse les dents. Et malgré tout ce qu'elle offre à l'Europe, elle se fait tuer par Alexis Tsipras. Celui-ci représente une autre conception de l'Europe, une Europe qui a une âme, qui sent le battement de la société et les pulsions qui agitent ses habitants.

Tous les comptables le savent : la Grèce ne paiera pas la totalité de sa dette. S'acharner à lui imposer une terrible austerité, alors que son économie se meurt, n'a pas de sens. C'est ce que Mme Merkel n'a pas suffisamment

perçu. Interrogé, il y a longtemps, sur une adhésion de la Grèce, qui ne remplissait pas encore les conditions fixées par les traités européens, l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing avait eu cette phrase brillante : « on ne peut pas laisser Platon à la porte de l'Europe ». Mme Merkel semble incapable de s'installer sur ce terrain.

Pourtant, la construction de l'Europe a été d'abord une utopie, avant de devenir un traité. Les « pères fondateurs » voulaient la paix, la coopération, pour éviter la guerre et la destruction en Europe. Les traités économiques ont constitué un moyen, pas un objectif. Les budgets devaient servir à consolider l'entente, pas à en devenir l'essence.

Le choc de la crise grecque va peut-être donner à Mme Merkel ce qui lui manquait. La forcer à comprendre ce qu'est la fierté d'un peuple, même pauvre. Lui permettre de pousser l'Europe vers de nouveaux virages, plus solidaires, plus excitants. La pousser à parler moins de déficits budgétaires, et s'occuper davantage de déficits humains, culturels, de déficits de bonheur et de bien-être. Au final, transformer Mme Merkel, qui était une bonne comptable, pour en faire une femme visionnaire.

La Grèce face à son destin

Décidément, le Premier ministre grec Tsipras a franchi avec audace le cap de la confrontation avec l'UE. Armé de la victoire du «Non» à plus de 61% au référendum du 4 juillet dernier, il s'affirme désormais comme un redoutable adversaire face à l'UE.

Par Kamal Guerroua



Quant à Bruxelles, elle n'a eu que des sueurs froides alors que la place de Syntagma à Athènes a célébré avec des transports de joie la fin de ce que d'aucuns avaient déjà considéré comme l'humiliation du peuple grec par la troïka (UE, BCE, FMI). En effet, ce référendum voulu par Syriza et Tsipras dès le 27 juin a été de l'avis de tous les analystes un pavé dans la mare d'autant qu'il a mis toute l'Europe au pied du mur. Si Merkel et Hollande se disent a posteriori respectueux du choix des Grecs, il ne lésineront sans doute sur aucun moyen afin d'assouplir les positions des autorités grecques et les amener à rectifier le tir selon leur bon vouloir. Autrement dit, mettre en œuvre le plan de réformes tel qu'ils le préconisent.

D'ailleurs, les leaders des grandes puissances européennes s'en veulent d'être trop laxistes envers leur voisin grec, car c'est la faillite des mécanismes de contrôle de la Commission européenne sur les avoirs de la Grèce, les fausses données que celle-ci lui aurait livrées sur ses comptes et ses creux fiscaux cachés qui a été en partie à l'origine des dysfonctionnements d'aujourd'hui. Ajoutons à cela qu'en quelque sorte la Grèce est redevable à l'UE des sacrifices four-

nis depuis longtemps par la Commission européenne pour remettre sur les rails sa machine économique en détresse.

En revanche, la cure d'austérité appliquée par la zone euro et le FMI depuis 2010, c'est-à-dire, lors de l'annonce du premier plan de sauvetage de 110 milliards d'euros accordés au gouvernement de Georges Papandréou dont le pays croule à l'époque sous une dette de 350 milliards d'euros, a été d'une extrême brutalité pour les ménages modestes. Sans résultat palpable, Athènes, qui affrontait alors un énorme brasier social, s'est résignée au long cours à son triste sort de déitrice. Ainsi, au début de février 2012, elle a adopté malgré elle un second plan de rigueur au titre d'un nouveau prêt de 130 milliards d'euros. Et cela en dépit des violentes manifestations des classes défavorisées et de l'opposition.

Contrairement à l'Irlande, le Portugal, et l'Espagne qui ont pu supporter l'effet de politiques économiques restrictives de l'UE, la rue grecque, elle, en a vu des vertes et des pas mûres. Le coût à payer à la troïka dépasse en fait les capacités dérisoires de l'économie grecque, le marché du travail recule, les perspectives d'issue à la crise se font de plus en plus rares et la pression des créanciers augmente crescendo et de toutes parts. En arrivant au pouvoir en janvier dernier, Syriza s'est efforcé de changer la donne. D'abord, il a serré les vis dans ses pourparlers avec l'UE et a promis en substitution de l'ordonnance de Merkel un programme anti-austérité ! N'hésitant pas à l'occasion et sur le ton de la pro-

vocation par le biais du ministre des Finances Yanis Varoufakis, aujourd'hui démissionnaire, de demander à l'Allemagne des dédommagements matériels sur les dégâts qu'aurait provoqué le nazisme hitlérien sur ses terres lors de la Seconde Guerre mondiale ! Tout cela n'est qu'un fantasme au regard de la BCE, un saut dans l'inconnu pour les observateurs, et une lueur d'espoir pour de larges pans de la population frappés par la misère et le chômage. Mais à quel prix ?

Ayant hérité d'une situation économique pour le moins que l'on puisse dire catastrophique, Tsipras est en outre aux commandes d'un pays « financièrement » insolvable. Mais que faire quand on n'a rien sur quoi compter ? Que des jeux de manœuvres sans doute. En homme de consensus, il s'est allié dès le départ avec les Grecs Indépendants, un mouvement xénophobe antisémite, et Aube Dorée, un parti du national-populisme, sans oublier, bien sûr, le soutien dont il bénéficie de la part des petits partis pro-européens. Sachant qu'en Grèce, la différence idéologique dans certains points, surtout en ce qui concerne l'Europe entre l'extrême gauche et l'extrême droite est à peine perceptible. Cinq mois plus tard, les choses se compliquent davantage et le défi de la croissance prôné tel un cheval de Troie à la conquête de la citadelle européenne semble hors de portée. L'Europe ne lâche pas du lest et Tsipras est plus que jamais déterminé d'en finir avec l'hégémonie de la BCE. Equation aux variables indéterminées sur laquelle ce dernier référendum remet une chape supplémentaire de doute. Où va la Grèce ? Où va l'Europe ? Serait-il le grand début du démantèlement de cette entité économique qu'est l'Union européenne et qui fait concurrence aux Etats-Unis, à l'instar de ce qui s'est passé à l'URSS au commencement des années 1990 ? A vrai dire, ce serait trop tôt de pouvoir répondre à un tel questionnement. Mais ce score signifie-t-il le triomphe de la

démocratie ou n'est-il qu'une simple esquive de la responsabilité du « feed-back » des politiques impopulaires que pourrait engager la Syriza en cas de sa soumission aux consignes de ses bailleurs de fonds ? Autrement dit, une échappatoire populiste. Et puis, Tsipras, qui aurait exhorté ses compatriotes à voter massivement « Non » lors de l'allocution télévisée du 1 juillet dernier, aurait-il espéré par-là un tel résultat pour infléchir les positions de l'UE lors de ses négociations ou tout bonnement pour se donner des arguments convaincants en faveur de la sortie de la Grèce de la zone euro, objectif initial larvé de sa politique ? Si cette dernière perspective se précise à l'horizon, la Grèce sera économiquement trop fragile et elle n'imprimera plus d'euros, sauf s'il est question bien sûr de reconnaissance de dettes. Les prémices de cette faiblesse se font déjà sentir dès l'annonce de la fermeture des banques jusqu'au 7 juillet en cours ainsi qu'un contrôle rigoureux de capitaux.

Ce qui a poussé d'ailleurs les Grecs à limiter leurs retraits bancaires et leurs dépenses quotidiennes tandis que les grandes surfaces et les magasins se vident rapidement par peur de pénurie. Et enfin, la question qui taraude encore les esprits après ce rebondissement inédit dans l'actualité européenne est la suivante : comment peut-on revenir à la table des négociations et se permettre, si les circonstances l'exigeront, de casser le verdict du peuple qui a opposé une fin de non-recevoir aux réformes de la troïka et au plan préconisé par les leaders européens ? Tout au plus, l'Europe en tant que conscience morale et temple des libertés serait-elle capable de fouler les valeurs démocratiques qu'elle prétend défendre pour se conformer aux choix économiques ? Si ce message de rejet conforte Tsipras et les Grecs, il met à mal l'Europe en tant qu'ensemble géostratégique et pourrait être le déclin d'un « effet domino » dont les répercussions seraient néfastes non seulement pour l'UE mais aussi pour toute la stabilité de la Méditerranée.

La roulette russe

C'est le moment de vérité pour l'Europe : sauver sa souveraineté politique en se solidarisant avec la Grèce ou céder à la loi violente des marchés financiers et perdre son âme, ses valeurs et son avenir.

Bruxelles :

M'hammedi Bouzina Med

Réunis mardi en fin de journée, les 19 chefs d'Etats et de gouvernements de la zone euro se sont séparés, quelques heures plus tard, sans rien décider à propos de la question grecque et en se promettant de se revoir samedi. Autant dire que la crise grecque reste entière et n'évolue pas, malgré la multiplication des réunions marathons à tous les niveaux des institutions européennes. Pire, la crise financière grecque se complique et s'aggrave et risque d'entraîner toute l'Union européenne (UE) dans une impasse politique qui met en péril sa propre existence en tant que puissance régionale. Car, l'UE n'a pas, à vrai dire, le choix : soutenir la Grèce par un « plan d'ajustement structurel » raisonnable ou payer avec elle les conséquences de la faillite.

C'est tout le problème de la « doctrine politique » de la construction européenne qui se joue aujourd'hui via la question grecque : l'UE doit-elle privilégier une Europe sociale des peuples qui place le citoyen au centre de ses décisions ou doit-elle continuer à être gouvernée par le pouvoir des marchés financiers et du jeu des places boursières ? Car, la réalité « financière » de l'UE est autrement plus « vicieuse » qu'une simple arithmétique de chiffres et de ratios : tous les Etats de l'UE (et d'une très grande partie du reste du monde) sont théoriquement endettés, ont des déficits publics et doivent de l'argent quelque part. La question est : qui détient toutes les dettes des Etats, y compris celle de la Grèce ? La réponse est à la fois simple et complexe : ce sont les banques privées qui sont dettentrices des dettes des Etats. Comment et par quel moyen ? En laissant libre la spéculation financière des grands trusts et multinationales dont les propriétaires sont, à une très large majorité, des personnes physiques devenues milliardaires et multimillionnaires par le jeu sur les places boursières qui ressemblent de plus en plus à un jeu de « casino ». Les banques privées, rouage indispensable dans la marche des économies, dictent la logique du profit et se lavent de toute responsabilité en cas de crash financier. L'exemple de la crise financière de 2008 illustre très bien le « chantage » fait aux Etats (et aux peuples) : les Etats ont racheté au nom des citoyens contribuables les pertes des banques : les dettes privées des banques ont été transférées aux peuples. Plus symptomatique : la banque centrale européenne (BCE) prête aujourd'hui de l'argent aux banques privées à des taux négatifs (00 %) ou à la limite du négatif (0,01 %) qui, elles, prêtent ce même argent aux Etats, aux entreprises et aux citoyens à des taux supérieurs à 2,5 %. Jouant le rôle d'intermédiaire, elles font de substantiels bénéfices au profit de leurs actionnaires.

Comment cela est-il possible ? Grâce au statut « spécial » que le Traité de l'UE confère à la BCE : une totale indépendance par rapport aux Etats membres de la zone euro. En clair, les gouvernements de l'UE ont créé une banque centrale commune (la BCE) qui est leur propriété et lui ont, dans le même temps, laissé la liberté totale de jouer avec leur propre argent dans le marché mondial de la finance. Ce qui est troublant avec la crise grecque, c'est que les Etats de la zone euro se plient à la liberté de la BCE selon les statuts dont ils l'ont dotée lorsqu'il

s'agit de prêter aux banques privées et, concernant la crise grecque, lui intiment l'ordre de rationner, voire bloquer les crédits. Car, comment expliquer le refus d'un délai supplémentaire à la Grèce à l'échéance du 30 juin pour un montant de 1,3 milliard d'euros, alors que l'Etat grec disposait de 1,9 milliard d'euros de dépôt dans les fonds de la BCE ? Accusant le jeune chef de gouvernement grec, Alexis Tsipras, de fuir ses responsabilités et de ne pas vouloir rembourser la dette grecque dans les délais, ses collègues de la zone euro (et d'une bonne partie des autres Etats membre de l'UE) lui mettent une pression insoutenable pour qu'il accepte, sous le prétexte de réformes, une série de conditions supplémentaires qui mettront son pays sous le dictat définitif et irréversible de la spéculation financière mondiale. Ainsi, après avoir accepté des réformes structurelles telles que le prolongement de l'âge de la retraite de 63 à 67 ans, le relèvement du taux de la TVA de 13 % à 23 %, notamment dans le secteur touristique (10% du PIB grec), de privatiser les grandes infrastructures publiques (ports et aéroports), le gouvernement grec est poussé à privatiser jusqu'aux secteurs publics les plus névralgiques : santé, éducation, culture et à réduire encore plus le salaire horaire minimum et de réduire de moitié le nombre de fonctionnaires et de bloquer tout nouveau recrutement dans le secteur public.

En clair, les gouvernants de la zone Euro forcent le gouvernement grec à se renier politiquement et d'entrer dans le rang du marché ultralibéral géré par la puissance et la logique des marchés financiers internationaux. Face à ce bras de fer, le leader de la gauche grec joue une vraie partie de poker : la mise est trop grosse (les prêts) s'ils se retirent de la partie. Ils doivent continuer à jouer, d'autant plus que le leader grec dispose encore d'un double-joker : le prestige de l'UE et la place géostratégique de la Grèce dans le jeu international européen. Autrement, l'UE se résumerait à un simple calcul de banquiers qui se joue des membres d'une même famille, sans profondeur politique,



sans portée géostratégique et surtout dilapidant le socle de valeurs communes conquises après deux siècles de souffrances et de guerres, au final sans intérêt pour ses propres citoyens.

A chaque fois que l'UE cède sous la gouvernance du monde de la finance, elle perd en valeur et en honneur et ouvre la voie au populisme et aux extrémismes de tout bord. Il est symptomatique de constater la montée des extrémismes et des populismes en Europe avec la progression de l'ultralibéralisme économique et financier. C'est dire combien la crise grecque ne se résume pas à une simple crise bancaire. Elle est révélatrice de l'affrontement de deux courants politiques majeurs : celui de l'émancipation des peuples, de la justice et de la solidarité à celui du calcul froid de la spéculation financière mondiale. Combien d'engagements ont été pris par les gouvernants des pays les plus riches (G 7, G 20, Europe etc.) au lendemain de la crise financière internationale de 2007-2008 ? Partout dans les rencontres au Sommet de telles institutions on répétait : régulation financière, taxe sur les transactions financières, lutte contre les paradis fiscaux, limitation du pouvoir des gros actionnaires etc. Combien n'a-t-on pas classé des pays en couleur noire, grise, demi-grise pour dé-

noncer leur complicité dans la dérégulation financière, la spéculation, voire la corruption ? A ce jour, hormis quelques coups « diplomatiques » tel l'échange des données bancaires où la lutte symbolique contre la fraude fiscale par quelques pays, rien ne freine à ce jour l'appétit vorace des spéculateurs financiers.

Au point où ils sont en train de montrer leurs « crocs » pour dévorer ce qui reste de secteur public en Grèce en lui exigeant de brader ses « bijoux » de famille contre un plat de « lentilles ». Peut-être que la Grèce cédera et le gouvernement d'Alexis Tsipras quittera la table des négociations et remettra, encore ne fois, la parole au peuple pour un autre choix d'avenir. Peut-être que ses créanciers lui accorderont un suris en attendant une meilleure occasion de le « faire démissionner ». Dans les deux cas, c'est l'Europe tout entière qui se joue de son propre avenir. En sauvant la Grèce via un compromis politique, elle sauvera son propre avenir de puissance régionale. En abandonnant la Grèce aux mains de la violence et de la seule loi des marchés financiers, elle suivra pays, par pays, du plus faible au suivant, l'exemple grec et tuera son propre rêve de liberté, de justice et de solidarité.

Publicité

Participez à la tombola Chevrolet et gagnez un circuit découverte à bord du TRAX.

AIN TÉMOUCHENT

ALGER

ORAN

Sans obligation d'achat

10 circuits découverte à bord du Trax sont à gagner sans obligation d'achat durant tout le mois de Ramadhan
 Le circuit inclut : un séjour pour 04 personnes avec une prise en charge dans des hôtels à Oran et Ain Temouchent

FIND NEW ROADS

INFORMATIONS CHEVROLET : 021 98 00 61



■ Grèce/UE : querelle de chiffres

Les démonstrations chiffrées, fortes de leur apparente rigueur, se révèlent souvent partielles, parfois trompeuses.

« Les Grecs nous doivent du fric ! ». La semaine dernière, les propositions des instances européennes, entendre « les impératifs de Berlin », étaient les « dernières ouvertures possibles » : ou Athènes acceptait sa nouvelle « cure de minceur », un mot poli pour « disette », ou alors, les Grecs se tiraient vite fait, vite fait de l'Europe. Basta !

Alexis Tsipras, jeune 1^{er} ministre mais politique mûr, est un nouvel Ulysse ! Le rusé a eu le culot de demander son opinion au peuple grec. « Cela ne se fait pas ! C'est populiste ! Le peuple n'y comprend rien ! » ont tempêté les eurocrates, stupéfaits. Mais il est difficile pour ces derniers de contester l'opinion d'un petit peuple, même si ses citoyens ne connaissent pas grand-chose aux Grandes Lois sacrées des Tables économiques européennes. Les instances européennes, qui appelaient de toutes leurs forces à voter « Oui », ont donc dû prendre acte du « Non » de 6 Grecs sur 10, malgré leurs banques fermées.

Lundi, Angela Merkel a rencontré François Hollande à l'Élysée et ils sont parvenus à faire déclaration commune à deux voix, aux tonalités distinctes à l'oreille. Il y avait le gentil qui faisait une ouverture très prudente et la méchante qui cachait à peine ses menaces. Répartition des rôles ou différences d'analyses entre le président français et la 1^{ère} ministre allemande ? Un peu des deux. François Hollande, plus ouvert, commence également à préparer sa réélection : il doit tenir compte des avis de beaucoup d'électeurs français, nombreux à gauche, qui sont de plus en plus agacés par le libéralisme débridée et autoritaire de la Commission européenne.

Angela Merkel a une opinion publique, excitée par une presse souvent hystérique, qui en a marre de payer pour ces « faïnésants de Grecs ». Mais elle ne veut pas porter seule la responsabilité historique d'une exclusion de la Grèce de l'Euro. Les deux responsables savent bien que les recettes de la rigueur proposée ont peu de chances de relancer l'économie grecque. L'impasse est réelle mais ils n'ont pas d'autres solutions à proposer et les dirigeants européens craignent par-dessus tout les effets de contagion, ou pire, l'éclatement : si la Grèce bénéficiait aujourd'hui de mesures moins rigoureuses, demain le Portugal, l'Italie, l'Espagne, des pays de l'Europe de l'Est demanderaient la même chose. De quoi plonger dans la panique la Commission européenne, la Banque centrale, les bourses... D'où l'intransigeance encore affichée.

Mais...maudit référendum ! Car il est difficile de critiquer ouvertement une décision parfaitement citoyenne surtout quand on est l'Union européenne, le parangon universel et permanent de la démocratie et des libertés individuelles et collectives ! Du coup, l'Union européenne a consenti mardi, à rouvrir très prudemment la porte d'une toute petite négociation, ouverture jugée inadmissible jusque-là.

Sur le papier, la semaine dernière, avant la rupture, les dernières propositions de l'UE n'étaient pourtant pas très éloignées des derniers sacrifices consentis par la Grèce. Un compromis (TVA, retraites, fisc...) est donc imaginable qui sauverait la face de tous. Oui mais voilà, depuis le « Non » public, le débat comptable est devenu politique. Domaine où les passions sont plus

fortes et les compromis plus aléatoires. Dans tous les cas de figure, maintien de la Grèce dans la zone euro ou « Grexit », l'affaire est loin d'être réglée dans les semaines ou les mois à venir.

MAGIE NOIRE DES CHIFFRES

Les 507 millions d'Européens et les 11 millions de Grecs (11 nouveaux Grecs naissent par jour) n'ont donc pas fini d'être abreuvés d'innombrables chiffres doctement énoncés : en énorme quantité pour défendre la position libérale-orthodoxe de l'UE, en petit nombre à l'appui des positions du gouvernement grec.

Les démonstrations chiffrées, par leur rigueur arithmétique, ne sont guère contestables : $2 + 2 = 4$. Pour mettre en doute cette évidence, il n'y a guère que les grands ignares, des fous et quelques logiciens qui ont fait remarquer que les théories de l'addition, produites par les Grecs anciens (Grrr ! Déjà eux !) reposaient sur quelques prédicats dont certains n'ont jamais été démontrés à ce jour. Débarrassez-nous de tous ces gêneurs !

L'autre difficulté est que les nombres, par définition abstraits, perdent rapidement du contenu concret au fur et à mesure qu'ils croissent. Prenez l'auteur de ces lignes, il est vrai, est assez mauvais en calcul : il maîtrise assez bien le prix d'une baguette de pain, d'une voiture ou d'un appartement (bien qu'il lui arrive pour mieux comprendre, de faire la parité de l'euro en franc, monnaie disparue mais encore proche de sa culture). Un taux d'intérêt d'emprunt matiné d'inflation pour acheter la voiture ou la maison, lui demande un effort mais, bien expliquées, il comprend les sommes en jeu. En règle générale, il perçoit la réalité concrète de sommes exprimées jusqu'à la dizaine de millions d'euros. Et encore. La centaine de millions devient très abstraite. Le milliard ? Purement poétique...

En règle générale, un chiffre pour être compris doit être comparé avec quelque chose de connu. Prenez le fameux ratio Dette/PIB de la Grèce. Les politiques et les commentateurs prennent la mine grave, accablée voire un peu menaçante pour énoncer la terrible réalité : la Grèce a 322 milliards d'euros de dettes, soit, par rapport à la richesse qu'elle produit par an (Produit Intérieur Brut, pour aller vite), un ratio de 177%. Bref, si les Grecs ne dépensaient que pour rembourser leurs dettes, ils mettraient plus d'un an et demi à le faire. Sans manger mais ils pourraient boire de l'eau. Et, contrairement aux idées reçues, la rigueur « est de rigueur » en Grèce depuis 2010. Sans résultat, si ce n'est que ça empire. Démonstration d'Olivier Beruy du très bon site les crises.fr : « en 2010, l'État grec perçoit 55 Md• d'impôts, pour financer 66 Md• de dépenses courantes + 13 Md• d'intérêts sur sa dette. Il doit aussi rembourser 36 Md• d'emprunts arrivant à échéance (20 de plus d'un an, 16 de moins d'un an). Il n'a donc d'autre choix que d'emprunter 60 Md• – soit plus que ses recettes... ». Elle doit emprunter. « Tout est là : si les prêteurs fuyaient (enfin, les derniers que sont la BCE et le FMI), brutalement, la Grèce n'a plus que 55 Md• de recettes pour payer 115 Md•. Comme nous le disions, elle n'a plus que le choix entre : -Réponse A : prélever en une fois 60 Md• du patrimoine des Grecs ; -Réponse B : ne pas rembourser ses créanciers.

D'après vous, quelle sera la réponse choisie à ce grand jeu de « Qui veut perdre des millions » ? Cinq ans plus tard, le raisonnement est le même pour une dette encore plus lourde.

Les Grecs devraient être plus économes, se dit-on quand même. Individuellement,



chaque Grec doit 29.000 euros, rien qu'au titre de la dette de son pays ! Bien plus que son revenu annuel moyen (22 000[€]).

Surprise, les Grecs ne sont pas les « champions d'Europe » de la dette : avec 29600 euros de dette publique par habitant, les Grecs dispendieux sont précédés par les Islandais (44 000 euros), les Belges (40 000[€]), les Italiens (33500[€]), les Autrichiens (31000[€]). Suivent les Français (29400[€]). Les Allemands ? 26600. Et tout cela, sans les dettes perso !

Arrgh !!! Le Chroniqueur de Paris vient de s'apercevoir, s'il s'applique personnellement le ratio (PIB = Salaire) et même avec l'espérance d'un petit gain au loto, son ratio PIB/ endettement (dettes privées, emprunts, avec en plus, ce qu'il doit au titre de son pays) dépasse totalement le ratio grec ! Horreur ! Malheur !

Au niveau planétaire, on peut comparer l'ampleur de la dette grecque à d'autres phénomènes. Si les chiffres vertigineux ne vous font pas peur :

Les actifs financiers de particuliers dissimulés dans des paradis fiscaux atteindraient 26.000 milliards pour James Henry, un ancien du cabinet McKinsey, soit dix fois le PIB annuel de la France, la richesse nationale annuelle des Etats-Unis et du Japon ! Plus modeste, sur la base des données contenues dans l'édition 2013 du Global Wealth Databook du Crédit Suisse, l'ONG ONE a trouvé 20.500 milliards de dollars d'actifs non déclarés détenus offshore, dont 3200 milliards issus des pays en développement.

Les dépenses d'armement ? Il faut alors évoquer un nouveau concept, le trillion : les dépenses militaires mondiales en 2009 ont totalisé un montant estimé à 1,531 trillions de dollars (soit 1531 milliards de dollars), selon des chiffres publiés par Stockholm International Peace Research Institute, soit 5,9% par rapport à 2008 et + 49% depuis 2000. Rassurez-vous, on est bien protégés, ça continue d'augmenter : 1,7 trillions de dollars en 2011, les Etats-Unis sont responsables de 41% du total mondial, suivis de loin par la Chine (8,2%)... En 2011, le chiffre d'affaires estimé des organisations criminelles était de 3.000 milliards de dollars US. La très grande majorité des fonds captés reviennent dans l'économie légale, grâce au blanchiment d'argent. Selon un rapport de l'ONU de 2009, le blanchiment représenterait plus de 1.600 milliards de dollars soit environ 2,7% du PIB mondial.

DE PLUS EN PLUS DE TRÈS, TRÈS RICHES

Qui est riche ? En gros, quand 70% de la population mondiale possède seulement 3% du patrimoine mondial, 1 % des habi-

tants de la terre en possède la moitié, soit 110.000 milliards de dollars, 97.441 milliards d'euros !

Où est la richesse ? 34% aux USA, 30% en Europe, 30%, 23% au Japon et dans les pays riches d'Asie, 3% en Chine, 1% en Inde, 1% en Afrique. Mais être riche, sentiment subjectif, c'est d'abord être plus riche que ses voisins. Les écarts de richesse à l'intérieur d'un pays se calculent à l'aide d'un indicateur, le « coefficient de Gini ». D'après le World Factbook, les plus faibles écarts de revenus se trouvent dans les pays nordiques et les anciens pays à économie planifiée. Les plus inégalitaires ? Les pays anglo-saxons, plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine...

Où vivent les 10% des hommes et femmes les plus riches ? En 2000, 24% aux Etats-Unis, 36% en Europe, 20% au Japon et 20% dans le reste du monde lors de la dernière décennie. Mais les choses changent vite : dans une étude sur la richesse mondiale en 2015, le Boston Consulting Group révèle à ce propos que le nombre de millionnaires en dollars a crû de 16 % en un an et que l'Asie-Pacifique - hors Japon - devrait être la région comptant le plus de millionnaires en 2016, devant l'Amérique du Nord. Le mieux est donc devenir riche soi-même dans un pays riche. Comment ? Si vous n'êtes pas héritier ou excellent turfiste, soyez PDG, si possible d'une grosse boîte. Ils sont de mieux en mieux payés : en 1940, la moitié des cadres dirigeants gagnaient plus de 56 fois le salaire moyen. En 2005, les 10% des dirigeants les mieux payés gagnaient au moins 350 fois le salaire moyen, contre 73 fois en 1950. Mais les riches ne consomment pas assez ! « Les tenants de la théorie libérale du « ruissellement » ou « trickle down », selon laquelle les revenus des plus riches contribueraient à la croissance, ont du souci à se faire : des économistes du FMI contestent ouvertement cette approche » (Le Monde). Dans une étude présentée le 15 juin dernier, ses économistes établissent au contraire que, plus la fortune des riches s'accroît, moins forte est la croissance. Lorsque la part de gâteau des 20 % les plus aisés augmente de 1 %, le PIB progresse moins (- 0,08 point) dans les cinq ans qui suivent. Quand le + 1 % est donné aux 20 % les plus pauvres, la croissance est plus forte de + 0,38 point !

Mais aujourd'hui, les 10 % les plus riches reçoivent 50,5 % de tous les revenus générés par l'économie, c'est-à-dire la part la plus grande jamais observée depuis que ces statistiques existent, à savoir 1917. Les plus riches s'enrichissent de manière totalement disproportionnée à des taux en constante hausse. Fin 2013, il y avait 2300 milliardaires dans le monde.

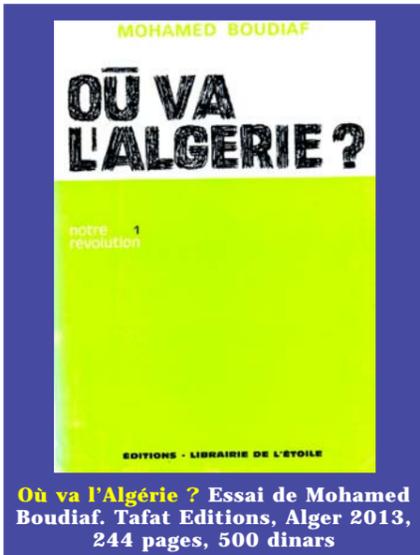
Vous en connaissez un ? On ne sait jamais... un petit emprunt...



Médiatic

L'Algérie dans tous ses (mauvais ?) états

Par Belkacem Ahcene-Djaballah
Livres



Mohamed Boudiaf, un révolutionnaire et un socialiste sans concessions ? Il l'était, tout particulièrement durant les premières années de l'indépendance du pays. Il a même créé un parti d'opposition, le P.r.s. Mais, légaliste par dessus tout, voulant surtout lutter contre le pouvoir personnel. Et, adepte d'un socialisme scientifique réel et non «spécifique» et empirique, l'islam, pour lui, ne contredisait en aucun cas le besoin de plus de justice, plus de liberté et l'émancipation de l'homme. Des qualités qui, à l'époque, n'étaient guère appréciées par ceux qui voulaient alors, profitant de la fatigue et de la lassitude du peuple, s'approprier le pouvoir, tout le pouvoir, faisant fi de toutes les résolutions politiques. Ce qui lui valut (avec d'autres compagnons) bien des déboires. La haute surveillance, le harcèlement, les accusations de toutes sortes (n'y manquait plus que celle de «collusion avec le sionisme»), l'enlèvement par les hommes de main du «groupe de Tlemcen» et la prison durant presque cinq longs mois dans le Grand sud à Tasbit, (camp Lotfi), à Béchar, puis à Saïda, dans des conditions innommables, la faim, la soif, le manque de soins, l'isolement au grand secret, les grèves de la faim (42 jours au total)... l'absence d'informations sur le pays, sur la famille et les camarades, la torture morale entraînée par le sentiment d'abandon, tant par les geôliers que par la classe politique de l'époque... C'est ce qu'il raconte dans son livre-essai,

à travers un «journal de bord»... avec, en plus, tout un chapitre consacré aux «Perspectives».

L'auteur : Natif de M'sila en 1919, militant de la première heure pour la liberté du pays (Ppa-Mtd avant de mettre sur pied l'OS), il forma le C.r.u.a en 1954 et fit partie des «5» puis des «22» historiques, «pères fondateurs» de la lutte de libération nationale. Arrêté le 22 octobre 1956 (arraisonnement de l'avion transportant des «historiques» venant de Rabat), emprisonné jusqu'à la signature des Accords d'Evian. Opposant ferme au régime du «groupe de Tlemcen» (Ben Bella et Boumediene) et refusant les affrontements armés, il est enlevé par la S.m, en plein midi devant son domicile. Il connut, à partir du vendredi 24 juin 1963 (jusqu'à min-novembre 1963), cinq mois de prison «nationale» puis l'exil (plutôt une expulsion... «de son propre pays !)... Installé au Maroc, gérant une Pme et un parti politique clandestin de gauche, le Prs, il ne reviendra («ramené») au pays qu'en janvier 1992 pour présider aux destinées du pays en proie à la terreur du terrorisme islamiste. Il est assassiné six mois plus tard, «en direct» à la télévision à partir de Annaba (lors d'une rencontre avec les jeunes). Surnom plus qu'expressif ! Tayeb El Watani

Avis Pour compléter l'image et la personnalité d'un homme politique de réflexion et d'action au sens complet du terme... un homme

de vérités (voir, p 86, ses interrogations sur les «fameux historiques»), un visionnaire sur bien des points, qui a su bien évoluer avec son temps et les circonstances. Hélas, l'histoire de son pays qu'il a en partie fabriquée et pour laquelle il a énormément souffert ne l'a pas épargné. En signe de reconnaissance, elle l'a assassiné. Ingratitude des nations ! Ouvrage truffé de «coquilles»

Citations : «Pour démontrer un mécanisme politique, le meilleur moyen est de laisser parler les faits : ils sont une excellente illustration des méthodes d'un Pouvoir» (p 17), «L'illégalité ne peut qu'enfanter l'arbitraire» (p 21), «La politique ne se fait pas avec des mots, ce sont les facteurs objectifs d'une société, de son économie qui la conditionnent, et elle ne passe dans la pratique que quand elle est l'expression véritable de ces facteurs» (p 48), «Révolution signifie, avant tout, réflexion profonde, pensée cohérente, lucidité, le tout mis au service de la pratique» (p 153), «En politique, chacun demeure le produit de ses actes» (p 194), «Le parti qui est né de ce clan (de Tlemcen), bien qu'il continue à se réclamer du Fln et du «programme de Tripoli» n'est aucunement le prolongement du Fln de guerre ; ce dernier est bien mort à Tripoli» (p 234), «Rien de bon ne naît jamais des compromis sans morale et des combinaisons opportunistes» (p 243).



Un livre bilan ? Plutôt un livre diagnostique. Sur l'état d'une nation, ses luttes, ses espoirs, ses ambitions... et son échec. Ses échecs, tant ils se sont répétés au fil du temps donnant cette détestable impression de continuuel recommencement. L'auteur, certes médecin, peut-être parce que médecin (et psychiatre de surcroît), militant très engagé s'étant frotté très tôt au terrain à la chose politique, bien avant l'ouverture démocratique de 88, n'a fait, en réalité, que ré-éditer un ouvrage déjà publié en 96, mais cette fois-ci enrichi d'un avant-propos et, en annexe, de documents «inédits». L'essentiel de l'ouvrage a été écrit, dit-il, en 1986, dans le pénitencier de Tazoult-Lambèse et la prison centrale d'El-Harrach. C'est tout dire sur l'aspect engagé et très corrosif des analyses. Boumediene et son «régne» sont passés à la moulinette, Chadli et sa cour sont des prédateurs, les clans ne se soucient guère du bien collectif, la jeunesse -dans le mouvement national- «pas toujours éveillée à la nécessité d'une lutte organisée et se présentant hétérogène»... bref, «tous coincés et la fuite en avant... avec de la surenchère à gogo et le refus d'opérer des inventaires exacts». Tout le reste est une véritable leçon d'histoire politique du pays, l'accent mis, et cela est compréhensible, sur le mouvement berbère (national et non pas seulement limité à une région), sa naissance, ou plutôt sa réémergence, son développement, ses limites, les difficultés rencontrées et le retard historique de la société berbère... et les fantasmes anti-ber-

bères... surtout de la part des arabo-islamistes (commentaire complémentaire : une analyse réaliste et lucide des attitudes et des comportements qui, selon moi, est généralisable à une très grande partie, sinon la totalité, de la société algérienne, ce qui démontre à mon sens que le peuple algérien est dans sa quasi-entière, d'essence et d'existence berbère, une identité que les «Histoires» ont éparpillé. Et, recoller les morceaux est une toute autre Histoire).

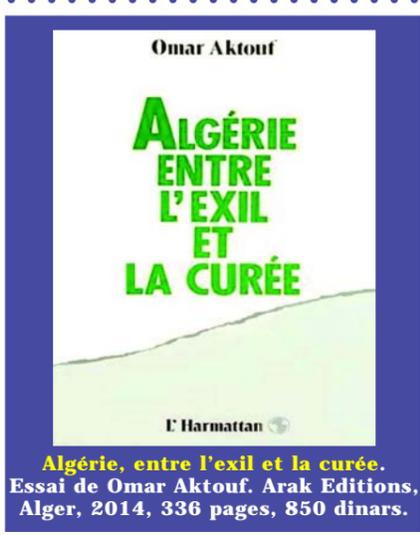
Livre orienté ? C'est assez compréhensible. L'auteur fait partie d'une génération «qui a dû tout inventer» : sa méthode de lutte et une alternative qui prendrait en considération deux dossiers combattus par l'ordre politique en place : la question berbère (amazigh) et les libertés démocratiques. Vaste programme... programme dangereux. Et, peut-être, trop en avance sur son temps. Une pensée politique qui lui a valu bien des incompréhensions. Mais, aussi, la notoriété et un certain respect.

L'auteur : Saïd Sadi est né en 1947 à Aghribs, en Kabylie. Médecin psychiatre, il a été l'un des principaux animateurs du Printemps berbère d'avril 80. Militant des droits de l'homme, membre fondateur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, à l'origine de l'installation de la première section d'Amnesty International en Algérie, il a connu bien des prisons. Il a créé, en 1989, un des tout premiers partis politiques, le RCD qu'il a quitté en mars 2012. Depuis, il écrit, continuant ainsi à contribuer au débat natio-

nal sur la démocratie, la république et l'identité.

Avis Un livre en grande partie écrit en 1986... en prison (s). Des questions toujours d'actualité. Dont le dernier chapitre, «A la recherche de la Nation» est à méditer. Un ouvrage assez (trop ?) engagé... à l'image de l'auteur. Un lecteur averti en vaut plusieurs !

Citations : «Bien souvent, une simple anecdote peut constituer le condiment essentiel à la lecture de l'histoire algérienne» (p45), «On n'est jamais aussi assuré de la victoire que lorsqu'on est sous-estimé par ses adversaires et qu'en plus on est averti de leurs faiblesses» (p 70), «L'intellectuel algérien de culture française vécu (après 1962) culturellement apatride : il n'eut même pas le rang que l'on octroie ailleurs au minoritaire» (88), «L'agressivité électorale l'atmosphère comme les détruis le ras du sol» (p 112), «On ne construit pas sans l'Homme, on ne réalise rien de durable contre lui. A trop vouloir l'ignorer, on s'enfoncé dans la civilisation du malheur» (p 112), «L'absence de débat public avait amené l'Algérie à ajuster sa position politique, quand il en avait une, en fonction des sentiments que peut lui inspirer l'individu et rarement sur une idée ou un programme. Cette vacuité a fait que la violence verbale est prête à envahir la parole, le dialogue ne faisant pas partie de nos traditions» (p 208), «Quand on après l'habitus de l'homme dominé, la pire des choses que l'on ait à subir est de voir l'un des siens émerger du lot» (p 306), «On ne cultive pas sous serre une identité nationale» (p353)



Une phrase qui résume à elle toute seule l'esprit de l'essai : «Tout le monde était contre moi, j'étais entre deux mondes». Un livre qu'il a commencé à écrire en décembre 1983, soit trois mois après son arrivée, en famille, au Canada. Dès 1986, il était soumis à des éditeurs. C'est seulement à l'automne 88 qu'un projet «sérieux» a, enfin, abouti. Sortie en 90 à l'Harmattan. Le procès en règle d'un système politique, économique et social qui, dès le départ, mis à part la très courte période de Ben Bella (l'enthousiasme révolutionnaire de la jeunesse et la liberté retrouvée faisant oublier les germes des maux futurs), a semé les grains de sa déconfiture. Première désillusion, le travail (selon lui, il y a en Algérie, une classe qui se perpétue dans les rouages du pouvoir par cooptation et par auto-recrutement... Il a vu «toutes les magouilles possibles pour servir des carrières souvent tracées d'avance»). Seconde désillusion : le système (avec une vie de tous les jours... invivable). Troisième désillusion : l'injustice sociale... et quatrième, l'avenir. Conclusion : à quand un Spartacus devant faire sauter l'«Etat-comité de gestion de la classe dominante» et faire «retrouver le sourire de 1962» ? Quelques très rapides propositions : la convocation d'une authentique Assemblée constituante, le retour au peuple d'au moins une partie de ce qui a été dé-

tourné par tous les spoliateurs et exploités que les pouvoirs ont secrétés, donner au peuple la parole...

25 après, le livre «sort» enfin en Algérie, avec une courte mais très claire «introduction à l'édition algérienne» dans laquelle, «malade de son pays», il ne demande, au passage, «qu'à servir le pays»... dans les conditions et les domaines «qu'on voudra» : «ré-écrire le même livre aujourd'hui ? Oui. Sans hésiter, je le ferai... sans y changer un iota, sinon pour des actualisations / mises à jour, hélas, pas toujours pour le mieux». Pas étonnant, pensant fermement que le chemin néolibéral-affairiste pris est «loin d'être le bon».

L'auteur né en 44 au Maroc (père d'origine kabyle, ancien auxiliaire de gendarmerie française), il a vécu jusqu'à l'âge de onze ans dans une petite ferme quelque part entre Safi et Marrakech. Arrivé en ville, il a commencé à fréquenter l'école française où, dit-il, déjà, «tout le monde était contre moi. J'étais entre deux mondes». 62, c'est le retour familial en Algérie. Été 83, accumulant les diplômes, les fonctions et les déceptions, se sentant humilié et rongé par la rage, c'est l'«exil» au Canada (à 39 ans !) avec femmes et enfants. Depuis, il est devenu un enseignant (Hec Montréal) connu et reconnu en management. Il s'est même essayé à la politique québécoise (participation à des élections)

Avis Lire bien sûr, sans pour autant prendre pour argent comptant tout ce qui est écrit. Une analyse qui se veut, se dit et est (sur-)réaliste et lucide, mais très orientée et au parti pris évident. Pourtant, c'est un écrit plein de vérités... valables aujourd'hui encore (annonceur des explosions populaires et de l'islamisme radical, entre autres), mais à la rancune tenace !

Citations : «Tant que l'acte d'importer rapporte plus que l'acte de produire, l'Algérie ne fera que s'enfoncer davantage dans le sous-développement» (p 25), «L'Etat algérien ? Une série de coups de force» (p 118), «A force de vouloir faire de toutes les activités artistiques et culturelles «l'expression des aspirations des masses» et des artistes et des écrivains des «engagés révolutionnaires», on a tué la créativité et le talent» (p 123), «Il est bien dur l'escalier des autres et il est bien salé, parfois, le pain étranger» (52), «La femme algérienne est à la société ce que le petit peuple est à la nomenklatura : tous deux esclaves et laissés pour compte» (p 329), «Sans l'acquiescement de tous, nos loups n'en seraient pas là où ils en sont aujourd'hui. Et cet acquiescement a commencé en un certain été 1962» (p 361), «Un peuple dépolitisé, abruti par la propagande, foulé au pied, écrasé dans sa dignité, et ravalé à l'état de vie digestive en arrive à se mépriser lui-même» (p 335).

Ramadan : le fanous égyptien reprend la main

Hebdo
Al-Ahram

Une récente décision ministérielle interdisant l'importation des lanternes du Ramadan fabriquées en Chine, le fameux «fanous», suscite l'enthousiasme des artisans égyptiens qui se sont remis au travail à l'approche du mois sacré.

C'est dans l'une des ruelles du quartier d'Ibn Touloun, dans Le Caire historique, que l'on découvre les ateliers de fabrication de lanternes du Ramadan, «al-fawanis». Les artisans travaillent d'arrache-pied pour honorer les commandes des commerçants, à la veille du mois sacré. Tout doit être terminé avant le début du Ramadan. Dans cet atelier on n'entend pas une mouche voler. Les enfants sont chargés d'amener les plaques de métal et de verre aux artisans. Chacun a une tâche précise. C'est une chaîne de production qui repose uniquement sur la force des bras. Amr est chargé de coller les bases d'une lanterne. «Je peux fabriquer tout seul une lanterne, mais chacun doit accomplir son rôle, cela permet d'aller plus vite et de faire travailler tout le monde», lance Amr.

Assis par terre, les mains posées sur des morceaux de métal, il les aligne minutieusement. Des gestes adroits, qu'il répète du matin au soir. Il les soude et s'assure que la nouvelle pièce tient en place correctement. Ce n'est qu'une étape parmi la douzaine qui existe dans la fabrication des lanternes. Et cela dépend aussi des formes, car il existe différentes sortes et tailles de lanternes : Aboul-Wélad (le père des fils), Al-Négma (étoile) et Farouq (du nom du roi d'Égypte, fabriquée spécialement à sa naissance en 1920), qui demandent beaucoup de travail. Les artisans ne veulent pas perdre de temps. Ils avalent rapidement leur déjeuner pour continuer leur activité. Ils ont repris goût au travail et doivent fabriquer une grande quantité de lanternes, et cela grâce à la décision ministérielle interdisant l'importation de lanternes. «Cette décision nous a redonné du baume au coeur. Les commandes se sont multipliées pour les fawanis égyptiens et nous sommes en train de chercher ceux qui ont mis la clé sous la porte pour nous aider dans cette activité», affirme Hommos qui a fait appel à son fils installé à Charm Al-Cheikh pour l'épauler.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce vient de promulguer un décret ministériel (n°232/2015), fin avril dernier, interdisant l'importation des lanternes, et toutes sortes d'articles en cuivre et en étain dans le but de protéger certains métiers et promouvoir l'industrie nationale. Pourtant, cette décision ne concerne pas les contrats d'importation des fawanis «Made in China» signés l'an dernier, car le ministère ne pouvait empêcher leur livraison.

■ MAIN-D'OEUVRE QUALIFIÉE

Ce métier qui nécessite une main-d'oeuvre qualifiée n'a pas beaucoup évolué depuis une dizaine d'années. «J'ai créé de nouveaux modèles en m'inspirant des formes de lanternes que je découvrais sur Internet. Je crée un dessin et le remets à un tourneur pour qu'il en fasse des milliers d'exemplaires», explique Fawzi, 65 ans, chef des artisans des fawanis à Berkat Al-fil, dans Le Caire historique. Il tient à la main un diamant et s'apprête à couper des morceaux de verre qu'il placera sur de petites lanternes. Il précise qu'un tourneur gagne entre 1 000 L.E. et 3 000 L.E. par moule. «Cela fait plus de 20 ans qu'on essaye de survivre à cause du déferlement d'articles chinois. Rien à comparer avec nos fawanis, qui sont fabriqués avec minutie, alors que les articles importés de Chine ne sont que des jouets pour faire plaisir aux en-



fants», poursuit Fawzi, qui a commencé à travailler dans la fabrication de lanternes dès l'âge de 5 ans. «L'artisan qui exécute la forme la plus difficile, à l'exemple du fanous Aboul-Wélad, et qui nécessite la mise en place de 70 morceaux de verre gagne 10 L.E. par lanterne. Pour les formes les plus simples l'artisan touche entre 40 L.E. et 50 L.E. par jour», précise Fawzi.

C'est dans le quartier du Caire historique qu'habitent les anciens fabricants de lanternes, soit au total 5 familles. Aujourd'hui, ils rencontrent des difficultés à cause des matières premières aux prix élevés. Ce qui explique pourquoi les lanternes égyptiennes coûtent plus cher que celles fabriquées en Chine. Dans l'ouvrage «Les Métiers traditionnels en Égypte, entre patrimoine et inspiration» publié en 2014 par l'ONG Al-Nidaa et dirigé par Menha el Batrawi, l'on apprend que les lanternes datent du temps des Fatimides (XXe siècle). Elles étaient uniquement en cuivre et leur fabrication demandait énormément de temps. Au fil des ans, les artisans ont apporté quelques modifications en plaçant sur les lanternes des verres multicolores.

«C'était le 5 ramadan quand le calife fatimide Al-Moez Léline Allah a fait son entrée au Caire. Pour l'accueillir et lui souhaiter la bienvenue, les habitants sont sortis, le soir, en tenant à la main des lanternes. Au fil des ans, la lanterne a pris une autre fonction, celle d'exprimer son allégresse ou son hospitalité, comme c'est le cas pendant le mois sacré», explique Ahmad Fawaz, historien.

Aujourd'hui, les lanternes continuent de donner au mois du Ramadan cette ambiance particulière à l'Égypte. Les fawanis sont accrochés partout dans les rues, aux fenêtres et balcons et dans tous les lieux publics. Dans les

quartiers de Sayeda Zeinab, du centre-ville, à Abassiya et à Héliopolis, les lanternes multicolores, en cuivre, en étain, en fer forgé, en bois et en khayamiya (artisanat du tissu décoratif à motifs islamiques) attirent l'attention des passants. Tandis que les lanternes, de fabrication chinoise, sont exposées dans les magasins et sont vendues à des prix dérisoires. Elles sont de petite taille, en plastique et en forme de jouets illustrant des personnages de dessins animés ou autres comme Toy Story, Bob l'éponge, Hello Kitty ou autres. En plus, ces jouets émettent de la musique et des chansons que l'on fredonne tout le long du mois du Ramadan telles que «Ramadan Gana» (le Ramadan est arrivé). Mais entre un travail fait main et une fabrication d'usine, la différence de qualité est grande.

■ POUR TOUS LES GOÛTS

Les vendeurs de lanternes exposent leurs marchandises et il y en a pour tous les goûts. Pour le vendeur, chaque lanterne a son client. Les prix sont à la portée de toutes les bourses. Une lanterne à bougie coûte entre 15 L.E. et 50 L.E. Une autre à lampe peut coûter entre 70 L.E. et 500 L.E. Et si certaines lanternes sont chères par rapport à d'autres sur le marché, c'est parce qu'elles sont décorées de pierres et de perles.

Quant à la lanterne en khayamiya, son prix varie entre 35 L.E., 75 L.E. et 130 L.E. pour la plus grande. «J'ai dû réparer 24 lanternes fabriquées en Égypte à 40 L.E. Certains articles ne supportent pas le transport. De plus, les lanternes ne portent pas d'emballage et les verres et métaux ne sont pas protégés», explique Ragab Kazem, 55 ans, vendeur de lanternes à Héliopolis. Tout le monde le connaît sur la place Salaheddi-

ne. Selon lui, les pertes sont souvent importantes lorsqu'il s'agit de lanternes fabriquées en Égypte.

D'après Ragab, nombreux sont les clients qui recherchent des lanternes «Made in Egypt». Débrouillard, il sait comment satisfaire tous les goûts. «J'essaye d'écouler d'abord le maximum de lanternes fabriquées en Chine. Et lorsqu'un client me demande un fanous local et qui émet de la musique, je lui propose l'option musicale pour 5 L.E. de plus», explique-t-il. Si Ragab fait tout pour écouler sa marchandise, d'autres vendeurs trouvent difficile de concilier à la fois la qualité et le prix. Abdel-Aziz Saafane, propriétaire d'un magasin de jouets à Héliopolis, confie que le fait d'avoir recours à la fabrication chinoise est bien plus simple pour le vendeur. «Les importateurs du secteur sont une vingtaine. La valeur des lanternes importées chaque année en Égypte est estimée à un million et demi de dollars», affirme Ahmad Chiha, président du département des importateurs à la Chambre de commerce du Caire. Selon Chiha, les Égyptiens dépensent environ 30 millions de L.E. chaque année dans l'achat de lanternes chinoises. «L'importateur tire son bénéfice sur le prix d'achat de la lanterne, il fait une marge bénéficiaire de 30 % à 50 %. Il prend en compte la casse et les lanternes qui ne fonctionnent pas», précise-t-il, en ajoutant que ces lanternes ne sont qu'une partie des articles et jouets pour enfants qui inondent le marché égyptien.

■ REVENU DES ARTISANS

Hassan, comptable à la retraite, déclare : «J'ai acheté 4 lanternes chinoises à mes petits-enfants pour 160 L.E. Si j'avais trouvé des lanternes égyptiennes et à 10 L.E. de plus la pièce, je les aurais ache-

tées», dit-il. Un avis partagé par Férial, femme au foyer, pour qui même si la lanterne égyptienne coûte plus cher, elle la préfère à celle importée. «Elle nous fait vivre l'atmosphère du Ramadan», dit Férial. Hani Zahlane, ingénieur, invite ses amis depuis plus d'un mois sur sa page Facebook à acheter des lanternes égyptiennes. Et ce, pour contribuer au meilleur revenu des artisans. «Je dois en tant qu'Égyptien soutenir la production nationale. J'espère que les importations cesseront. Mais l'important est de prouver que l'on est capable de changer notre vie», conclut Zahlane qui vient d'acheter à sa fille de 3 ans une lanterne en bois à 35 L.E.

La scène se déroule dans la ville de Damiette (Delta), célèbre pour la fabrication de meubles et qui exporte ses produits au Koweït et en Arabie saoudite. Quelques jours après la décision ministérielle, les artisans de cette ville se sont remis au travail pour la fabrication de lanternes en bois. «Suite à la décision de cesser les importations, j'ai ramené tous les retraités et chômeurs qui passaient leur temps au café pour les faire travailler. En deux mois, mon niveau de vie a augmenté», confie hadj Mohamad, un ancien fonctionnaire qui, à l'âge de 56 ans, a osé monter son propre business. Il espère que ses enfants prendront la relève. Ses deux ateliers de 15 m² dans le quartier industriel de Damiette nourrissent aujourd'hui 13 familles.

Toutefois, d'après Salah Al-Rawy, professeur à l'Institut supérieur des arts populaires, le fait de protéger le patrimoine égyptien nécessite toute une stratégie et non pas seulement une simple décision ministérielle. «L'important c'est de prendre une série de mesures plus globales qui permettront de protéger cet artisanat», conclut-il.

De plus en plus de Marocains mariés à des étrangères

MarocHebdo

Le nombre de Marocains mariés à des étrangers ne cesse d'augmenter. Pourtant la procédure n'est pas une sinécure. Beaucoup parlent d'un vrai parcours du combattant.

moins «réservée», nuance Pr Mostafa Aboumalek, sociologue et auteurs de plusieurs ouvrages sur le mariage. «C'est les répercussions sur les enfants qui semblent en premier lieu intéresser le législateur», explique-t-il. Les mariages mixtes semblent en hausse ces dernières années. Les statistiques font état de milliers de mariages entre Marocains et étrangers. Les dernières statistiques que nous avons pu obtenir datent de 2009. Le nombre de mariages mixtes avait été de 6.355.

La hausse avait été de plus de 2% par rapport à 2008. «Deux facteurs pourraient expliquer cette hausse», d'après Pr Aboumalek. «D'abord la mentalité. Beaucoup de Marocains qui se marient avec des étrangers partagent souvent la même éducation. Ensuite le mode de vie. On peut relever dans de nombreux cas une attirance assez marquée pour le style de vie occidental». Pr Aboumalek précise toutefois qu'il ne s'agit là que d'«impératifs culturels». «L'impératif socioéconomique pourrait également expliquer la hausse des mariages mixtes».

DES FAMILLES DÉCHIRÉES

La mondialisation, l'homogénéisation des cultures pourraient-elles accélérer la tendance? «Pas forcément», répond Pr Aboumalek. «La mondialisation pourrait avoir l'effet inverse c'est-à-dire au lieu d'une ouverture sur les autres cultures un repli sur soi. C'est ce qu'on observe avec notamment la montée des courants fondamentalistes».

Depuis qu'ils se sont mariés Sanae et Hanae et tant d'autres couples semblent couler une vie heureuse. Hanae et son mari prévoient de s'installer aux Etats-Unis. Mais bien d'autres couples ne connaissent pas la même trajectoire. Le nombre de familles à se déchirer dans les tribunaux doit être aussi important. L'affaire Khalid Skah n'en est sans doute qu'un des plus illustres exemples. Le fils et la fille de l'ancien athlète, Tarik et Selma, qui vivaient avec leur père dans la capitale, Rabat, avaient été exfiltrés en 2009 vers la Norvège, avec «l'implication directe» de l'ambassade du pays. Convoqué, l'ambassadeur de Norvège Bjørn Olav Blokhus s'était vu signifier la «protestation vigoureuse» du Maroc.

Sous bien des latitudes –pas toutes– le mariage n'est plus qu'une formalité. Il peut être civil, moins souvent religieux, et beaucoup de couples font vie commune sans être unis par les «liens sacrés» de l'institution. Ce n'est pas le cas au Maroc. Seul le mariage religieux est reconnu. Entre nationaux musulmans il ne pose pas vraiment problème. Mais c'est une autre paire de manches quand il s'agit d'un mariage mixte. Amine Khairi, un citoyen de la ville d'Agadir, l'a appris à ses dépens. Son histoire a fait l'actualité. Voulant se marier avec une citoyenne allemande, l'administration l'en a empêché. La raison, M. Khairi et celle dont il veut faire son épouse seraient des «adorateurs de Satan». C'est ce qu'explique le tribunal de première instance d'Agadir. D'après le tribunal M. Khairi «s'adonnait au commerce des vêtements et des accessoires ayant une relation avec cette orientation». Il ajoute qu'«il transparaît de l'apparence de la partie étrangère qu'elle appartient au même courant».

DES HISTOIRES FLIPPANTES

M. Khairi s'en défend. Interrogé par l'agence de presse française AFP (Agence France-Presse), il a précisé avoir «répété à la Justice [qu'il est] musulman». «Je n'ai rien à voir avec ce dont ils m'accusent, je suis comme tous ces jeunes qui aiment le rock et je m'habille d'une certaine manière», a-t-il poursuivi. Si l'affaire a fait grand bruit, elle met le doigt sur la problématique du mariage mixte au Maroc. «Il y a en effet cette enquête des renseignements généraux qui m'est restée en travers de la gorge», témoigne Sanae.

Sanae s'est mariée en 2013 avec un citoyen français, Frédéric. Installés depuis dans la capitale de la France, Paris, ils attendent aujourd'hui leur premier enfant. «On m'a demandé si je m'intéressais à la politique, si j'étais sortie pendant le 20 février et les manifs qui avaient suivi, si j'étais membre d'un parti politique», raconte-t-elle.



ACTE DE CONVERSION

Mais l'engagement politique ne constitue pas vraiment une entrave. Il est à vrai dire exceptionnel. Beaucoup d'opposants ou d'anciens opposants n'ont pas été empêchés de se marier. Le problème se pose à bien d'autres niveaux. Entre autre l'attestation de capacité pour contracter le mariage. Cette attestation est délivrée par l'ambassade ou le consulat du pays de la fiancée ou du fiancé et doit être certifiée conforme par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. L'objectif est d'éviter les mariages blancs, c'est-à-dire dans l'unique but d'émigrer dans des pays dont les conditions d'immigration sont considérées comme draconiennes. La pratique a longtemps fait et fait toujours florès. Beaucoup de réseaux ont été démantelés dans les années 2000.

Il n'empêche que d'aucuns dénoncent les conditions d'enquête sur les fiancés mixtes.

«Ce qui m'a beaucoup gênée (...) c'est le côté «paternaliste» de la procédure», se souvient Sanae. «Un commissaire divisionnaire était venu me voir en me disant que j'étais comme sa fille et qu'il ne donnerait pas sa fille comme ça au premier venu. Je lui ai dit: je ne sais pas comment est votre fille mais moi je ne suis pas idiote. Je sais ce que je fais, qui j'épouse et pourquoi. Et puis j'ai des parents qui ont accepté que je me marie à cet homme. Vous les traitez de débiles aussi?».

Hanae a pratiquement eu à faire face aux mêmes mésaventures. Mariée elle aussi en 2013 à un étranger, James, citoyen américain, elle a également connu les éternels va-et-vient. Mais son cas est pire. Elle explique avoir dû corrompre «75% des

gens à qui [elle a eu] affaire tout au long du processus».

«La procédure était longue et pénible et on allait abandonner l'idée d'un mariage au Maroc», détaille-t-elle. Si elle avoue ne pas avoir vraiment eu à répondre à des questions d'ordre intime, les policiers lui auraient toutefois demandé si elle avait l'habitude de rendre visite à celui qui est devenu son époux. «Apparemment dans l'enquête de police ils veulent savoir s'il y avait des relations sexuelles entre les deux concernés», expose-t-elle. «Et franchement je ne sais pas pourquoi ça les intéresse d'avoir ce genre d'infos».

RÉPERCUSSIONS SUR LES ENFANTS

Par certains aspects la loi semble refléter la position de la société marocaine sur le mariage mixte. Celle-ci y semble réfractaire. Du

La guerre en Libye s'est-elle déroulée comme on nous l'a racontée ?

Avec la menace d'un Grexit et les récents attentats en France, en Tunisie et au Koweït, cet article de Mediapart est un peu passé à la trappe médiatique. Pourtant, il mérite le détour.

Marianne

Dans cette enquête revenant sur l'intervention française en Libye, Mediapart révèle la correspondance entre Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat américaine, et un de ses proches informateurs sur place. Des échanges de mails qui dévoilent une toute autre version de l'intervention que celle donnée alors par le gouvernement Sarkozy.

Sidney Bumenthal est un agent de renseignement méticuleux. Et, à en croire ses e-mails, très prolifique. Dans un article de nos confrères de Mediapart, il apparaît que cet ancien officier de la CIA, présent en Libye, a tenu Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat, très informée de la situation dans ce pays, fournissant à l'actuelle candidate à la présidence américaine des informations confidentielles au sujet de la stratégie française.

Début 2011, Bumenthal travaille en effet en collaboration avec des hommes d'affaires américains qui cherche à «se tailler des marchés dans la Libye post-Kadhafi», explique le pure-player. Membre de la Fondation Clinton, il inonde Hillary Clinton de «mémos» stratégiques entre février 2011 et décembre 2012. Des mails divulgués dernièrement par une commission d'enquête du Sénat américain.

DES INTÉRÊTS MILITAIRES ET ÉCONOMIQUES EN JEU

«Ces mémos représentent la lecture, presque au jour le jour, de la guerre en Libye

par l'administration américaine», écrit le journaliste. Une version fort différente de celle livrée par le gouvernement français. Sans surprise, les échanges de courriers indiquent que Nicolas Sarkozy voulait aller en Libye «pour des raisons militaires et économiques», y voyant notamment «une opportunité pour la France de se réaffirmer en tant que puissance militaire». C'est, il est vrai, un secret de polichinelle. Néanmoins, il est piquant de noter qu'à l'époque des premières frappes aériennes, le président justifiait publiquement l'intervention militaire française «au nom de la conscience universelle qui ne peut tolérer de tels crimes. Nous le faisons pour protéger la population civile de la folie meurtrière».

On découvre par ailleurs que, lors de plusieurs rencontres discrètes avec le Conseil national de transition (le CNT, cette organisation chargée de coordonner les combats contre le régime de Kadhafi et de préparer «l'après»), des officiers de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ont activement fait valoir les intérêts français. Très proches des rebelles, ils «attendaient du nouveau gouvernement libyen de favoriser les entreprises françaises et les intérêts nationaux, en particulier dans le domaine pétrolier.»

BHL, LE «VRP DE SARKOZY» ?

Au fur et à mesure de la dizaine d'emails détonants décortiqués par le site Internet, on apprend que Nicolas Sarkozy, craignant que les islamistes acquièrent trop d'influence, a «mandaté» Bernard-Henri Lévy pour épier sur le terrain. «Il a demandé au so-



ciologue (sic) Bernard-Henri Lévy, qui a de vieux liens avec Israël, la Syrie et d'autres pays du Moyen-Orient, d'utiliser ses contacts pour déterminer le niveau d'influence d'AQMI et des autres groupes terroristes au sein du CNT», explique Bumenthal. L'essayiste français est même décrit dans Mediapart comme le «VRP de Sarkozy»: «Des sources ayant un excellent accès à la DGSE indiquent que Lévy (...) travaille directement sous les ordres de Sarkozy», commente Bumenthal.

Jusque-là, BHL a toujours fait valoir une

autre version, expliquant être allé sur place de son propre chef. A plusieurs reprises, il a d'ailleurs raconté dans les médias les conditions de son premier appel au président de la République pour le convaincre de recevoir à l'Élysée les membres du CNT, ces «Massoud libyens» comme il les appelle alors... «Les hasards de la vie font que, sans avoir le téléphone portable du président ni de Madame Bruni, expliquerait-il notamment sur le plateau d'On n'est pas couché, j'avais le standard de l'Élysée dans mon téléphone...»

Je suis victime de contrôle au faciès : contre la police, ta parole ne vaut rien

LE PLUS. "Egalité trahie", voici le nom de l'exposition qui se déroule place de la République à Paris, jusqu'au début du mois de juillet. Photos, témoignages...
Ed Kashi a recueilli l'expérience de citoyens français, anglais et hollandais que la police contrôle plusieurs fois par semaine sans raison. Parmi eux, Issa Coulibaly, travailleur associatif à Belleville. Il témoigne.

L'OBS

J'ai grandi et je travaille à Belleville, un quartier populaire de Paris, pour l'association Papapas, dont je suis le président. Comme beaucoup de gens, je suis victime de contrôles au faciès. En 2011, une table ronde a été organisée dans le quartier par l'association Graines de France autour de cette question. Un membre de l'Open Society Foundations y était invité, ainsi qu'un policier syndiqué.

C'est dans ce contexte de lutte contre les contrôles discriminatoires qu'est née l'idée de monter cette exposition de témoignages et de photos. Depuis, je me suis beaucoup intéressé à la question, elle s'inscrit pleinement dans mon engagement associatif et ma démarche militante.

QUATRE MOTS POUR DÉFINIR LE CONTRÔLE AU FACIÈS

Si je devais décrire le contrôle au faciès en quatre mots, voici ceux que je choisirais : quotidien, résignation, impact invisible.

"Quotidien", parce que le contrôle au faciès est quelque chose que je subis et que les jeunes avec lesquels je travaille subissent tous les jours. C'est une affaire de régularité. Quelque chose qui plane sur nous dès que l'on met le pied dehors.

"Résignation", parce que même si on perçoit le caractère profondément violent et injuste de cet acte policier, on finit par se rési-

gner. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a rien que tu puisses faire pour l'empêcher. Contre la police, ta parole ne vaut rien, aucun recours possible.

"Impact invisible", parce que je sais que le contrôle au faciès a des conséquences dramatiques sur la vie des gens qui en sont victimes. Les conséquences sont ravageuses pour notre société parce que pour les plus jeunes, dans ces quartiers, la police est la seule institution représentative de l'État à laquelle ils sont confrontés, l'école mise à part.

Ce harcèlement quotidien leur donne une très mauvaise image de ce qu'est la République. Ils s'en sentent exclus et finissent par se désengager de la société.

LE PROBLÈME AVEC LE DÉNI

Le plus difficile, c'est non seulement la répétition de ces contrôles mais aussi le déni auquel on fait face quand on en parle autour de nous à des gens qui ne sont pas touchés. C'est la fameuse question du privilège blanc : certaines personnes, de par leur couleur de peau ou leurs vêtements, ne subiront jamais de contrôles abusifs. Concrètement, ça veut dire que dans un même groupe de blancs et de noirs ou d'arabes, ce seront les identifiés des deux derniers qui seront contrôlés, pas celle des blancs, même s'ils insistent pour être traités de manière équitable.

RIEN N'A CHANGÉ EN 32 ANS

On n'ose plus demander ne serait-ce que pourquoi on nous contrôle,



de peur que la situation s'envenime, parce que dans ces cas-là, ça finit au mieux en garde à vue, au pire avec une plainte pour outrage... qui peut se solder par 6 mois de prison ferme et 7500 euros d'amende. La résignation fait partie d'un mécanisme de défense, une manière de faire en sorte que le contrôle dure le moins de temps possible.

Ce qui me révolte, c'est que presque rien n'a changé en 32 ans. Ces mêmes pratiques étaient pourtant à l'origine de la marche contre le racisme et pour l'égalité en 1983...

TENUE, ITINÉRAIRE... DES PRÉOCCUPATIONS DE TOUS LES JOURS

Aujourd'hui, les gens font attention à la tenue qu'ils portent quand ils sortent de chez eux : ils évitent au maximum le jogging, la casquette ou encore la capuche. Ils savent que s'ils mettent un de ces trois éléments, ils vont être ciblés.

Il y a aussi des lieux que l'on évite parce que l'on sait que les contrôles sont quasiment constants là-bas : je pense à tous les hauts lieux de loisirs, les lieux touristiques ou encore les principales gares de Paris. Et d'autres qu'on ne peut pas éviter, ces lieux où l'on vit.

LE PREMIER RENONCEMENT DE FRANÇOIS HOLLANDE

Je pensais que cela bougerait quand François Hollande est arrivé au pouvoir. Il avait promis

le fameux récépissé de contrôle d'identité. Il a été enterré définitivement dès juin 2012, beaucoup de militants y croyaient pourtant... Je pense que ça a été le premier reniement du président de la République.

Depuis, au niveau de l'État ou des lois, rien n'a changé. Ils font semblant de nous entendre en prenant des espèces de demi-mesures. Les policiers doivent désormais afficher leur numéro de matricule sur leur uniforme : concrètement, c'est une bandelette de scratch avec une succession de chiffres bien trop longues pour que l'on puisse la noter ou la mémoriser (comme si les agents allaient nous montrer leur matricule et nous laisser l'inscrire)... On a aussi appris que les policiers peuvent se les échanger, les retourner.

On nous a aussi beaucoup parlé d'une expérimentation vidéo grâce à des caméras fixées à l'uniforme des policiers et des gendarmes. Cette expérimentation a été menée, elle est aujourd'hui terminée... Mais personne n'a accès à ses données, elles ne sont pas publiques pour le moment. Pire, il semblerait que les policiers aient eu la possibilité d'enregistrer quand ils le souhaitent seulement. Bref, cette situation est politiquement incompréhensible.

TRAVAILLER AVEC LA POLICE

Avec cette exposition, l'objectif est de faire prendre conscience au grand

public, mais aussi à l'institution policière qu'il y a un problème, mais surtout de la nécessité de travailler avec la police à le résoudre.

Il ne s'agit pas de pointer du doigt tel ou tel agent - on sait que leurs conditions de travail sont très difficiles - mais plutôt de leur permettre de remettre en question le système dans lequel ils s'insèrent : même si le policier n'a pas l'intention de discriminer, un certain nombre d'éléments extérieurs comme la politique du chiffre ou un cadre légal flou poussent à la faute.

LE BESOIN DE SÉCURITÉ DES UNS COÛTE AU BIEN-ÊTRE DES AUTRES

Je veux dire par là que beaucoup de personnes peuvent avoir tendance à se sentir rassurées quand elles assistent à un contrôle d'identité, c'est quelque chose qu'elles peuvent plébisciter.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que leur demande de sécurité peut être bien plus destructrice à court et long terme que leur sentiment d'insécurité.

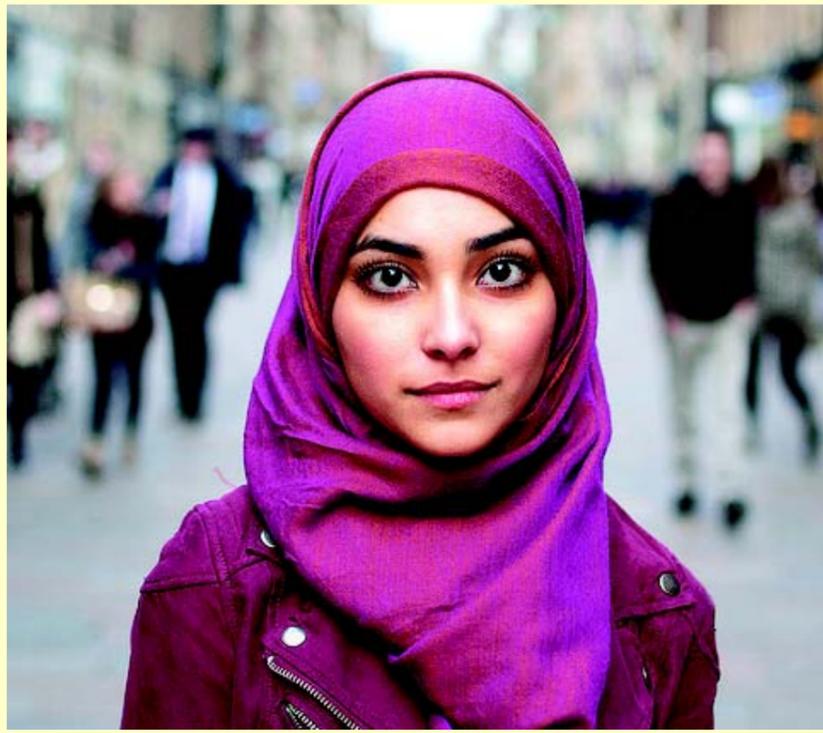
Pourquoi ? Parce que je n'ai jamais vu quelqu'un d'impliqué dans un parcours de délinquance se plaindre de ces contrôles : ils font partie de leurs vies, une simple donnée relative à l'exercice de leur activité. Ils s'en fichent. Ce qui n'est pas le cas des autres, ceux qui subissent ces violences policières au quotidien bien qu'ils n'aient rien à se reprocher... si ce n'est un faciès trop caramélisé.

TELQUEL

Il y a des week-ends où tu n'aimes quasiment rien faire. Rien faire d'autre que glander et mater des séries. Et généralement c'est sur le canapé de Zee que tu choisis de t'avachir pour t'adonner à cette non-activité. Donc tu es chez Zee, à rêvasser avec elle les yeux rivés sur un écran. Le temps s'égrène lentement et paisiblement jusqu'à ce que la cousine de Zee débarque et vous sorte de votre état semi-végétatif. Et avec elle, comme signal d'alerte à toute la population environnante, le tintement bien bruyant de ses talons. Zee et toi trainassez en pyjamas honteux, elle est avec son jean moulé sur son cul bombé, sa peau sublimement hâlée grâce à la terracota, et sa manucure toujours impeccable.

Elle est comme elle l'a toujours été : pimpante. A une différence près, aujourd'hui ses cheveux sont couverts. Elle a un voile sur la tête. Enfin toi, tu as du mal à appeler ça un voile. C'est un foulard Hermès. Certes pas autour du cou mais ça reste un foulard Hermès. Parfaitement identifiable et que tu as donc parfaitement identifié. Tu ne dis pas qu'un hijab ne doit pas être siglé. D'ailleurs tu ne dis rien du tout à propos des hijabs. Tu n'as strictement rien contre une femme qui cache ses cheveux. Chacun se coiffe comme il veut après tout. Ta grand-mère portait unltam, une de tes cousines a les cheveux bleus, une de tes collègues se couvre la tête d'une espèce de mousseline qui laisse dépasser quelques centimètres de cheveux, une de tes copines s'est rasé la moitié des cheveux et ta vieille tante laisse déborder de sa derra fleurie un peu de ses cheveux que le hen-

Hijab and the city



né a rendus orange fluo. Après tout, tu n'es pas rédactrice en chef de Vogue pour te prétendre commissaire de la fashion-police, et encore moins mufti d'Al Azhar pour t'ériger en gardienne de quelque morale

que ce soit. Alors, bien évidemment, tu ne juges pas cette islamo-fashionista qui est face à toi. Cela dit, tu es un peu surprise. Et ton esprit un tant soit peu logique a juste besoin de comprendre. Que veut-elle ?

Que cherche-t-elle à montrer ? Innocemment, tu as toujours pensé que si une femme revendique le port du voile, c'est pour protéger sa pureté et sa vertu des œillades graveleuses d'une gent masculine en effervescence. Or le voile sur la tête de cette fille, tu ne sais pas trop ce qu'il est censé envoyer comme signal. Tu oses lui poser la question de la cohérence de son look. Elle t'assène, très sûre d'elle : « Ben quoi on est bien loin d'être séduisante en hijab. » Ah bon ? C'est vrai que tu n'es pas savante en matière religieuse. Mais tu as lu Le Livre, Le Livre Sacré. Et tu y as lu : « Dis aux croyantes de baisser leurs regards, d'être chastes, de ne montrer que l'extérieur de leurs atours, de rabattre leurs voiles sur leurs poitrines, de ne montrer leurs atours qu'à leur époux. »

Alors toi, du haut de ta conviction et de ta naïveté de meuf qui a lu quatre livres et compris trois documentaires, tu te dis que c'est une métaphore de la pudeur. Que c'est un renoncement de la superficialité. Tu aimerais y arriver. Un jour. Le jour où tu seras suffisamment forte pour ne pas t'accrocher à ton mascara comme on s'accroche à une bouée de survie. En gros, tu te dis que Le Livre conseille aux femmes d'être assez discrètes et pas trop provocantes. Mais là, en regardant cette pin-up sunnite tu as du mal à ne pas la trouver provocante avec son supplément voile sur tenue ultra-sexy. Un peu comme une caution religieuse qui approuverait n'importe quelle tenue. Si l'habit ne fait pas le voile, visiblement l'habit ferait la bonne musulmane. Et pour le coup, autant tu respectes les convictions qu'elles soient, autant le subterfuge hypocrite de réduire Dieu et ses innombrables qualités à un bout de tissu, tu as vraiment du mal à l'accepter.

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	08h50
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	16h25
Oran - Alger	20h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Oran - Ghardaïa	15h10
Oran - Tamenrasset	15h10
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	10h00
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	18h25
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h00
In Aménas - Oran	11h50
Adrar - Oran	12h05
Annaba - Oran	18h10

Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	13h25
Oran - Alger	13h15
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	19h00
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	15h30
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h10
Alger - Oran	20h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h50
Tamanrasset - Oran	08h00
Ghardaïa - Oran	11h00

INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alicante	07h25
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	12h10
Oran - Paris-(CDG)	14h00
Oran - Marseille	15h25
Oran - Toulouse	15h45
Oran - Jeddha	17h40

Vendredi	
Vol	Arrivée
Alicante - Oran	10h40
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	16h10
Paris-(CDG) - Oran	20h10
Marseille - Oran	20h00
Toulouse - Oran	19h45
Jeddha(j+1) - Oran	07h05

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Casablanca	14h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Medine	14h50

Vendredi	
Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Casablanca - Oran	18h00
Paris(CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h15
Madrid - Oran	18h30

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu / Ven / Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00 / 16h25
Mer / Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15 / 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse - Oran	15h15 / 16h35
Mer / Jeu / Ven / Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40 / 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis / Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
08h00	12h56
12h30	17h36
ALGER - ORAN	
08h00	13h00
12h30	17h36
ORAN - MAGHNIA	
08h30	12h09
12h50	16h22
MAGHNIA - ORAN	
14h05	17h26
08h30	12h22
ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47
RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17
ORAN - BECHAR	
23h30	08h46
BECHAR - ORAN	
23h00	08h00
ORAN - CHLEF	
16h30	18h56
CHLEF - ORAN	
05h40	08h21
ORAN - TÉMOUCHENT	
17h02	18h03
TÉMOUCHENT - ORAN	
07h15	08h14
ORAN - SBA	
17h00	19h42
SBA - ORAN	
06h00	08h32



ALGÉRIE FERRIES	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Jeu 09 -23h00	Ven 10 -09h00
Sam 11 -11h00	Sam 11 -19h00
ALICANTE / ORAN	
Dim 12 -11h00	Dim 12 -19h00
ALICANTE / ORAN	
Mer 08 -23h00	Jeu 09 -09h00
Ven 10 -23h00	Sam 11 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
Sam 11 -23h00	Dim 12 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
Ven 10 -14h00	Sam 11 -15h00
MARSEILLE / ORAN	
Mar 14 -12h00	Mer 15 -13h00
MARSEILLE / ORAN	
Jeu 09 -12h00	Ven 10 -12h00
Lun 13 -12h00	Mar 14 -13h00
Lun 20 -12h00	Mar 21 -13h00

MAISON DE LA CULTURE D'ORAN

► **Aujourd'hui à 22h30**
Soirée artistique avec le groupe de Salim Hallil
Centre des personnes âgées de Saint Hubert

► **Vendredi 10 juillet à 22h30 à l'APC Gdiyel**
Madih avec l'association Bassma wilaya de Saida
Soirée andalous avec «Rahik El- andalous»

► **Samedi 11 juillet à 22h30**
au Jardin de la maison de la culture
Soirée avec coopérative «El-Othmania»

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► **Aujourd'hui à 22h au T.R.O**
«Cocktail L'algerienne»
Auteur et Mise en scène : Walid KADID
(Ass/El Feth)

► **Jeudi 09 juillet à 22h au T.R.O**
«Match d'improvisation»
Auteur et Mise en scène : Jaoued Bougrassa
(Les drôles Madaires)

► **Vendredi 10 juillet à 22h au T.R.O**
Musique «Rap»
Avec : le Groupe TOX (Base Prod)

► **Samedi 11 juillet à 22h au T.R.O**
Théâtre et Musique
«HKAYTEK HKAYA»
(Ass/Nor El Moustakbel)

► **Dimanche 11 juillet à 22h au T.R.O**
«ON MAN FOU»
Auteur et Mise en scène : Samir BENALLA
(Coop/El Moumatil Es-Saad)

► **Lundi 13 juillet à 22h au T.R.O**
Concert de Musique ANDALOUSE
(Art Chimist Studio)

► **Mardi 14 juillet à 22h au T.R.O**
«CONNEXION»
Auteur et Mise en scène : Saïd REFFAS
(Ass. Capta Vision)

► **Mercredi 15 juillet à 22h au T.R.O**
Concert de Musique
Spirituel et Madih Soufi
(Ass/Culturelle Mezaghrania Mostaganem)

► **Jeudi 16 juillet à 22h au T.R.O**
Concert de Musique Gnawa avec le groupe
Le JARIS
(Art Actif)

► **A partir du 1^{er} Jour de l'Aïd à 15h au T.R.O**
«WISSAM OUEL MALIKA»
Auteur : Azzedine AMARI
Mise en scène : Youcef GOUASMI (T.R.O)

► **Deuxième jour à 15h au T.R.O**
Titre «EL KOUA FEL AAKEL»
Auteur et Mise en scène : MISSOUM Saïd
Coop/Atelier/Marionnette

CINÉMATHÈQUE D'ORAN

► **Aujourd'hui à 14h30 :**
«Il était une fois la révolution»
De Sergio Leone (Italie/1971)
-22h30 : «Les aventures de Tintin»
De Steven Spielberg (USA/2011)

► **Vendredi 10 juillet**
-22h30 : «Pirates des caraïbes»
(3 de Gore Berbinski (USA/2007)

► **Samedi 11 juillet**
-14h30 : «Il était une fois dans l'ouest» de Sergio Leon (Italie/1968)
-22h30 : «Gengis Khan»
De Andrei Borisssov (Russie/2010)

► **Lundi 13 juillet**
-14h30 : Regard sur le cinéma russe «Guerre et Paix» 2ème époque de Serge Bondartchoul 1967
-22h30 : «Glory» De Edward Zwick 1989

► **Mardi 14 juillet**
-14h30 : «The patriot» de Roland Emmerich (USA/2000)
-22h30 : «Padre Padrone» de Victoria Tavianì et Paolo Tavianì (Italie/1977)

► **Mercredi 15 juillet**
-14h30 : «Pour quelque dollars de plus» de Sergio Leone (Italie/1965)
-22h30 : «Troie» De Wolfgang Petersen (USA/2004)

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.36-Min.22	Ensoleillé Max.32 -Min.22
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.36-Min.21	Ensoleillé Max.36-Min.20
TLEMCEM	
Ensoleillé Max.36 -Min.20	Ensoleillé Max.36 -Min.20
MASCARA	
Ensoleillé Max.39-Min.21	Ensoleillé Max.37 -Min.21
TIARET	
Ensoleillé Max.36 -Min.18	Ensoleillé Max.37 -Min.18
CHLEF	
Ensoleillé Max.41-Min.24	Ensoleillé Max.40-Min.23
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.39-Min.26	Ensoleillé Max.40- Min.27
ALGER	
Ensoleillé Max.31 -Min.19	Ensoleillé Max.33 -Min.18
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.34- Min.18	Ensoleillé Max.33- Min.17
ANNABA	
Ensoleillé Max.29-Min.19	Ensoleillé Max.29-Min.18

7ÈME ÉDITION DU CINÉMA SOUS LES ÉTOILES

► à l'Hôtel Renaissance Tlemcen

Il était une fois dans l'Oued de Djamel Bensalah
Comédie, français, 1133, 2005.
Mardi 7 juillet - 22h30 à l'Hôtel Renaissance

Les Folles années du twist de Mahmoud Zemmouri
Comédie, algérien, français, 1130, 2009.
Mercredi 8 juillet - 22h30 à l'Hôtel Renaissance

Salut Cousin de Merzak Allouache
Comédie, Algérien, luxembourgeois, français, belge, 1143, 1996.
Jeudi 9 juillet - 22h30 à l'Hôtel Renaissance

L'italien d'Olivier Baroux
Comédie, français, 1142, 2010
Vendredi 10 juillet - 22h30 à l'Hôtel Renaissance

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Billets	Achat	Vente
1 USD	96,81	102,72
1 EUR	108,92	115,60
1 CAD	78,61	83,44
1 GBP	151,33	160,62
100 JPY	78,31	83,13
1 SAR	25,81	27,39
1 KWD	320,44	340,24
1 AED	26,36	27,97
100 CHF	10.385,76	11.031,92
100 SEK	1.183,14	1.255,86
100 DKK	1.460,29	1.549,71
100 NOK	1.244,69	1.322,80
Chèques de voyage		
	Achat	Vente
1 USD	97,79	102,72
1 EUR	110,02	115,60
1 CAD	79,41	83,44
1 GBP	152,87	160,62
100 JPY	79,10	83,13
100 CHF	10.491,20	11.031,92
100 SEK	1.195,15	1.255,86

La route continue de faire des victimes à Oran Quatre morts et 18 blessés depuis le début du ramadhan

K. Assia

Le renforcement du dispositif de la sécurité routière par les éléments de la sûreté de la wilaya d'Oran vient de livrer ses résultats. Le bilan dressé depuis le début du ramadhan fait état d'une baisse sensible du nombre d'accidents. Pas moins de 14 accidents ont été enregistrés depuis le début du ramadhan lesquels ont occasionné 18 blessés et 4 morts, a-t-on appris, hier, auprès du commissaire principal Brahim, responsable du service. Cette baisse est due en partie aux efforts consentis dans la lutte contre la criminalité de la route, notamment à travers les barrages et les campagnes de sensibilisation menées au profit de la population. Les services de la sécurité routière ont procédé, au cours de cette période, au retrait de 440 permis de conduire pour plusieurs infractions liées au code de la route. Il s'agit principalement de dépassements dangereux, de non-respect de stop et surtout de l'utilisation du portable lors de la conduite. 15 véhicules ont été placés en fourrière pour transport illégitime de voyageurs. Pas moins de 10 motocyclettes ont été aussi mises en fourrière pour non-port de casques.



Dans le cadre de la réorganisation du transport urbain, les agents ont procédé à 541 mises en sabots pour stationnements anarchiques. La lutte contre cette nouvelle criminalité a incité les services concernés à instaurer tout un dispositif de prévention contre ce phénomène. Dans ce cadre, un fichier englobant les chauffards de la route, des chauffeurs clandestins et des récidivistes a été mis en place par les services de la sûreté de la wilaya d'Oran. Une nouvelle banque de données qui permettra aux services de la voie publique d'identifier en temps précis tous les contrevenants au

code de la route. A vrai dire, la prise en charge de ce dossier s'est traduite par l'urgence de recourir à ce fichier de personnes ayant déjà à leur actif plusieurs accidents de la route, des conducteurs clandestins déjà interpellés par les services de la police et d'autres personnes dont le permis de conduire a été confisqué pour des excès de vitesse répétés ou autres infractions. L'opération généralisée à l'ensemble des sûretés de wilaya, notamment dans les grandes villes du pays, a pu quand même donner de bons résultats en matière de lutte contre cette criminalité routière.

Pour atténuer le problème des inondations dans les cités 250 nouveaux avaloirs programmés durant cet été

D. B.

Dans le cadre des dispositions prises par la commune d'Oran, pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment au niveau des cités à grande densité de population, une opération de réalisation de plus de 250 nouveaux avaloirs sera lancée incessamment, apprend-on de sources proches de la division de la voirie de la commune.

Nos sources signalent que ces avaloirs seront réalisés sur la base des fiches techniques qui ont été présentées par les secteurs urbains. Une grande partie de ces avaloirs qui se-

ront réalisés au niveau des cités d'Oran-Est sera réceptionnée avant la fin de l'été. Cette opération intervient dans le prolongement d'une première opération concrétisée l'été dernier et qui a vu la création de 200 avaloirs à travers une dizaine de cités. Nos sources indiquent que la création de nouveaux avaloirs dans les sites urbains et notamment dans les nouvelles cités est une nécessité absolue pour drainer toutes les eaux pluviales et éviter les éventuelles stagnations d'eaux qui ne font que ralentir la circulation automobile et qui créent des désagréments aux citoyens.

Ces avaloirs ont été réalisés dans

les quartiers où sont signalés de grandes stagnations des eaux pluviales, à l'exemple de la cité des 350 et 870 logements à Maraval.

D'autre part, et à l'instar de l'année dernière, une opération de curage des avaloirs et de regards de la ville sera lancée au début du mois d'août et se poursuivra durant toute la saison estivale. Des brigades mixtes regroupant des agents de la commune, de la division de la voirie et de la circulation (DVC) seront mobilisées durant toute cette période.

Cette opération touchera, en premier lieu, les avaloirs qui ont été obstrués par toutes sortes de débris, notamment autour des multiples chantiers de construction. Il y a lieu de souligner que quelque 16 milliards de centimes ont été alloués à la wilaya d'Oran par le ministère des Ressources en eau pour lutter contre les inondations. Cette enveloppe a été consacrée aux travaux de drainage des eaux pluviales qui, à chaque averse, créent des points noirs, transformant plusieurs cités de la capitale de l'Ouest en de gigantesques lacs.

Tafraoui Huit hectares de maquis détruits par un incendie

Un important feu de forêt a été enregistré avant-hier dans la commune de Tafraoui. Pas moins de 80 hectares de maquis et de broussailles ont été ravagés par les flammes, selon la Protection civile. Les sinistres se sont produits dans plusieurs foyers au ni-

veau du lieudit Saâdla. Les flammes ont été maîtrisées grâce à la mobilisation de près de 150 agents et officiers de la Protection civile. L'intervention a duré près de 10 heures. Un dispositif de veille a été installé pour faire face à toute éventualité.

J. B.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Mini-maxi



peuple, celle du carrefour ou la boulangerie du 1^{er} novembre, loin d'eux l'idée de prendre en otage le consommateur. Quoi qu'en pense le «sommateur pas très con». Si la grève au Japon consiste à ac-

célerer le rythme de travail et inonder les magasins par un excès de production, si les Chinois pour revendiquer accrochent un brassard portant l'inscription en «grève» tout en continuant de travailler, nos khhayzia ont opté pour une formule bien à eux: «le service minimum-maximum». C'est quoi encore cette salade? C'est une trouvaille qui arrange tout le monde.

L'ouvrier boulanger étant payé à «la balla», c'est-à-dire au quintal de farine transformé en pain, il lui sera demandé de produire la moitié de ses capacités.

Il sera payé à moitié. La consommation d'énergie sera divisée par deux... et pour le «maximum», il s'agit de vendre en gros à des revendeurs en augmentant les prix, ainsi, même les serveurs dans les magasins sont en chômage technique. Résultat du procédé, «service minimum-maximum», les patrons retombent sur leurs pieds tout en fermant boutique et le consommateur aura son pain, ainsi nul n'est roulé dans la farine.

Banque de développement local Inauguration de deux nouvelles agences aujourd'hui

B. M.

Deux nouvelles agences de la Banque de développement local (BDL) seront inaugurées aujourd'hui à Oran. La première agence, El Wiam, est située à la rue de la Paix en face du consulat de France. Elle sera destinée à l'activité bancaire classique. Quant à la seconde agence, elle est implantée dans la localité d'Es-Sénia, à la rue Bahi Amar, et dont l'activité sera consacrée au prêt sur gage. La cérémonie

d'inauguration de ces deux agences sera organisée en présence du Président-directeur général de la BDL qui sera accompagné d'une délégation de la direction générale. Il y a lieu de signaler que la BDL a de tout temps mis sur la proximité. C'est ainsi que la banque a inscrit la proximité comme facteur important de rapprochement avec tous ses clients; une condition essentielle pour leur écoute et un élément de réduction sensible des délais de traitement des dossiers.

Port d'Oran Saisie d'un pistolet à plomb

K. Assia

Les douaniers chargés de la visite des voyageurs opérant au port d'Oran ont réussi à mettre la main sur un pistolet à plomb usagé qu'un voyageur tentait d'introduire frauduleusement au pays.

C'est au cours d'un contrôle des passagers en provenance d'Alicante à bord du car-ferry Tassili 2 que les douaniers ont repéré la marchandise prohibée.

Le voyageur, un Algérien résidant à l'étranger, avait emprunté le couloir vert, afin de bénéficier des avantages de cette disposition initiée à

l'occasion de la saison estivale au profit de la communauté algérienne installée à l'étranger. Toutefois, la vigilance des douaniers a donné ses fruits puisqu'un contrôle au scanner du véhicule du passager a permis aux douaniers de découvrir le pistolet de marque Oklahoma 4,5 mm.

La marchandise prohibée a été saisie conformément à l'ordonnance 21/303/325 du code des douanes. Une amende représentant dix fois la valeur du pistolet a été appliquée dans le cadre de cette affaire.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité.

Aïn El-Turck:

Quatre immigrants clandestins interpellés

Quatre immigrants clandestins, deux ressortissants maliens, un nigérien et un marocain, ont été présentés mardi devant le magistrat instructeur près le tribunal d'Aïn El-Turck. Au terme de leur audition, ils ont été placés en détention provisoire pour séjour irrégulier et ce, en attendant leur reconduction vers les frontières de leurs pays d'origine. Selon des sources policières, ces clandestins ont été interpellés séparément par les éléments de la police judiciaire lors d'une opération de contrôle, qui a ciblé lundi dernier différentes zones du chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck.

R. B.

Un véhicule projette un homme au bas de la falaise

Un véhicule a projeté, mardi après-midi aux environs de 15h30mn, un jeune homme au bas de la falaise, longeant la RN 2, à hauteur du lieudit le Rocher de la Vieille, non loin de la localité de St Roch. La victime a été tuée sur le coup en s'écrasant sur les récifs tapissant les rivages dans cette zone. Selon des témoins oculaires abordés quelques instants après l'accident, le véhicule a dérapé à la sortie d'un virage près de St Roch avant de percuter violemment la voirie, qui se tenait près de la murette de protection.

Le corps sans vie du malheureux, qui a été remonté par les plongeurs de la Protection civile, a été évacué vers le service de la médecine légale de l'hôpital Dr Tami Medjbeur d'Aïn El-Turck. Le conducteur de la voiture mise en cause dans cet accident mortel, qui souffre de légères blessures, sera déféré aujourd'hui devant le parquet d'Aïn El-Turck sous le chef d'accusation d'homicide involontaire. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes qui ont entraîné cet énième drame de la route.

Rachid Boulélis

Création de six nouveaux secteurs urbains à Oran

Une AG extraordinaire de l'APC

D. B.

Une assemblée générale extraordinaire de l'APC d'Oran se tiendra le 09 juillet prochain. Elle sera consacrée à l'adoption de la délibération du dossier inhérent à la création de six nouveaux secteurs urbains conformément aux dernières dispositions du ministère de l'Intérieur.

Ainsi, la commune d'Oran sera

structurée en 18 délégations communales (secteurs urbains). De ce fait, il sera procédé à la création des secteurs urbains Akid Lotfi, El Khaldia, Hammou Boulélis, Fellaoucene, Mahieddine et En Nasr (ex-Hai Derb). Au cours de cette même assemblée, il sera également question de la candidature d'Oran aux jeux Méditerranéens 2021.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benmastapha Aïcha, 91 ans, Hassi Bounif

Amar Otmane, 30 ans, Sig

Bensenouci Bakhta, 82 ans, Oran

Bouali Hadjer, 11 ans, Es-Seddikia

Meaïziz El Hadj, 83 ans, Victor Hugo

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 ramadhan 1436

El Fedjr 04h09	Dohr 13h08	Assar 16h58	Maghreb 20h25	Icha 22h02
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ADRAR

L'APC gelée depuis novembre 2014

La commune d'Adrar fonctionne sans élus suite à un gel des activités de son l'assemblée populaire communale depuis le 27 novembre 2014.

Bentouba Saïd

Une situation qui a plongé la commune dans une situation inextricable sachant qu'aucune notification de gel ou dissolution de l'assemblée n'a été adressée aux élus qui s'interrogent sur leur mandat. Après ce gel décidé donc par les autorités locales de la wilaya, un consensus a abouti avec 16 élus sur les 23 constituant l'assemblée, ont signé un acte de majorité par devant notaire afin d'éviter le blocage dans la future APC avec une majorité absolue. Le recours au notaire a été recommandé par les services de la wilaya. L'acte notarié de majorité a été transmis au wali d'Adrar le 31/12/

2014 afin qu'il procède à la normalisation de l'assemblée selon les lois de la république algérienne, mais aucune nouvelle depuis.

Les élus communaux ont adressé une correspondance au ministère de l'Intérieur le 08 avril 2015 avec un dossier complet sur la situation de la commune depuis leur installation en s'appuyant sur l'acte notarié de majorité absolue 16 élus contre 07. Les élus attendent toujours la réponse du ministère et lancent un appel au président de la république, premier magistrat du pays et garant de la démocratie en Algérie, au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales ainsi qu'au wali d'Adrar afin qu'ils mettent fin au calvaire qui dure depuis presque

une année. Il est à noter que des centaines de gens ont tenu un sit-in pacifique pour le retour de la légitimité électorale durant le mois de février dernier surtout après l'accord qui aurait dû mettre fin au blocage entre les élus, et le soutien de 70 associations représentant la société civile à l'assemblée.

De leur côté, des sénateurs et députés représentant la wilaya, ont exprimé leurs inquiétudes suite au gel de l'Assemblée communale du chef-lieu et demandent le retour des élus, d'autant plus que ces derniers sont arrivés à un consensus. Il est à signaler que l'assemblée communale d'Adrar est formée par un consensus de 5 partis dont le maire FLN.

YELLEL

Le centre psychiatrique révoque son staff administratif

Mahi Ahmed

Un rapport établi et déposé par une commission spécialisée composée par de médecins-inspecteurs sur la table du directeur de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de la wilaya de Relizane, accablant et remettant en cause la gestion catastrophique de l'établissement psy-

chiatric par le staff administratif, a eu l'effet d'une boule de neige. Sur la base de ce rapport «noir», le DSP a pris la décision de décharger la direction de l'établissement de sa mission caractérisée par un cuisant échec. Les responsables tant décriés ont été de ce fait remerciés et priés à dégager les lieux. Le DSP, en l'occurrence M. Mohamed Hamdi, a pris le taureau par les cornes et aurait pris

la décision de veiller lui-même sur la gestion de ce centre psychiatrique, lequel devait offrir les meilleures conditions possibles pour les malades et les aider à retrouver un éventuel rétablissement au lieu de souffrir le martyre.

La gestion sera ainsi provisoire en attendant qu'une nouvelle administration soit affectée à l'établissement.

CHLEF

Deux pompiers blessés lors d'une intervention

Bencherki Otsmane

Au cours d'une intervention menée durant la journée du lundi dernier par les sapeurs-pompiers de l'unité principale, au niveau d'un verger à Haï El-Houria au nord de la ville de Chlef, deux sapeurs-pompiers ainsi que quatre autres personnes ayant participé à l'opération de l'extinction du feu ont été incommodés par la fumée dégagée par l'incendie, a-t-on appris de la Protection civile

de Chlef. Les six personnes blessées ont été admises aux urgences médico-chirurgicales de l'EPH de Ouled Mohammed. Selon le commandant Ahmed Meddah de la Protection civile, le feu, qui s'est propagé à une vitesse fulgurante, aidé par la canicule et une légère brise de vent, a failli causer d'importants dégâts aux autres vergers et habitations mitoyens au lieu sinistré, n'était-ce l'intervention rapide des sapeurs-pompiers.

Le feu a été circonscrit et maîtrisé

au bout de deux heures. Par ailleurs, la Protection civile fait état également d'un autre incendie qui s'est déclaré dans une armoire de compteurs électriques, à l'entrée d'un bâtiment sis à la cité Meghraoui à Chlef, provoquant l'asphyxie à 10 personnes âgées entre 15 et 80 ans. Ces dernières ont été toutes prises en charge par la Protection civile et les services des urgences de l'hôpital de Ouled Mohammed, précise le commandant Ahmed Meddah.

TAUGRIT

Une adolescente retrouvée pendue à Dahra

Le chef-lieu de commune de Dahra situé à 90 km au nord-ouest de Chlef et dépendant de la daïra de Taougrit a été secoué, ce lundi, par un drame qui a emporté à la fleur de l'âge une jeune enfant. Il s'agit d'une collégienne de 17 ans, répondant aux initiales B. A., qui a été retrouvée morte, pendue au moyen d'une écharpe à l'intérieur

de la maison familiale. C'est sa famille qui l'a découverte au cours de cette journée fatidique, aux alentours de 20 heures. Les pompiers et les gendarmes appelés en la circonstance ne purent que constater le décès de la jeune fille. Une autopsie devrait être réalisée sur le corps de la victime, après que celle-ci fut évacuée vers la morgue de l'hôpital de

Sobha, a-t-on appris de source hospitalière. Le parquet de Boukadir a également annoncé qu'une enquête avait été confiée à la gendarmerie, afin de déterminer les causes de son décès. Toutefois, selon l'entourage de la jeune fille, «l'environnement au niveau familial en serait la cause de cet acte tragique».

Bencherki Otsmane

TIARET

29 stations-services en perspective

El-Houari Dilmi

Nécessitant un investissement de l'ordre de vingt-trois millions de dinars pour la réalisation et l'équipement, deux polycliniques ont été inaugurées à Sidi Abdelghanni et Oued Lilli, en présence du wali de la wilaya, de responsables et élus locaux.

Dotées d'équipements modernes dans le domaine de la radiologie, les urgences médicales et un laboratoire d'analyses médicales et un hôpital du jour, ces deux structures vont pouvoir assurer la couverture médicale de ces deux importants centres urbains, pour une population de plus de 40.000 âmes.

Réuni sous la présidence du chef de l'exécutif de wilaya, cette semaine, le comité local d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (CALPIREF) a donné son feu vert pour la réalisation de 6 autres polycliniques privées à Ain Kermesse, Frenda, Oued Lilli, Ain Hadid, Zmalet Emir Aek et Ain Bouchekef, touchant des spécialités comme la stomatologie, centres de spins polyvalents et les urgences médico-chirurgicales, permettant, ainsi, à de nombreux malades d'éviter de longs et coûteux déplacements vers le chef-lieu de wilaya, lit-on dans un communiqué de la cellule de communication du cabinet du wali. Le CALPIREF a égale-

ment donné son aval pour la réalisation de 29 nouvelles stations-services, disséminées à travers douze communes de la wilaya que sont Si Abdelghani, Faïdja, Madena, Guertoufa, Mechraâ Sfa, Djilali Benamar, Medroussa, Sebain, Serguine, Sidi Bakhti, Tagdempt et Chehaima.

A l'adresse des membres du CALPIREF, le premier responsable de la wilaya a insisté sur le choix judicieux des terrains et les délais de réalisation, «qui doivent être les plus courts possible, au vu de l'importance de ces investissements dans la satisfaction des besoins essentiels des populations, surtout pour les communes enclavées», a-t-il indiqué.

GHAZAOUET

Les travailleurs de CERAMIG au rythme de la canicule

Khaled Boumediene

Alors que de nombreux salariés sont au bureau, dans un espace climatisé, d'autres bossent écrasés par une chaleur harassante de leur usine, en ce mois de ramadan où règnent de fortes chaleurs. A CERAMIG, une usine de céramique à Ghazaouet, des dizaines de travailleurs activant dans le grand atelier de production des produits céramiques (lavabos, sièges à anglais ou la turcs, receveurs de douche, réservoirs, évier, et divers autres accessoires sanitaires) sont mis à rude épreuve par les chaleurs dégagées par des fours dont la température en continu atteint les 1250 °C. Ces courageux ouvriers sont fidèles à leurs postes respectifs dans leur atelier transformé en fournaise, où une température ambiante vacille entre 50 et 60°C. «Malgré la chaleur endogène et exogène, et le mois de jeûne, on ne constate pas plus d'absentéisme, ni d'arrêts-maladie, pas d'accidents particuliers non plus cette saison estivale. Nos travailleurs continuent à assurer pleinement leurs tâches aux ateliers de façonnage, séchage, émaillage, cuisson, et de maintenance. Ni le jeûne, ni la canicule, ni la chaleur ne semblent trop inquiéter ces ouvriers qui ne lésinent pas sur l'effort physique en dépit de la soif. Nous avons été contraints de procéder à un réaménagement des horaires du travail durant cet été. «On est passé à de nouveaux horaires, à savoir, de 5 heures du matin à midi, pour faire face à la hausse vertigineuse de la température de ces mois de canicule et permettre aux travailleurs de se reposer les après-midi pour leur éviter également la chaleur suffocante», nous expliquera Nemiche Abderrachid, directeur général de cette entreprise qui veille beaucoup sur la santé de ses personnels de différentes catégories socioprofessionnelles. Djaf-

far, Houcini, Bensaid, Hamel, des ouvriers croisés lundi dernier parmi d'autres dans les ateliers de façonnage, collage et de cuisson de cette immense usine, nous ont tous affirmés qu'ils préfèrent pratiquer le jeûne dans leur usine malgré une atmosphère brûlante, étouffante, et surchauffée qui rend les conditions du travail plus pénibles. Ces travailleurs déploient quotidiennement de grands efforts pour remplir des moules en plâtre en barbotine. Après un moment laissée à la pièce pour prendre et sa consolidation à une température avoisinant les 40°C, ils commentent le démontage, le rabotage, la finition et donnent un coup d'éponge avec de l'eau au produit. Ces salariés procèdent ensuite au nettoyage du poste de travail, et préparent les moules pour le façonnage des pièces le lendemain. Pour la cuisson sans arrêt de ces produits, ils poussent des wagonnets qui séjournent pendant près de 24 heures dans des fours. Une équipe composée d'une quarantaine de personnes spécialisée dans la soudure, l'électricité et la mécanique est chargée de la maintenance et le remplacement des équipements qui tombent en panne. «Il fait chaud, très chaud. Mais que voulez-vous qu'on vous dise ? On supporte. Ce n'est pas le jeûne et la canicule qui vont nous pousser à prendre nos congés annuels. Notre direction générale a bien vu quand elle a réorganisé le temps du travail, au moins ça nous permet de se reposer l'après-midi chez soi», confient des ouvriers. Le directeur technique, Zerouali Fethi, qui a salué le courage et la souffrance au quotidien de ces ouvriers qui viennent de Ghazaouet, Souahlia, Tient, Dar-Yaghmorassen, Sidi-Boudjennane, Bab-Assa, Nedroma et Maghnia, nous confiera qu'une ambiance conviviale et familiale règne au sein du personnel dont beaucoup travaillent ensemble depuis plusieurs années.

SIDI BENADDA

Deux morts et un blessé grave sur la route

Mohamed Bensafi

La route continue encore et toujours d'apporter chaque jour son lot de victimes, avec cette fois-ci un terrible accident de la route qui s'est produit, mardi, dans la commune de Sidi Benadda (Ain Témouchent), faisant deux morts et un blessé grave, a indiqué notre source. Ajoutant que le drame a eu lieu une dizaine de minutes avant l'appel du muezzin. En effet, deux véhicules, l'un léger de marque Volkswagen Polo et l'autre utilitaire, Toyota Hilux, se sont percutés en plein fouet à hauteur d'une intersection desservant les communes d'Ouled Kihel,

Sidi Benadda et Béni Saf, située non loin d'une station de service. L'accident a fait deux morts et un blessé grave, tous âgés entre 20 et 25 ans et originaires de la commune d'Ain Témouchent, a-t-on ajouté. Ce dernier a été admis aux UMC de l'hôpital de Béni Saf. Le non-respect du code de la route en serait la principale cause. Rappelons enfin qu'il a été enregistré quatre décès et trois blessés graves sur les routes de la wilaya de Ain Témouchent en moins d'une semaine. Ainsi, l'heure est à la prudence notamment à l'approche des fêtes de l'Aïd El-Fitr et la reprise de la période des plages où le trafic routier s'intensifie davantage.

AÏN-TEMOUCHENT

Portes ouvertes pour orienter les bacheliers

Mohamed Bensafi

Le centre universitaire Ahmed Bouchaïb d'Aïn-Témouchent organise depuis lundi des journées «portes ouvertes sur l'université» pour informer les bacheliers des spécialités offertes et des modalités d'inscription et d'orientation, a indiqué une source proche du CUAT. Toutes les conditions ont été réunies pour que tout brin d'information relative aux modalités et délais des inscriptions universitaires soit mis à la connaissance des futurs étudiants. L'opération a mobilisé tous les moyens matériels et les ressources humaines. Elle est encadrée par une centaine d'enseignants. Les préinscriptions débuteront dès l'annonce des résultats du baccalauréat 2015, prévue le 10 de ce mois, et l'obtention de l'attestation de succès, précise-t-on aussi. Les préinscriptions et les inscriptions devront se dérouler à la bibliothèque centrale du site 2. L'objectif de ces journées portes ouvertes qui se tiendront jusqu'au 13 juillet est d'assurer une bonne orientation des nouveaux

bacheliers. Ces derniers auront la possibilité de choisir entre les filières enseignées au CUAT, notamment les sciences humaines, sciences littéraires et les langues étrangères, sciences économiques et enfin sciences sociales.

On note également que toutes les informations relatives à l'inscription et l'orientation des lauréats, contenues dans la circulaire ministérielle et le guide du bachelier pour l'année 2015, sont disponibles sur site web (www.messrs.dz).

Comme quoi, nul besoin de se rendre l'établissement universitaire pour effectuer l'opération. Enfin, et selon le site du CUAT, le calendrier établi est comme suit : la période des préinscriptions est fixée du 12 au 16 juillet 2015, la période de confirmation des préinscriptions, du 20 au 21, la période des affectations et des recours en ligne, du 28 au 30, la période des concours, tests d'aptitude et entretien avec un jury pour les filières concernées, du 28 juillet au 02 août, et enfin la période des inscriptions définitives, du 29 juillet au 06 août.

MÉDÉA

B.E.M : plus de 63% de réussite et une 3^{ème} place nationale

C'est un taux de réussite très remarquable de 63,43%, en augmentation de 2,43%, comparativement à la session de juin 2014, qui a sanctionné les résultats du Brevet d'Enseignement Moyen (BEM), pour cette session de juin 2015, dans la wilaya de Médéa qui se voit ainsi propulsée au troisième (3^{ème}) rang, à l'échelle nationale.

Rabah Benaouda

Une excellente performance scolaire à laquelle s'ajoute, comme une cerise sur le gâteau, la 1^{ère} place, au classement national des établissements, ce qui n'était, jamais, arrivé, auparavant, pour cette vaste wilaya aux 64 communes, qui a été décrochée par le CEM 'Abdelkader Belaïd' de Berrouaghia, la ville natale de feu Benyoucef Benkhedda, chef-lieu de daïra, situé à 27 km au sud-est de Médéa. Un établissement dont les élèves ont toujours pris, chaque année et depuis longtemps, l'une des trois premières places, à cet examen, dans la wilaya de Médéa.

C'est ce qui ressort, en effet, de la lecture détaillée du communiqué de presse qui nous a été remis par la cellule de communication de la direction de l'Éducation de la wilaya de Médéa. Ainsi, sur un total de 10.557 candidats inscrits, ce sont pas moins de

6.744 qui ont réussi à décrocher ce diplôme qui donne droit d'accès, directement à la classe de 1^{ère} année secondaire, quels que soient les résultats enregistrés par l'élève, à l'issue de l'année scolaire passée en 4^{ème} année moyenne. Un communiqué de presse qui souligne, par ailleurs, que 4 élèves, (3 filles et 1 garçon), sur les 6.744 reçus, ont réussi la gageure d'obtenir une moyenne générale égale ou supérieure à 19/20 et qui sont, dans l'ordre : Inès Loukad, du CEM 'Moufidi Zakaria' de la ville de Ksar El-Boukhari, avec une moyenne générale de 19,16/20, Anfèl-Dounia Djeddi, du CEM 'Abdelkader Belaïd' de Berrouaghia, avec 19,10/20, suivie de son camarade Zineddine Abdallah, avec 19,08/20, et, en quatrième position, Razika Touati, du CEM 'El-Hadj Nâimi' de Djouab, chef-lieu d'une commune rurale de la daïra de Souaghi, avec une moyenne générale de 19/20. A ces excellents résultats

s'ajoutent ces 55 élèves ayant obtenu une moyenne générale entre 18 et 18,99/20, et 149 autres avec une moyenne générale entre 17 et 17,99/20. Comme il reste à signaler cette « anomalie », qui ne cesse de se répéter, depuis ces dernières années, caractérisant les résultats obtenus par les établissements du chef-lieu de wilaya et qui restent bien en deçà de ce qui est attendu d'eux.

Comme le confirme, très justement d'ailleurs, cette modeste 7^{ème} place, au niveau de la wilaya, du CEM 'Cheikh Fodhil Skender', de jeunes filles'. Alors que le CEM 'Rekia Mustapha de jeunes filles' se trouve loin derrière, à la 20^{ème} place plus exactement. Et dire que ces deux établissements scolaires de la ville de Médéa dominaient, il n'y a pas longtemps, en compagnie du CEM 'Abdelkader Belaïd' de Berrouaghia, le classement local avec, en plus, une bonne présence au niveau national.

Tentative de suicide d'un jeune

Les automobilistes, empruntant le carrefour du nouveau pôle urbain de la ville de Médéa, ont vécu de longs moments de peur et d'effroi, face à la scène dramatique qui se déroulait devant leurs yeux, en cette après-midi caniculaire de lundi dernier, aux environs de 15h25 : un jeune homme venait de s'asperger complètement d'essence et menaçait de mettre le feu à son propre

corps pour des raisons inconnues. Le jeune homme, qui était sous l'effet d'une très forte dépression psychologique, selon des témoins oculaires de cette scène, était resté sourd aux appels au calme venant des personnes présentes, jusqu'à l'arrivée des éléments de l'unité principale d'intervention de la Protection civile de Médéa-Aïn D'heb, dont un médecin et un offi-

cier, selon le communiqué de presse émanant de la Protection civile.

Et, après des efforts soutenus de discussion avec le malheureux jeune homme, âgé de 32 ans et répondant aux initiales O.S., le médecin et l'officier ont réussi à le ramener à la raison et se laisser prodiguer les premiers soins sur place avant d'être évacué vers l'hôpital de la ville.

Rabah Benaouda

«Habillons-les tous», une opération en faveur des démunis

L'opération 'Habillons-les tous', initiée par l'Association 'Ness-El-Khir' de Médéa, en prévision des fêtes de l'Aïd, a été reconduite pour la troisième année consécutive, vu l'impact de cette action humanitaire auprès des couches défavorisées, a-t-on appris, d'un membre de cette association. Le succès remporté par cette opération, au cours des deux premières éditions, ayant permis de faire bénéficier plus de six cents familles démunies, d'habits neufs, a incité l'Association à re-

conduire l'opération 'Habillons-les tous', afin d'apporter joie et sourire au sein des foyers qui n'ont pas les ressources financières nécessaires pour faire face à ce genre d'achats, a indiqué, à l'APS, Mahfoudh Halfaoui, membre actif de cette association.

L'objectif visé par cette troisième édition, est d'augmenter, encore davantage, le nombre de bénéficiaires, en le portant à un millier de familles nécessiteuses, a-t-il indiqué, soulignant que les campagnes de collecte d'habits, au

profit de cette catégorie, sont menées depuis quelques jours auprès des grossistes et commerçants.

La distribution des lots collectés interviendra, a-t-il ajouté, la dernière semaine du mois sacré du Ramadhan, assurant que plusieurs équipes de bénévoles sillonnent, actuellement, les grandes agglomérations de la wilaya, ainsi que certaines places commerciales d'Alger et de Blida, pour réunir des quantités suffisantes de vêtements et de chaussures.

BOUMERDÈS

Au rythme de soirées animées

Une ambiance joviale et des soirées très animées marquent, cette année, les soirées de Ramadhan dans la ville de Boumerdès, caractérisée par la chaleur caniculaire, accompagnée d'un fort taux d'humidité. Dès la rupture du jeûne, les espaces publics, désertés durant le jour, sont assaillis par des grappes humaines de jeunes et de familles qui y créent, ainsi, une intense animation, atteignant son pic, après les prières Tarawih.

Les familles, en quête de détente et d'ambiance, et fuyant la chaleur étouffante de leurs appartements, viennent dans ces espaces et y restent jusqu'à des heures tardives de la nuit. Le front de mer de la ville de Boumerdès fait partie des lieux les plus fréquentés, en ces soirées du mois de Ramadhan.

Réputé pour être un espace de convivialité pour les rencontres et discussions entre intimes, il constitue la destination préférée des familles et autres groupes d'amis et d'intimes désireux faire une marche pour digérer, tout en écoutant le clapotis des vagues s'écrasant sur la rive, et respirant la brise marine.

L'attraction de ce lieu, surplombé par la Maison de la Culture, dont la belle architecture rayonne sur tout l'espace environnant, où une multitude de crémeries proposent des glaces de divers arômes et des boissons rafraîchissantes, ainsi que des vendeurs de thé saharien.

Le jardin pittoresque des '800 logements', offrant une imprenable vue panoramique, à droite, sur la 'grande

bleue' et sur le front de mer, et à gauche sur la forêt de Corso, attire également beaucoup de monde en ces soirées de Ramadhan, et ce, jusqu'à des heures très tardives de la nuit.

La large et belle avenue de l'Indépendance, au centre-ville, appelée communément 'Boulevard' et débouchant sur la plage, est l'autre endroit préféré des promeneurs noctambules, qui l'apprécient pour son esthétique, mais surtout pour son étendue.

Pour les amateurs de détente et de cures d'oxygénation, la forêt de Corso représente l'endroit idéal, en ces soirées caniculaires du mois sacré, particulièrement de par la luxuriance de son couvert végétal et sa proximité de la mer, ainsi que sa dotation d'aires de jeux pour enfants.

SOUK AHRAS

Le gaz naturel pour un millier de foyers

Quelque 1.000 familles, résidant dans la commune frontalière de Khedara (Souk Ahras), ont été raccordées, lundi, au réseau de distribution publique de gaz naturel, a indiqué, à l'APS, le directeur de l'Énergie, Boumediene Seghiri. Ce responsable a précisé que l'opération, inscrite dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, a nécessité un investisse-

ment public de 327 millions de dinars. M. Seghiri a, également, annoncé que 2.000 autres familles seront raccordées au réseau « en août prochain », dans les communes d'Ouilène, Zaarouria et Tiffech, tandis que 4.000 foyers supplémentaires, situés dans différentes communes de la wilaya, bénéficieront de cette énergie « avant fin 2015 ».

Une enveloppe de 900 millions de

dinars a été accordée à la wilaya de Souk Ahras, au titre d'un programme complémentaire pour raccorder au réseau du gaz naturel, plusieurs communes frontalières. Les différents programmes en cours, en matière de raccordement au réseau du gaz, porteront le taux de couverture de la wilaya de Souk Ahras, actuellement de 62%, à plus de 85%.

TIZI-OUZOU

Faible production de miel

Une production de 3.300 q de miel est attendue, à Tizi-Ouzou, à l'issue de la présente campagne de récolte qui sera achevée en octobre prochain, a-t-on appris, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya (DSA). Cette production reste « faible » pour sa deuxième année consécutive, a estimé le chef de service du petit élevage et de valorisation de la production, à la DSA, Bakhriche Saïd, citant pour cause le « faible taux de pluviométrie et un printemps assez court ». La récolte mellifère, en 2014, dans la wilaya de Tizi Ouzou a atteint les 1.600 q seulement, a-t-il relevé. L'autre cause, à l'origine de la modeste récolte de miel, a-t-il fait observer, est le fait que les apiculteurs de Tizi-Ouzou, qui disposent de 100.000 ruches d'abeilles, destinent la moitié (soit 50%) seulement à la production de miel, alors que le reste est exploité dans la reproduction d'essaims. A cela s'ajoute la perte, chaque saison, d'un taux de 10% d'abeilles. Le prix d'une ruche pleine peut atteindre les 10.000 DA, un facteur qui contribue en grande partie à l'amélioration des revenus des familles paysannes, activant dans la filière apicole, dans



les localités de Yakourene, Azazga, Azeffoune, Irdjene, Ait Aïssa Mimoune, Draâ Ben Khedda et autres, a-t-il observé. Quelque 296 apiculteurs locaux, répartis en groupes de 25 éléments, ont bénéficié, durant le premier semestre 2015, de sessions d'accompagnement techniques d'une durée de trois (3) jours chacune, assurées par l'Institut technologique moyen agricole, spécialisé en agriculture de montagne, de Boukhlafa, a ajouté le même responsable.

SKIKDA

Les préparatifs de l'Aïd ont commencé

Une affluence record est constatée depuis le début du Ramadhan, au marché hebdomadaire de 'El Hadaïk, près de Skikda, un lieu très prisé par les familles skikdies qui préfèrent y faire leurs courses de l'Aïd. C'est surtout la grande diversité de l'offre de vêtements pour enfants et l'attractivité des prix qui font la réputation de ce marché où les femmes, généralement accompagnées de leur progéniture, sont bien plus nombreuses que les hommes.

Des femmes de tous âges y déferlent, en effet, pour s'offrir et offrir à leurs enfants des tenues neuves pour l'Aïd El Fitr ou encore pour acheter les ingrédients nécessaires aux sacro-saints gâteaux de l'Aïd. La rude concurrence entre commerçants venant des quatre coins de la wilaya de Skikda et des wilayas voisines de Constantine, Annaba et Guelma n'est pas pour déplaire aux chefs de famille qui y trouvent leur compte, chaque vendeur s'évertuant à « casser » les prix.

Pour être sûrs d'acheter des vêtements à la taille de leurs enfants, les familles sont, généralement accompagnées de leurs petits, à

l'exemple de Mme Soussène A. (45 ans) qui se dit « déterminée à en finir avec les vêtements pour (se) consacrer aux gâteaux ». Une autre habitante de la place, Mlle Karima G. affirme n'avoir « jamais vu autant de monde ni autant de commerçants dans ce marché », ce qui ne l'empêche par de « scanner » minutieusement les étals en compagnie de sa petite sœur, à la recherche d'un ensemble pour le porter le jour de l'Aïd. Une jeune maman d'une quarantaine d'années qui vient de jeter son dévolu sur une robe de 2.500 DA pour sa fille et un ensemble de 3.000 DA pour son petit garçon, affirme que ces articles lui auraient coûté « le double en ville ». Si les prix sont intéressants, la qualité est loin de faire l'unanimité. C'est, en tout cas, ce que soutient mordicus un couple de jeunes mariés, Karima et Rabah, qui estiment que le marché est inondé d'articles de qualité médiocre provenant de Turquie et de Chine.

Produits haut ou bas de gamme, les parents, dans un cas comme dans l'autre, n'hésitent pas à rogner dans leurs économies pour faire plaisir à leurs enfants.

BATNA

Une récolte record d'abricots

Une récolte « record » de près de 700.000 q d'abricots a été réalisée, cet été, dans la wilaya de Batna, faisant du « millésime » 2015, l'un des tout meilleurs de ces dernières années, a affirmé le directeur des Services agricoles, Mohamed-Lamine Grabsi. Avec un fruit d'excellente qualité, exempt de toute maladie parasitaire, la production a été marquée, cette année, par des rendements de 150 à 250 q/ha, en fonction des zones de culture, a précisé ce responsable. Selon M. Grabsi, la campagne a connu une affluence progressive des transformateurs et des commerçants dans les points de collecte de la récolte, même si le problème du déficit en main

d'oeuvre demeure toujours posé, notamment à Sefiane, Ouled Si Slimane et Ras Layoun. L'actuelle campagne a, également, été marquée par l'entrée en activité de plusieurs petites et moyennes unités de transformation, en particulier dans la commune de N'gaous où 7 unités ont vu le jour, a indiqué le DSA, affirmant que d'autres investissements de cette nature sont projetés dans cette commune.

La wilaya de Batna compte 5.000 producteurs d'abricots exploitant 4.500 ha, dont 4.300 productifs. Cette arboriculture est concentrée dans les zones de N'gaous, Ouled Si Slimane, Ras Layoune, Aïn Touta, Beni Fedhala, Maâfa, Menaâ et T'kout.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 ramadhan 1436				
El Fedjr 03h48	Dohr 12h53	Assar 16h45	Maghreb 20h13	Icha 21h52



APARTEMENTS

■ Cherche à acheter un Appartement ou une Maison à ORAN ou les environs - Tél : 0661.21.26.25

■ Des appartements à vendre à Akid Lotfi - ORAN - finis et actés - accepte crédit bancaire ou paiement par tranches - Tél : 0661.21.26.25

■ A louer Appart F4 à Salamandre, toute commodité, 5^{ème} étage et à 50 m de la plage - Tél : 0556.43.11.88

■ Vends appartement Acté de type F2 aménagé en F3 avec une grande cour au Rez-de-chaussée dans une résidence à Bouisseville - Ain El Turck - Tél : 0551.18.74.27

■ Loue un F3 double façade, meublé et équipé avec 03 balcons vue sur mer, parking gardé jour et nuit. Eau H24, parabole, avec Internet - Ain El Turck - ORAN - Tél : 0699.19.75.40

■ AG. Le Gd Bleu - 0668.95.22.02 - Nous mettons en Location des Apparts F2 meublés pour la saison estivale (Ain El-Turck) ORAN (Stés + Entreprises + Particuliers ou en Familles)

■ Pour vos vacances, près de la plage de Cap Falcon (Ain El-Turck - ORAN) loue Apparts F2 et F3 entièrement équipés, terrasses avec vue sur mer, garage. Possibilité location courte durée - Tél : 0774.42.78.56 - 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■ A louer Plus. Apparts F2 et F3 équipés à PORT-SAY / TLEMCCEN. Coin tranquille à 200 m de la mer. Prix raisonnable - Tél : 0793.99.81.52

■ Vends ou Echange contre 2 Apparts LSP : F3, 7^{ème} étage mitoyen donnant 4^{ème} Périphérique. 01 Appart AADL F4 16^{ème} étage vue imprenable avec ou sans meubles - contre petite villa - Tél : 0673.54.16.11

■ Loue à Cap Falcon (Ain El-Turck) durant saison estivale : Apparts meublés et clim ainsi que Chambres meublées avec cuisine + SDB dans Villa Gd Stand. Eau H24 - Garage assuré - Tél : 0771.59.40.47

■ TLEMCCEN : A vendre appartements au 1^{er} et 3^{ème} étages à ORAN en cours de finition, quartier Kiffane, Lotissement Kara Slimane - Tél : 0550.414.600

■ Mets en location : F3 Carreaux dans une maison individuelle 3500 / F2 Rue Dumanoir RDC 25000 DA - Agence Immo. DJIWED EL ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■ Loue pour saison estivale à Marsa Ben M'hidi (02) deux appartements de luxe 100 m² standing, pieds dans l'eau, équipés avec garage et terrasse pour famille - Tél : 00213.553.79.62.27

■ Vends F5 bien situé à la Cité Protin. 4^{ème} étage. Double façade - Bon voisinage. Téléphone. Internet - Nous contacter au N° : 0775.11.50.33

■ Location Apparts meublés : F3 C. SDB côté lycée Lotfi + F4 C. SDB Rue Khemisti + F4 C. SDB Akid Lotfi + Villa meublée 400 m² St-Hubert - AG. BENSALID - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■ CAP BLANC près d'ORAN : Loue appartements meublés et équipés - Eau H24 - Tél : 0794.95.01.62

■ Loue bel Appart F4 meublé à 100 m de la plage à Bouisseville (Ain El Turck) pour Juillet - Août - Septembre - Pour Visites et Réservations contacter le : 0542.45.03.56 ou 0549.55.00.98 - Prix après visites

■ Vends F3 aménagé F4 à Dar El-Beida juste derrière la salle des fêtes Afrah El-Djazaïr - 5^{ème} étage - 65 m² - Tél : 0561.09.58.79 - 0557.73.67.39

■ URGENT : A vendre un F4 au 2^{ème} étage à Canastel Coop. El Moudjahidine - Acté - dans une villa de 159 m². P : 1,650 U Nég. + Loue F4 au 1^{er} étage Villa 7 U/ Mois Nég. - Tél : 0696.25.10.08

■ Saison estivale : Résidence familiale loue des Appartements F1 - F2 équipés luxueusement. Vue sur mer à Bousfer-plage corniche ORAN - Tél : 0550.45.68.03

■ Loue F3 meublé face la mer 4^{ème} étage - Loue F4 RDC Akid Lotfi refait à neuf - Tél : 0795.17.81.17

■ Vends Appartement F2 - Acté - 2^{ème} étage à côté Place des Victoires - ORAN - Tél : 0770.74.89.41

■ Loue des Apparts meublés et équipés. Toutes commodités. Garage. Eau H24. Quartier très calme pour famille à Trouville - Ain Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ Loue saison estivale à MERS EL-HAD-JADJ - ORAN : F1 - F2 - F3 standing - Pieds dans l'eau, équipés, pour famille - Tél : 0552.12.20.12

■ Vends bel Appart F3, 72 m², Misserghine, très ensoleillé. Bon voisinage. Acté + L.V. Parking individuel. Tél. + internet + grand débarras - Mob : 0560.19.41.25

■ Loue F4 meublé RDC Dar El Beida (Zitoune). Parking assuré. Toutes commodités - Tél. 0697.45.54.38

■ A vendre Appartement situé à cité les Falaises Gambetta - ORAN - en face Hôtel Ibis. F3 - 80 m² de surface - Contact : 0555.03.01.36 - 0560.04.92.82

■ Loue pour saison estivale 10 J - 20 J - 30 J : Studios - Appartements équipés - Eau H24 - Quartier résidentiel calme à 300 m de la plage de Trouville - Tél : 0771.75.32.76

■ S. BEL ABDES : A vendre très bel Appart F3 - Acté - Situé à Cité 56 Logts S. Djillali. 2^{ème} étage. Sup 70 m². Refait à neuf. Toutes commodités - Mob : 0661.112.374

■ P. vend Appart luxe Duplex F4 - 5^{ème} + 6^{ème} étage - 104 m². Cité fermée, sécurisée à Haï Yasmine 2 à côté 4^{ème} Périphérique - ORAN - Tél : 0554.022.881

■ Dans une résidence : Vends Appart F3 avec garage individuel - Très bien aménagé - Yasmine II en face Hasnaoui - Tél : 0557.40.97.65

■ Vends F3 meublé à ORAN Cité Monte-Carlo. 6^{ème} étage avec Ascenseur. Refait à neuf. Toutes commodités. Double façade. Très ensoleillé - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0560.63.45.63 / 0542.71.42.60

■ Location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés dans résidence toutes commodités (Restaurant - Sauna - Cafétéria...) à Paradis-plage - Ain Turck - Tél. 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

VILLAS

■ Vends Maison d'une superficie de 230 m² sur Terrain de 700 m² en angle, 3 façades, sur 2 niveaux, située au quartier de l'Hippodrome St-Eugène - Tél : 041.46.21.42 - 0558.38.61.51

■ TLEMCCEN (REMCHI) : Vends Villa 280 m². R+2 - 2 façades + 2 garages - Prix après visite - Tél : 0554.24.09.50 / 0663.52.92.76

■ A vendre Villa 150 m² R+2 + belle terrasse, situé à HASSIANE TOUAL. RDC : grand garage - Tél. 0661.21.45.99 - prix intéressant

■ A louer Villa les Palmiers de 500 m² avec piscine - Bien située - Tél. 0555.22.11.00

■ A vendre Immeuble de Vacances à M'sirda (Plage de Sel) R+4 (3 Appartements indépendants) - Vue imprenable sur la mer et la montagne - Tél. 0770.31.60.80

■ Vends grande Villa Haï Si Redouane (La Lofa) R+2 plein Sud. Deux façades. Tout confort et sécurité - Tél. 0770.31.60.80

■ A vendre M. Maître R+1. Construction récente. Surf. 300 m². Faç. 10 m. Couloir des marchands de cuir et tissus à Cité Petit - ORAN - Tél. 0779.31.61.92

■ A.V. Maison de Maître R+1 à Delmonte (Pièces détachées) ORAN - A.V. ou Echange Ferme (30 Ha) BOU-FATIS - Tél. 0551.46.04.46

■ Vends : Villa Bousfer-Village 400 m² construit 260 m² R+1. Bien située. 1 F4 - 2 F3 - 1 F2 - garage - jardin - Tél. 0661.20.51.37

■ Vends ou Ech. ou Loue à ORAN pour période estivale : Maison 4 Pces. 150 m² + haouch + terrasse à Sidi Benyabka, toutes commodités, à 20 Km d'Oran et 5 Km de la plage - Tél. 0560.72.61.81 - 0771.91.86.35

■ A vendre Maison de Maître. Sup. 144 m². Double façade. R+1 - R : F3 + garage + jardin + cour à Cité Amel - KARMA ORAN - Tél. 0796.76.29.42

■ Bonjour : Je vends une superbe villa de haut standing d'une superficie de 250 m² sur la commune de MOHAMMADIA (Wilaya MASCARA) - Pour plus de renseignements contacter au : 0551.73.28.94

■ A vendre Maison de Maître Sup. 50 m² à Senia + Studio modifié en F2 à Cité Yaghmoracen - Prix les deux : 750 Millions DA - Tél. 0795.41.89.34

■ AG. Le Gd Bleu - 0668.95.22.02 - Vend : 2 Villas avec piscine (800 m² + 1200 m²) + 2 Villas (204 m² + 216 m²) + 1 F2 + Terrains 120 m² + 230 m² + 190 m² à Bousfer-plage + M.M. à Hassi Mefsoukh 105 m² R+1

■ Vds à ZABANA - ARZEW : Carcasse 200 m². Plate forme et piliers. Vue panoramique sur mer - Acté avec Permis de Construire - Tél. 0795.30.99.93

■ A vendre R+3 (Villa R+1) 2 + Appartements F3 avec une entrée indépendante à St-Eugène Hippodrome - Pour tout renseignement, veuillez contacter : 0775.70.12.94

■ MOSTAGANEM : Loue pour saison estivale et pour famille Rez-de-chaussée de Villa 200 m² meublé avec toutes les commodités, internet et à 200 m de la plage - Tél : 0551.27.15.24

■ Vds Villa R+3 - 207 m² avec sous-sol, située à 40 m de Gd Bd Route Belgaïd. Coop. Panorama. S/Sol : 207 m² - R.-Ch. : 170 m² - 1^{er} étg. : F5 167 m² + terrasse - 2^{ème} étg. : F5 167 m² - 3^{ème} étg. : F3 80 m² + terrasse - Tél : 0561.69.87.75 - Prix après visite

■ A vendre Maison 500 m². 2 façades (28 x 22) m - HASSI BENOKBA : 20 Km d'ORAN - Tél : 0772.67.42.35

■ Vends M.M. bien aménagé au bord de la mer (pieds dans l'eau) à Claire-Fontaine - Ain El Turck - ORAN - Tél : 0541.63.53.57 - Prix après visite

■ Canastel en plein axe : Loue beau Niv. Villa F4 1^{er} étage + Loue Studio + Vends belle Villa R+2. Gar. + Jard. + D.F. - à bon prix - Tél : 0796.55.79.30

■ Vds / Echange villa. Actée. 400 m² à SIG. 4 Ch. + Sal. Cuis + SDB (équipées) + Conserverie d'olives (Equipements et Machines) Bureaux + Ch. Froide - contre Local ou Appart à ORAN - Tél : 0661.63.08.80

■ B.C.C. Vend Villas : à Canastel N.C. 260 m² R+1 avec un grand jardin. 6 M 500 - 200 m² à Pépinière N.C. avec garage sous-sol. 5 M 500 - Tél. 0556.87.14.20

■ Vends Villa 144 m² Douar Boudjemaâ (Chahid Mahmoud) 8 m de façade de 112 m² bâtie. RDC : garage de 4,50 m de haut - 1^{er} fini - 2^{ème} : Dalle + Entourage - 3^{ème} : Piliers seulement - P.D. 2,3 U Nég. - Tél. 0552.42.14.89

■ A vendre Carcasse 220 m². Actée. R+1 à Belgaïd (Bir El-Djir). Façade 10 m. Cour. Jardin - Reste Finition - Tél : 0551.02.65.44

■ A vendre Maison de Maître. 130 m². 2 façades - en face l'école - Rez-de-chaussée fini - 1^{er} étage : les piliers avec l'entourage - Actée - à Fleurus - Haï El-Istiklal - Tél : 0772.76.71.10

■ Vends Carcasse 96 m². Double façade - Misserghine en face quartier chinois - Prix après visite - Tél. 0770.51.44.18

■ Vente d'une Maison de 250 m². 3 Chambres. 2 Garages. Cour. Puits - à Benfréha - Offert 12 M - Tél. 0554.07.00.78

■ A vendre une Maison de Maître - Actée - Superficie 125 m² - R+2. Finie à 70% - située à côté de la nouvelle Daïra de Bir El Djir - ORAN - Tél. 0770.53.06.12

■ Vends Villa R+1 - 225 m² - Actée - Nouvelle construction. Double façade, près du Boulevard Millenium - Haï Khemisti - ORAN - Tél. 0561.08.09.26

■ A Fernandville ORAN : Vends Villa 210 m² nouvelle construction : 4 Chambres. 2 Salons. Cuisine équipée + séjour. Hammam + SDB. 2 WC - Avant-cour et Cour - Sous-sol pour 5 voitures - Tél. 0559.88.53.03

■ Vente villa 550 m², 16 m de façade Cave + R+1 construite 1978 Les palmiers Tél : 0770.51.27.43

EMPLOIS

■ Ecole privée EL HAYAT SCHOOL Place Fontanelle - GAMBETTA - recrute Profs retraités Primaire - Moy. - Sec. (T/matières) - Se présenter avec CV

■ Bureau d'Etude Statistique à ORAN cherche un Directeur de production et planification ORAN - ALGER, maîtrisant fichiers de données, sérieux et dynamique, expérience dans le domaine souhaitée - forstat_emploi@forstat.dz

■ Recherche des Vendeurs pour la vente des Boissons avec expérience à ORAN - Tél : 0541.95.46.83

■ Société Taxi cherche Chauffeurs diplômés, posés, avec expérience de conduite - Tél : 0779.09.57.78 - 0778.15.98.47

■ Recherche Coiffeuse qualifiée, sérieuse et dynamique - sise à Plateau - Contactez le N° 0557.86.07.60

■ Ent. Privé sis à ORAN recrute dans l'immédiat : Un Chef de chantier expér. + 5 ans Ing. G. Civil - Env. C.V. : 041.77.92.55 - Tél : 0772.53.83.63 - 0771.33.02.69

■ Un Institut de beauté cherche Coiffeuse qualifiée - à côté de Sheraton - Tél : 0560.98.77.95 - 0799.09.58.42

■ Entreprise sise à ORAN recrute un (e) Assistant (e) de direction, expérience exigée, bon sens de communication, maîtrise parfaite de la langue française & anglaise - Envoyer CV par email : assistant.31000@gmail.com

■ SARL ALLAL Multimédia Sécurité cherche Installateur qualifié dans le Système Vidéosurveillance - Alarme et Incendie - Email : ams_dz@yahoo.fr ou Tél/Fax : 041.67.36.24

■ Société recrute des Techniciens en : Architecture - Génie Civil - Hydraulique et Plomberie - Mail : contact@brumalgerie - Fax : 041.28.71.83

■ Entreprise privée recrute un Chauffeur Lourd / Camion à benne (6x4) dans la région d'ORAN - Expérience exigée minimum 05 ans - Tél : 0550.80.84.77

■ Sté de distribution à la Zone Industrielle d'Es-Senia (ORAN) recrute : Assistante Commerciale - Assistante Qualité - Expérience souhaitée - Merci d'envoyer CV avec photo : grhmbx@gmail.com

■ Ecole privée EL HAYAT SCHOOL Place Fontanelle. GAMBETTA : Recrute Médecin scolaire - Se présenter avec C.V.

■ Importante Société Privée sise à la Z.I. de Hassi Ameur : Recrute dans l'immédiat Ingénieur en automatique. Expérience exigée - Joindre votre CV détaillé avec Photo au : rhrecrutement3100@gmail.com

■ Importante Société de fabrication de Réfrigérateurs sise à la Z.I. de Hassi Ameur : Recrute Responsable de maintenance polyvalent. Expérience exigée - Envoyer CV détaillé avec Photo par email : rhrecrutement3100@gmail.com

■ Recrute Monteur de Meubles. Pose Cuisines, Dressings - Jeune et motivé - Maraval - Tél. 0560.08.28.87

VEHICULES

■ Cherche Location des Fourgons avec ou sans chauffeur à ORAN - Tél. 0541.95.46.83

■ Achat Véhicules Accidentés ou en Panne, Légers ou Lourds - Tél. 021.91.35.62 / 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82

■ Vds PASSAT CC - 37.000 Km - 2013 - Couleur noire 4 saisons - Avec Carte Grise 31 - Pas d'accessibilité - Toutes options - Tél : 0795.30.99.93

■ Vente Véhicule KIA Pregion Ambulance. Année 2004 - Tél. 0775.90.12.23

■ A vendre Véhicule de marque HYUNDAI Atos la GLS - Année 2011 - Première Main - Tél : 0770.31.07.49

FÉLICITATIONS

Bravo

BENAÏCHA

Yasmine

pour ta réussite



au Baccaulauréat (Académie de Versailles).

Ta mamie, ton papa et toute la famille BENAÏCHA te souhaitent

bonne continuation et que d'autres succès suivent.

FÉLICITATIONS




La famille AZZI félicite ses enfants

AKLI AGHILES et CHAHINEZ

pour leur réussite au BEM et leur souhaite d'autres succès à l'avenir.

السلام عليكم ورحمة الله

نتقدم كل من عائلة معروف وعائلة برادعي والأساتذة بمناسبة نجاح في شهادة التعليم المتوسط

ابنتهم "يوجلال براج فراح" بتقدير "امتياز" تمنى لها حظ موفق ودرج طويل مملوء بالنجاح والتوفيق إن شاء الله وخاصة أمها السيدة معروف أمينة تمنى لها مستقبلًا زاهرًا إن شاء الله.



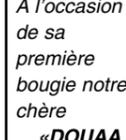

ANNIVERSAIRE

A l'occasion de sa première bougie notre chère

«DOUAA RAOUDA»

les familles FARADJI, BENADLA et AID lui souhaitent une longue vie pleine de bonheur, de prospérité et de santé.

Ton papa et ta maman qui t'aiment



ANNIVERSAIRE

Le 10 Juillet notre cher et adorable

MEBERBECHÉ

Mohamed

Yacine

soufflera sa quatrième bougie.

A cette occasion, toute sa famille lui souhaite un Joyeux Anniversaire et une longue vie.

A tes 100 ans.

Tes parents qui t'aiment



Grande surface de Meubles et d'Articles de décoration d'intérieur Es-Sénia

Recrute dans l'immédiat :

- 1- Superviseurs de surfaces commerciales
- 2- Cadres en Marketing / Merchandising
- 3- Cadres en Communication
- 4- Chargées de Clientèle
- 5- Caissières

Il est exigé :

- Diplôme dans la filière
- Expérience souhaitée de 3 années
- Bonne présentation et bonne élocution pour les postes 4 et 5

Transmettre CV + photo récente à : ressources.h.dz@gmail.com

AI Weessem

100, Bd Mostefa Benboulaïd H. Khemisti (face Clinique Hikma) Oran
Tél : 041.62.23.36 // 06.61.44.82.79 // 07.71.08.17.38

TUNISIE « Hammamet »
11 Jours en Demi-Pension Héberg. Htl 4 ****

A partir de 54.900,00 DA / Personne

Du 25/07 au 04/08/15 == Du 02/08 au 12/08/15
Du 10/08 au 20/08/15 == Du 18/08 au 28/08/15

VOYAGES ORGANISES

TURQUIE 8 J / 7 Nuits & 12 J / 11 Nuits
Départ ORN IST le 08 et le 15 Août

MAROC 8 J / 7 Nuits
Départ ORN CASA le 06 et le 13 Août

GFAF VOYAGES

Oran : 041 400 400 M. 0561 65 21 15
Tlemcen : 043 27 60 60 M. 0561 65 03 70
Maghnia : 043 49 52 31 M. 0561 69 47 63
www.gfafvoyages.com M. 0550 24 92 18

FÉLICITATIONS

Les familles BENYAMINA et BOURRICHE félicitent leur fils

ABDELKADER

pour avoir réussi l'examen du BEM avec brio et lui souhaite beaucoup de réussite dans le cycle secondaire. Ton père, ta mère ainsi que tes frères Mohamed Hichem et Mustapha El Habib sont fiers de toi. A d'autres succès INCHA'ALLAH.

La famille BENYAMINA



FÉLICITATIONS

Double joie dans la famille LOUATI

NADJET

a soutenu et obtenu son diplôme d'Ingénieur en Télécommunications haut la main et l'occasion est plus puisque

INES

a obtenu son Brevet d'Etude Moyen. Nous tenons, familles et proches, à les féliciter et que la joie procurée perdure.




LOCAUX

■ A louer une Chambre froide « Négatif - Positif » jusqu'à -20 - Capacité 110 m³ - située à SENIA - ORAN - Endroit goudronné - Tél. 0551.17.02.33

■ Loue Chambre froide « Positive » 70 m³ - Haï Nakhil nouveau marché Aïn Turck - ORAN - Tél. 0771.74.20.97

■ A louer grand Magasin - Convient pour Pâtisserie - Pizzeria ou tous commerces - situé sur grand Bd commercial - Tél. 0773.61.31.39 - 0775.92.10.21

■ Vente ou Location d'un Local commercial de 21 m² situé à Cité Chouhada Haï Es-Sabah - ORAN - doté de : Gaz - Eau - Electricité - Tél. 0773.34.00.52

■ A.V. Local commercial 80 m² à côté de l'hôtel Cham's à Aïn El-Turck - Tél. 0555.20.04.60 - 0550.46.18.22

■ Vends Locaux : 40 m² et 38 m² Miramar Rue de Nancy - 75 m² Haï Yasmine - 120 m² Av. d'Oujda - 200 m² l'Hippodrome - 200 m² St-Charles - 78 m² Choupot - AG. BENSALD - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■ Loue à Haï Sabah ORAN : Local 55 m² bien aménagé avec une arrière-boutique comprenant chambre, cuisine et sanitaires - convient pour toute type d'activité - Tél. 0551.02.74.35

■ Local à louer Cité Maraval à côté de la Mosquée BENAÏCHA - Superficie 20 m² - Tél. 0773.10.89.79

■ ORAN : Local à louer 35 m² + Soupe 9 m². Sanitaires. Petite cuisine. Cité des enseignants Hay Khe-misti à côté de Plaza - Milinium - Tél. 0560.36.69.99

■ Vends 02 Locaux bien aménagés avec sanitaires, à Plateau - ORAN - Sup. 62 m² et 23 m² - Prix après visite - Tél. 0541.63.53.57

■ Vends ou Loue un local 200 m² en plein centre-ville d'ARZEW avec Possibilité de construire au-dessus - Possibilité de Promesse de vente ou d'Association - Tél. 0661.45.82.97

■ Vends Local 33 m² Cité Ghis Mohamed (La Marina) à Cap Falcon à 200 m Hôtel Eden, à 5 min de la plage. Convient pour studio - Tél. 0770.91.79.16 - 0772.46.99.84

■ Loue en face nouvelle Cour de Justice USTO : 1 Plateau de 16 Bureaux - Tél. 0558.27.67.51 - Après 20 H - Vends au même endroit 2 F3

TERRAINS

■ A vendre Terrain urbanisable de 10.000 m² à Bousfer-Village à 80 m de la Route Nationale vers Bousfer-plage. Vue sur mer - Idéal pour Promot. ou Site touristique. 10.000 DA/m² Nég. - Tél. 0555.22.11.00

■ A Fernandville ORAN : A vendre Lot de Terrain 602 m² - 2 façades 25 sur 24 - Tél. 0559.88.53.03

■ A Fernandville ORAN : A vendre Lot de Terrain 602 m² - 2 façades 25 sur 24 - Tél. 0559.88.53.03

■ A vendre Terrain de 233 m² dans un quartier résidentiel à cité militaire Sénia - 11,50 m de façade - PD : 2 M - Tél. 0555.90.45.35

■ Vends Terrain Agricole 700 m². Acté avec Habitation de 3 pièces + petit hangar + puits + électricité... situé à TAFRAOUI - ORAN - Tél. 0771.51.78.15

■ AG. OFOQ. Vend Lot 227 m² 1 Faç. BRAYA - Vend F4. 3^{ème} étage SENIA - Tél. 0771.15.17.61 - 0778.50.56.33

■ Vends 2 Lots de Terrain Sup. 200 m² et 160 m² à Boutlélis + Terrain 200 m² à Misserghine - Tél. 0558.31.76.59 - 0558.37.33.75

■ Vends 02 Lots de Terrain. Actés - Viabilisés - dans une résidence clôturée à la nouvelle extension de Bir El Djir à un prix intéressant - Contacter le 0555.033.383

■ Vends des Lots à bâtir à Sid El Bachir Commune de Bir El Djir - ORAN : 138 m² + 154 m² (35.000 DA/m²) - 164 m² (20.000 DA/m²) - 157,5 m² (25.000 DA/m) - Acte + Livret foncier - VRD à suivre - Tél. 0555.22.11.00 - 0555.11.73.05

■ A vendre à TLEMCEN : 2 Lots de Terrain de 250 m² et double façade chacun avec P.C. - Situés sur la Rocade à côté de la Cité 2000 Lits filles - Tél. 0555.11.73.74

■ A vendre à FRENDA centre-ville à proximité de l'hôpital : Un Lot de Terrain de 153 m². Deux façades parallèles - Acté - Viabilisé et clôturé - Tél. 0557.22.76.52

■ Vends Terrain 200 m² Coopérative SARA - CANASTEL - Tél. 0550.59.01.57

■ Vends des Lots de Terrain à Sidi Maârouf - W. d'ORAN : 156 m² - 232 m² - 1.000 m² - Tél. 0550.94.02.92

■ Vends Lot de terrain 150 m² à Canastel - ORAN - Très bien situé - Intermédiaire s'abstenir - Tél. 0560.63.45.63 / 0542.71.42.60

DIVERS

■ Je cherche un Financier pour le financement d'un Projet et étudie toute proposition - V. contactez le : 0773.11.84.94

■ Société de transport privée vous propose ses Services : Véhicule léger + Chauffeur pour tous vos déplacements courts et longue distance même aussi Transport des Courriers... etc. - 0550.025.226

■ Bonjour : Je vend un Lot de Canapés de luxe de marque Cuir Center (Groupe Roche Bobois) - Veuillez me contacter au : 0033.781.561.362

■ Possède Matériel de coiffure Homme à vendre : Rue SAAD EL HACHEMI Aïcha N° 19 - Haï Choupot - Contacter : 0558.45.53.21



MOBICAM

Mobilier de bureaux

Fabricant de tous types de meubles

Les bonnes affaires 2015

GAMME PRO



✓ Un excellent rapport Qualité & Prix

✓ Un grand choix de design de couleurs et de matériaux (melaminé, MDF, High_Glass)

✓ Produits garanties 02 ans

✓ Un mobilier haute gamme

Alors, pourquoi payer plus cher !?

Nouvelle adresse

Ancien Show room MOBICAM

Mosquée Fatima

Nouveau Show room MOBICAM

CEM Tandjaoui

CNAS

Show room & bureau commercial
04, rue Memphis (face au portail école Ben Abderrahmane), Gambetta - Oran
Tél. & fax: 041 53 44 26 / 041 53 26 94
Mobile: 0560 09 78 10 / 0770 87 52 40
benallal.ahmed@gmail.com

PENSÉE
Le 09 Juillet 2005 nous a quittés notre très cher et regretté père et grand-père **BELHACHEMI Mortada**. Comment oublier ce grand homme que tu as été, juste, sage, gentil et tellement courageux. Tu nous as tant aimés et nous t'avons aussi tant aimés. Tu es toujours présent parmi nous dans nos cœurs et nos mémoires. En ce douloureux souvenir de ta disparition, la petite famille demande à tous ceux qui t'ont connu, aimé et apprécié d'avoir une pieuse pensée en la mémoire. Puisse Dieu Tout-Puissant t'accueillir en Son Vaste Paradis. Repose en paix Papy, tu resteras toujours vivant dans nos cœurs. Ta petite-fille Imène **BELHACHEMI**



REMERCIEMENTS
Les familles **MEGUENNI - KHODHEIR - BENTOURA - CHERGUI - KEBAILI - MADANI et KANOUN** remercient profondément les parents, amis, voisins et collègues qui ont compati à leur douleur et leur ont témoigné leur sympathie à la suite du décès de leur chère et regrettée mère : **HADJA NINA MEGUENNI**, survenu le 20/06/2015 à l'âge de 83 ans. Qu'ALLAH lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.



PENSÉE
Madame **BEKOUICHE MAHDJOUBA** dite **HBIBA**. Cela fait deux ans que tu m'as quittée à jamais laissant derrière toi un vide immense que personne ne pourra combler. Tu étais la mère, la fille, le père et le fils pour moi, et tu étais notre soutien indéfectible. Ton amour me manque, ton absence est très pénible à supporter, ton départ a fait basculer mon monde. Tu me manques énormément. Je demande à toutes celles et ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire ; je t'aime plus que tout maman, tu me manques tant ; tu es dans un monde meilleur. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. Ta chère fille **BACHIDA** La famille **BEKOUICHE et BENKERACHA**



AIR ALGÉRIE CONDOLÉANCES
Le Directeur Régional, la Section Syndicale, le Comité de Participation et l'ensemble des Travailleurs d'Air Algérie DROA, profondément attristés par le décès du père de notre collègue **Mme ARROUDJ AOUDA**, lui présentent ainsi qu'à sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

■ Vends : Tour CNC IMTS/TX 200 - EP 1500 Tourelle 12 outils - Tour Par. EP 2000 - Fraisuse Univ. MOMAC - Scie à ruban SHARK 310 AX automatique 240/320 - Compresseur d'air à vis 2000 L/mn 10 bars - Perceuse radiale Bras 1600 Diam. 50 - Tél. 0541.93.92.37

■ Vends : Presse excentrique 100 T col de cygne - Presse Hyd. 150 T col de cygne - Presse plieuse OMAG 3050/6 mm - Cisaille Guillotine OMAG 6050/6 mm - Soudeuse à roulettes 2 x 1,5 mm - Postes à souder MIG CEA 400 A - Tél. 0541.93.92.37

■ Loue Licence de Cafétéria à ORAN - Tél. 0554.32.44.72

■ Dame Médecin Urgentiste : Donne Consultation Soins à domicile Formation et Compétence pour Prise en charge psychologique Jeunes en difficultés ou échecs scolaires. Ouvert H/24 et après Ftour - ORAN - Tél. 0776.73.27.88

■ Association Arrad El-Irrada ouvre ses portes pour Crèche d'été et Colonie de vacances (piscine) même pour les cas particuliers (Autistes) (Coran - Cuisine - Peinture - Travaux M.) Castors - ORAN - Contacter : 0556.77.88.43

■ Salon de coiffure Dames vous propose une Promotion BOTOX pour cheveux et Lissage brésilien pour tous types de cheveux même pour Enfants - Tél. 0778.22.94.60

PENSÉE
A notre très chère tante **Nadia GHASSOUL - OUHIBI**. Notre mémoire garde toujours vivace chaque instant partagé et nos cœurs ne cessent d'éprouver le vide de ton absence. Repose en paix tata **NADIA** adorée. Nadir et Yasmina **GHASSOUL**



PENSÉE
C'est toujours avec tristesse quand arrive le 10 Juillet, date à laquelle nous a quittés jamais notre père **NEBATTI HADJ BACHIR**. Le vide que tu as laissé est immense. Personne n'a pu t'oublier ni ta famille ni tes amis, surtout tes enfants. ALLAH Yerhmak **HADJ BACHIR** Ta famille



PENSÉE
A la mémoire de notre chère regrettée grand-mère **TSOURIA BELAID Fatma dite Khadija née KHATIR**. Il est difficile de croire que cela fait un an, le 09/07/2014, que nous lui avons dit au revoir. Le temps passe, la douleur ne disparaît pas mais la pensée reste. En ce jour qui a marqué nos esprits, je voulais que tu saches que nous pensons très fort à toi... Tu as laissé un grand vide que nul ne remplacera, tu seras toujours présente dans nos cœurs. En cette douloureuse journée, on demande à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, t'accueillir dans Son Vaste Paradis. Tes petits-enfants : Salhi, Nawel, Sara, Faïza et Imed qui t'aiment



DÉCÈS
La famille **ZEGHOUDI : Sid Ahmed - Mohamed et SAKER** Boumedienne ont la douleur de vous annoncer la perte de leur cher et regretté **ZEGHOUDI AMINE**. Il a été enterré le 06-07-2015 à Aïn Bayda. Domicile mortuaire : 48, Rue Mekki Si Ibrahim - Haï Badr - Cité Petit - ORAN. إن الله و إنا إليه راجعون



DÉCÈS
La famille **HAMANE** d'Oran annonce le décès de leur mère et grand-mère **Mme SAID AMEUR Sadia épouse CHAHID HAMANE AREZKI** le 06-07-2015 enterrée au cimetière de Aïn El Beïda - ORAN. Ina Lillah Oua Inna Ilayhi Radjioun إن الله و إنا إليه راجعون



DÉCÈS
Toute sa famille, ses enfants, fille, fils, neveu, ses petits-neveux, ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur cher et regretté **AMAR BAHIDA ABDELLAH** (Ancien retraité du CHU Oran) âgé de 87 ans décédé le Mercredi 01 Juillet 2015 et enterré le 02 Juillet 2015. Repose en paix.

PENSÉE
HADJ SAHRAOUI BAGHDAD nous a quittés à jamais le 03 Juillet 2015 pour un monde meilleur. La douleur est forte et intense. La peine est très grande. Ton absence pèse. Les larmes ne veulent pas sécher. Ton épouse et tes enfants **Dino - Samir - Sofiane et Hichem** demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour toi. Qu'ALLAH, Le Tout-Puissant, t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en son Vaste Paradis. La famille **HADJ SAHRAOUI d'Aïn El Turck et El Ancor**



PENSÉE
Cela fait une année, le 09 Juillet 2014, nous a quittés notre chère mère, grand-mère et arrière-grand-mère **Mme OULD KADI Badra** laissant derrière elle un très grand vide. Nous ne t'oublierons jamais. Repose en paix. الله یرحمک

40ÈME JOUR
A la mémoire de notre cher père, grand-père et époux. Cela fait déjà 40 jours que nous a quittés **EL-HADJ BENBAKKAR BELHIA (Dit Rachid)** parti pour un monde meilleur. Toute la famille n'arrive pas à réaliser que tu n'es plus parmi nous, tant il est vrai « qu'à Dieu nous appartenons et qu'à Lui nous retournons ». Que tous ceux qui t'ont connu aient une pieuse pensée pour lui et prient Dieu de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Les familles **BENBAKKAR et KHALDI**



Recherchons pour achat

- **UN CABANON ou UNE MAISON Situés à Kristel ou à Aïn Franin.**

Les personnes sont priées d'appeler au Numéro de Mobile suivant : **0554.53.56.92**

Importante Société cherche
Un Comptable sexe masculin expérimenté.

Conditions de recrutement :

- Libre de suite.
- Sexe masculin.
- Niveau universitaire.
- Expérience exigée.
- Maîtrisant le système comptable financier SCF (c'est indispensable).
- Maîtrisant l'outil informatique.
- Dégagé du service militaire.

Avantage :

- Salaire selon compétence.
- Couverture sociale.
- Transport assuré.

Prière nous envoyer vos CV par Fax au numéro **040.23.96.00** ou par mail à l'adresse suivante : **latifa.sapeder@yahoo.fr**

Selon le chef de l'exécutif Les problèmes d'AEP réglés avant la fin de l'année

A. Mallem

À l'issue de la visite qui l'a mené hier dans les communes de Hamma-Bouziane et Didouche-Mourad, M. Hocine Ouadah, wali de Constantine, a promis que le problème de l'eau potable de l'ensemble de la population de la wilaya sera réglé d'ici la fin de l'année. «Mis à part un nombre situé entre 300 et 400 habitants éparpillés dans des zones rurales, Constantine est parée définitivement. Pour ce qui reste, a indiqué le wali, il y a des programmes de mise en place de réservoirs et des réseaux d'amenée. En ce qui concerne les routes, le wali a reconnu en parcourant certains axes, que beaucoup nécessitent des travaux de réhabilitation. Le problème se pose en particulier à Hamma-Bouziane, Zighoud-Youcef et Ibn-Ziad. Selon lui, les causes sont dues aux glissements de terrain et pour remédier à cela une étude a été élaborée pour engager des travaux de consolidation des voies de communication.

Parlant de l'habitat, il a cité le ministre du secteur en disant qu'en terme de réalisations Constantine figure parmi les cinq premières wilayas du pays «et nous nous félicitons du niveau auquel nous sommes parvenus». Mais pour l'habitat rural, le wali a été plus prolixe en assurant que le problème tient d'abord au foncier. «Il se trouve actuellement que par

endroits cela pose problème parce que les expropriations n'ont pas été engagées, et quand elles l'ont été elles n'ont pas abouti». «Là où le coup est parti, nous allons régulariser, mais là où les programmes n'ont pas encore démarré il est inadmissible et anormal que l'on sacrifie des terres agricoles pour construire des logements. Nous allons tout simplement proposer à ces personnes qui ne disposent pas de terrains d'assiettes et qui ne peuvent construire sur un terrain qui ne leur appartient pas, et à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un terrain à vocation agricole, des formules de relogement en fonction des revenus de chacun, maintenant que nous avons la possibilité de répondre à tous les segments de la demande sociale.

Le wali déclarera que pour l'année 2015, la wilaya a obtenu une enveloppe supplémentaire de 2 milliards de dinars qui viennent s'ajouter aux programmes antérieurs. Il y a un certain nombre de communes qui ont transmis leurs dossiers et nous attendons que le reste suive et que Constantine ait maintenant les moyens de faire face aux besoins de son développement.

Répondant à un journaliste, M. Ouadah précise qu'en matière d'investissements la wilaya de Constantine dispose de trois programmes de mise à niveau, d'extension et de création de zones industrielles qu'on appelle maintenant «les parcs industriels», sites

qui totalisent environ plus de 600 hectares -ce qui est considérable à ses yeux- qui vont être dédiés à l'investissement et viendront s'ajouter aux zones existantes et aux zones d'activités. «La question a été évoquée lors de la dernière visite du ministre de l'Industrie et des Mines qui a pris sur lui de booster les études qui sont confiées à l'Aniref», en estimant que cela va permettre aux autorités locales en charge de l'investissement de répondre à la quasi-totalité des demandes en instance.

Enfin, le wali évaluera le bilan de sa tournée d'inspection qui lui a permis de visiter les chantiers et les sites d'une douzaine de projets, 8 dans la commune de Hamma-Bouziane et 5 à Didouche-Mourad. Il considère qu'il y a des efforts incontestables qui sont faits. «J'en mesure l'importance par rapport aux dernières visites que j'ai effectuées à la cité de Békira par exemple. Il y a des programmes, poursuit-il, et nous avons la possibilité de continuer dans cette action de développement local pour prendre en charge l'ensemble des besoins des populations. C'est pourquoi nous effectuons ces tournées pour nous assurer que les programmes avancent et pour régler les problèmes qui surgissent sur chaque site».

Notons que le wali a terminé sa visite dans la commune de Hamma-Bouziane en procédant à la mise en service de l'échangeur de la cité Cherakate sur la RN 27.

Nouvelle coupure de l'énergie électrique

A. E. A.

Le feuilleton des coupures de l'énergie électrique au niveau des différents quartiers et cités de la ville des ponts se poursuit, touchant pour la journée d'hier une partie du quartier de Bab El Kantara ainsi que la cité des Castors, située sur les hauteurs de l'agglomération.

Selon la chargée de communication de la direction de Constantine de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE), Mme Méziani, dans la matinée de la journée d'hier, vers 8 heures et demie, une coupure dans la distribution du courant électrique est survenue au niveau de la mosquée El Baidou, du lycée Khaznadar et dans certaines maisons des environs, situées à Bab El Kantara, ainsi que dans la cité des Castors. Et de souligner que la société brésilienne de travaux publics «Andrad Guttirez» est «encore une fois de plus à l'origine de la coupure d'électricité en question». «Une équipe de techniciens a été envoyée sur les lieux pour effectuer les réparations nécessaires et rétablir le courant électrique. Celui-ci a commencé à revenir aux foyers, établissement scolaire et de culte, qui ont été touchés par l'interruption dans l'alimentation en cette énergie vitale, après une demi-heure de travaux de réparation des installations endommagées», dira-t-elle.

Et de signaler, dans ce sillage, que la société de distribution d'électricité de l'Est n'arrête pas d'enregistrer des agressions sur son réseau de la part de tiers, qui sont le plus souvent des entreprises publiques ou privées, nationales ou étrangères, qui ne prennent «pas assez de précautions lors de l'ouverture de leurs chantiers ou de conduite de leurs travaux». Avec malheureusement pour résultat, ajoutera-t-elle, «des inévitables désagréments causés aux citoyens abonnés de la SDE, en plein mois de Ramdhan et journée de canicule». Et d'avertir qu'à chaque agression du réseau de la société, «des poursuites en justice seront immédiatement introduites auprès des tribunaux compétents».

A noter que le mardi 7 juillet, un incident similaire avait provoqué des coupures tout aussi intempestives de courant, vers la mi-journée, aux quartiers de Bab El Kantara, de Sidi Mabrouk, de Ziadia et du Mansourah. Et, il y a près d'une vingtaine de jours, une autre interruption d'alimentation en électricité a touché plus d'une dizaine de quartiers et cités, situés à l'ouest de la ville, comme Bousouf, la zone industrielle «Palma», le Coudiat, l'avenue Belouizdad, etc., avec une réédite il y a près d'une dizaine de jours où plusieurs boulevards, rues et ruelles du centre-ville en ont vécu des coupures semblables causées par des agressions d'entreprises de TP sur le réseau.

Aïn Abid - El Khroub Le trajet infernal

A. El Abci

Le tronçon de la route nationale (RN) 20 et plus précisément au niveau du carrefour situé en face de la station d'essence d'El Khroub, connaît des encombrements quasi permanents du fait essentiellement des dégradations avancées qui le caractérisent, pour absence de maintenance et entretien et ce, depuis l'indépendance, selon des riverains. Un véritable calvaire pour les automobilistes de passage à cet endroit.

N'ayant fait, en effet, l'objet d'aucune opération de réhabilitation, depuis cette date, cette route reliant El Khroub à Aïn Abid n'a pas cessé de voir ses revêtements et bitumage se dégrader, ce qui en fait un des gros points noirs de la circulation dans la wilaya, en raison du nombre élevé d'accidents qui y surviennent.

D'après des habitués de cette route, «il s'agit d'une voie assez étroite et ancienne, qui n'a pas connu de travaux de réfection depuis plus d'un demi-siècle, mais qui est cependant très fréquentée par tous genres de véhicules, y compris les poids lourds, et point de transit vers plusieurs wilayas, Annaba, Souk Ahras, Guelma et la zone industrielle de Constantine».

Pour l'organisation de la circulation, ajouteront-ils, des motards de police de Massinissa viennent parfois pour réguler, mais hormis cela rien, «il n'existe aucun point ou barrage de contrôle et de surveillan-

ce». Et de poursuivre, «ce qui dérange le plus c'est la persistance du phénomène de la poussière, qui envahit toutes les maisons des environs causant des maladies inédites dans la région, à l'instar de l'asthme et des allergies de la peau aux habitants». Et de mentionner, dans ce sillage, qu'en outre la route vient d'être décapée pour un prochain goudronnage, qui tarde malheureusement à se concrétiser, accentuant notre calvaire.

«Toutefois, diront-ils, à terme et une fois achevés les travaux de réhabilitation en cours, cette voie de circulation stratégique sera désengorgée et retrouvera la fluidité de circulation qui lui a manqué jusque-là en mettant fin aux bouchons monstres qu'elle connaissait au quotidien». A rappeler que, pour ce faire, cette route a bénéficié en 2013 d'un projet de doublement de la voie sur une distance de près de 25 km, dont les travaux de réalisation de 13 km ont été quasiment achevés. Les travaux restants sont d'ailleurs en cours de réalisation atteignant un taux d'avancement de près de 75%, selon les explications de Med Aber de la direction des TP de la wilaya et dont «la réception officielle est prévue pour cette fin d'année 2015», affirmera-t-il. Et notre interlocuteur de reconnaître, par ailleurs, un petit retard dans les travaux avec des désagréments, certains, aux riverains et aux usagers de cette route, en considération du réseau de câbles téléphoniques qu'il a fallu déplacer au préalable.

Les costumes de circoncision volent la vedette

À l'approche de la Nuit du Destin, veille du 27e jour du mois de Ramadhan, les magasins de confection proposant des tenues traditionnelles pour garçonnets, spécialement taillées pour la circoncision, connaissent une énorme affluente, a-t-on constaté.

C'est cette nuit particulière que de nombreuses familles, à Constantine et ailleurs en Algérie et dans le monde musulman, choisissent pour organiser la circoncision de leurs petits garçons. Les boutiques spécialisées dans l'habillement et la broderie traditionnels sont littéralement prises d'assaut, les parents se montrant particulièrement soucieux de faire de leur petit, le temps d'une petite fête, le «héros» de cette nuit bénite dont le souvenir restera gravé dans sa mémoire. Une virée nocturne à travers les magasins du centre de la ville des ponts est édifiante quant à l'engouement des mères de famille pour les tenues traditionnelles qui feront plaisir à leur progéniture devant passer par le «Tahhar».

Une jeune femme, Lynda, entre dans l'un des magasins du «Fondouk zit», dans le vieux quartier d'Ersif, avec son fils de 3 ans, et se dirige tout droit vers le rayon des costumes de circoncision turcs. «C'est la circoncision de mon aîné, je veux lui acheter le plus beau des costumes et le prix ne me pose pas de problème», lance-t-elle à un vendeur tout sourire. Dans ce magasin, se trouvent des costumes traditionnels algériens et d'autres importés de pays arabes ou mu-

sulmans comme le Maroc, la Tunisie, l'Arabie Saoudite et la Turquie. L'habit traditionnel algérien est façonné de plusieurs pièces: un gilet brodé de fils d'or ou d'argent, décoré de brillants, une chemise également décorée, un pantalon blanc, des babouches de la même couleur, une cravate, une chéchia et quelques objets de fantaisie. Le tout est cédé entre 1.600 à 4.800 dinars selon le type de broderie, la finition et la qualité du tissu. Quant aux prix des costumes importés, ils varient entre 1.900 et 4.800 dinars pour l'habit marocain, 2.400 à 5.800 dinars pour le tunisien, 2.200 dinars pour le saoudien et jusqu'à 18.800 dinars pour l'habit turc.

Abderraouf, propriétaire d'une boutique dans le fondouk, affirme avoir vendu à ce jour de nombreux costumes à des particuliers, mais aussi à beaucoup d'associations de bienfaisance organisant habituellement des cérémonies de circoncision au bénéfice de familles dans le besoin. «J'ai acheté 11 costumes de circoncision pour donner le sourire à autant d'enfants nécessiteux et à leurs parents», souligne Hamza Bouhabila qui préside l'association caritative «Siraj» qui s'appête à célébrer, ce vendredi, une cérémonie de circoncision collective. Certaines autres mères de famille de condi-

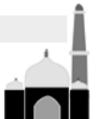
tion modeste cherchent à louer un costume de circoncision pour leur petit, faute de pouvoir l'acquérir. Mais c'est peine perdue, les commerçants n'étant pas habitués à confier en location de tels articles. C'est le cas de Halima, maman du petit Haythem, qui fond en larmes devant les dénégations du vendeur. Haythem ne pleurera cependant pas longtemps puisque Issam et Manel, un jeune couple venu acheter une tenue à son unique garçon, volent au secours de la dame et lui offrent un joli costume pour son enfant. Halima, en Constantinoise fière et digne, refuse poliment puis avec insistance, mais finit par céder devant la persévérance du jeune couple. Un exemple parmi tant d'autres qui renseignent mieux que mille discours sur l'élan de solidarité qui se crée durant le mois sacré de Ramadhan, à Constantine et ailleurs.

La tradition constantinoise exige beaucoup de préparatifs pour la célébration de cette tradition, notamment la confection de gâteaux et de différents plats pour les invités, la fête de circoncision étant une occasion pour les réjouissances familiales.

Après les cris et les pleurs, de nombreux petits Algériens seront heureux, lundi soir, car ils auront été, l'espace d'une fête, au centre de toutes les attentions.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 ramadhan 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h37	12h39	16h230	19h58	21h36



Ligue des champions d'Afrique - Vendredi à 22 h 30: USMA-EL Merrikh La première place du groupe en jeu



M.A.

Il faudra s'attendre à des débats relevés à l'occasion du choc de la seconde journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique entre l'USM Alger et El-Merrikh du Soudan, prévu demain au stade Omar Hamadi de Bologhine qui affichera certainement complet à l'occasion, en raison de l'enjeu, la première place du groupe. L'USM Alger et El-Merrikh, qui ont débuté en trombe la compétition en affichant d'entrée leurs ambitions ne se feront certainement pas de cadeaux. El-Merrikh, un habitué de cette compétition africaine, qui a débarqué hier à Alger avec un moral au beau fixe car caracolant en tête du championnat soudanais à l'issue de la 17^{ème} journée, part avec un

léger avantage sur son vis-à-vis l'USMA qui est en phase de préparation de la nouvelle saison avec un staff intérimaire en attendant l'arrivée d'un technicien étranger après que la piste du technicien belge soit écartée. Toutefois, les camarades de Ferhat, suspendu et qui fera défaut à l'attaque usmiste, tout comme le milieu de terrain Kaddou Beldjalil, blessé, compenseront ce manque de compétition par la volonté qui les a toujours animés, d'autant que le challenge en vaut la peine : prendre une option pour les demi-finales de cette compétition lucrative, même si les Soudanais visent le même objectif.

Ces derniers, qui ont montré de bonnes dispositions lors de l'entrée en matière de cette épreuve en alliant l'art à la manière face à l'autre

représentant algérien, le MC El-Eulma, ne se contenteront certainement pas de fermer le jeu. Conscient de l'enjeu, Diego Garzitto qui est passé par le championnat algérien en dirigeant à deux reprises le CSC, sait pertinemment que l'USMA, malgré l'absence des deux cadres suscités, renferme dans ses rangs des joueurs qui peuvent faire la différence à tout moment, à l'image de Belaïli et Andrea. Privée d'une pièce maîtresse en défense en la personne de l'excellent Alaâ Eddine Youssef, l'arrière-garde soudanaise est appelée à souffrir face aux rhus incessants des usmistes qui n'ont d'autre choix que de se porter résolument vers l'offensive pour espérer sortir victorieux de cette confrontation. A noter que la rencontre sera arbitrée par un trio malien.

NAHD

Le président remet de l'ordre dans la maison

M. Lamine

Le calme est bien revenu au sein du NAHD après une période d'agitation qui fut exploitée d'ailleurs par la direction du club pour remettre de l'ordre dans la maison, puisque le président Mahfoud Ould Zmirli, pour exaucer le vœu des supporters, n'a pas tardé à situer les limites des responsabilités de certains dirigeants qui ont interféré dans l'opération de recrutement et à qui il aurait été demandé de s'acquitter seulement des tâches qui leur sont dévolues. Il est vrai que par cette démarche, le premier responsable nahdiste a voulu en quelque sorte lancer un message à ces dirigeants détenteurs d'actions importantes qu'il demeure

le maître à bord en insistant aussi pour être le seul interlocuteur avec le nouvel entraîneur Abdelkader Laïche, surtout que les relations entre les deux hommes sont basées sur un respect mutuel qui devrait servir les intérêts du club.

Dans ce contexte, Laïche n'a pas manqué d'affirmer que toutes les conditions sont réunies au complexe sportif Bensiam qui renferme toutes les commodités pour une bonne préparation, entre autres, la disponibilité du terrain d'entraînement, la restauration et l'hébergement des joueurs extra-muros. Toutefois, ce qui contrarie quelque peu le nouvel entraîneur du NAHD, c'est le niveau de l'effectif, outre le fait de ne pas avoir participé à l'opération recrutement.

GC Mascara

Quel entraîneur pour le Ghali ?

M. Z.

Après le déroulement de la dernière assemblée générale ordinaire, le président du GC Mascara, Sobhane Bouchentouf, devrait tenir une réunion avec ses proches collaborateurs pour tracer la feuille de route afin de préparer la nouvelle saison. Les supporters du Ghali attendent avec impatience l'identité de l'entraîneur pour le prochain exercice même si le président affirme que ce sera Salem Laoufi, lequel sera reconduit pour maintenir une certaine stabilité au sein du staff technique. Contacté, l'ancien adjoint de Boualem Charef avoue qu'il n'est pas encore fixé sur son avenir.

« Jusqu'à présent, je suis toujours libre du fait que le président du GCM ne m'a rien signifié si ce n'est quelques contacts avec des intermédiaires ou ses proches qui m'ont appelé pour renouer les contacts. Personnellement, je suis en train d'étudier les quelques offres que j'ai reçues sans me précipiter afin de prendre la bonne décision et choisir le club qui correspond à ma vision et au projet sportif », nous a affirmé Laoufi qui se trouve dans le collimateur de l'ESM, l'USR et bien d'autres clubs du Centre dont il n'a pas voulu dévoiler les noms. A présent, du côté du Galia, on estime qu'un changement radical s'impose pour éviter les mauvais réflexes et

taire les rumeurs. A ce titre, à Mascara, on estime que c'est le moment de remettre le GCM à sa véritable place avec le soutien du comité de supporters et des membres influents en mettant fin aux conflits internes. Encore plus, le président Sobhane Bouchentouf devra s'entourer de personnes désintéressées pour une meilleure gestion. Ce sont là, les grandes actions à entreprendre pour faire renaître de ses cendres ce club qui a enfanté de grands noms du football national au moment où certaines formations du groupe ont déjà pris une avance sur le plan des préparatifs de la nouvelle saison, alors qu'à Mascara on en est encore aux balbutiements.

Le journal des transferts

Di Maria rapidement au PSG ?

Selon France Football, le PSG serait très proche d'un accord avec Angel Di Maria. Les dirigeants parisiens, qui vont rapidement officialiser la venue du portier allemand Kevin Trapp, souhaiteraient également annoncer l'arrivée de l'ailier argentin quasiment dans la foulée. Le montant du transfert est estimé à 60 millions d'euros.

Le Real Madrid sur Carvalho

Selon Cadena Cope, le Real Madrid aurait déjà pensé à un remplaçant en cas de départ d'Asier Illarramendi. Il s'agirait de William Carvalho qui évolue au Sporting Portugal. Sa clause de départ est de 45 millions d'euros.

Arsenal aussi sur Di Maria

Selon le Daily Mail, Arsenal s'apprêterait à rentrer dans la course pour Angel Di Maria. Evidemment, Manchester United n'apprécierait pas forcément de renforcer un concurrent direct. Les Gunners devront également convaincre le joueur qui intéresse le PSG et le Bayern.

Turan en prêt à Galatasaray ?

Arda Turan a signé lundi avec le FC Barcelone mais avec leur interdiction de recrutement, le désormais ancien joueur de l'Atlético Madrid ne pourra faire ses débuts qu'en janvier 2016 avec les Blaugrana. D'après la presse espagnole, le Turc pourrait être prêté pendant 6 mois à Galatasaray, histoire que Turan se maintienne en forme. Par ailleurs d'après Mundo Deportivo, le Barça aurait fixé la clause de départ du Turc à 125 millions.

Sirigu dans le viseur de la Roma

Alors que Kevin Trapp devrait signer dans les prochaines heures avec le PSG, l'avenir de Salvatore Sirigu dans la capitale est incertain. D'après le Corriere dello Sport, l'AS Rome serait intéressée par le gardien italien.

Offre de 138 Millions d'euros pour Bale

D'après le Daily Express, Manchester United aurait fait une offre de 99 millions de livres soit 138 millions d'euros pour Gareth Bale. Une proposition immédiatement refusée par le Real Madrid selon la radio espagnole Cadena Cope. Le début d'un nouveau feuilleton entre les Merengue et les Red Devils ?

Aranguiz à Chelsea et pas à l'OM

Séduisant avec le Chili lors de la dernière Copa America, Charles Aranguiz serait tout proche d'un accord avec le club anglais, selon nos confrères du Times. Courtisé par l'OM, quand on connaît la proximité de Marcelo Bielsa avec le Chili, le milieu de terrain de 26 ans

Dzeko à la Roma ? C'est 28 Millions d'euros

Selon le Times, le prix d'Edin Dzeko, courtisé par la Roma, est estimé à 20 millions de livres, soit 28 millions d'euros, par les dirigeants de Manchester City. L'attaquant des Citizens, âgé de 29 ans, a reçu une offre avec cinq ans de contrat de la part des Romains.

Casilla pour remplacer Casillas ?

Le Real Madrid, qui s'apprête à perdre Iker Casillas en partance pour Porto, devrait signer un nouveau gardien. Il ne s'agit pas de David De Gea mais bien de Kiko Casilla, le portier de l'Espanyol Barcelone. La transaction devrait être de 3 millions d'euros indique Marca. Reste à savoir quelle sera le rôle de l'international au sein de la Maison Blanche.

Marcelo bientôt prolongé

D'après Marca, le Real Madrid devrait bientôt prolonger deux membres de son effectif. En premier Daniel Carvajal qui s'est imposé sur son côté droit cette saison devrait signer pour un an de plus. Déjà lié avec le club jusqu'en 2019, il serait donc sous contrat jusqu'en 2020 avec les Merengue. Marcelo, pilier du club madrilène devrait également signer une prolongation même si la durée n'a pas filtré. Le bail du Brésilien avec le Real expire en 2018.

Verratti voudrait jouer au Barça

Les rumeurs envoyant Marco Verratti au FC Barcelone sont réapparues ces derniers jours. Si la position du PSG semble claire, celle du jeune Italien est, elle, plus ambiguë. En effet son agent, Donato Di Campli ; qui a affirmé dans un premier temps que le milieu de terrain «se sent bien à Paris» a ensuite fait une déclaration qui devrait faire parler. «Verratti aimerait jouer au FC Barcelone mais le PSG ne le vendra pas», a affirmé Di Campli à la radio espagnole Cadena Ser. Verratti est sous contrat avec le club parisien jusqu'en 2019.

City : 70 millions d'euros pour Sterling ?

Manchester City est toujours à l'assaut de Raheem Sterling. Après plusieurs offres refusées, les Skyblues seraient prêts à revoir leur proposition à la hausse d'après The Sun. Les Citizens seraient prêts à mettre 50 millions de livres soit 70 millions d'euros pour convaincre Liverpool de laisser filer sa pépite. Dans le même temps, le Daily Mirror croit savoir que l'international anglais a fait savoir à ses dirigeants qu'il ne voulait pas participer au stage de pré-saison en Australie et en Asie du Sud-Est avec les Reds.

Maghreb**L'unité, enjeu majeur du XXI^e siècle**Par **El hassar Bénali ***

Suite et fin

L'idée du Maghreb en tant que phénomène concret renaît dès le XX^e siècle avec l'éveil des nationalismes pour les indépendances et, depuis, il n'avait cessé de mobiliser les élites, pour des réformes. En prenant conscience de ses propres forces, cette élite aspirait déjà à la constitution d'un grand parti politique maghrébin.

**UN PARTI POLITIQUE
DU GRAND MAGHREB**

A l'orée de ce siècle, l'idée du Maghreb y est exprimée de la même manière et au même moment au Maroc, en Tunisie et surtout d'où le rôle de personnalités maghrébines telles M'hammed Belkhouja (1863-1943) membre fondateur de la "Khalidouniya" de Tunisie, Abdelkrim Médjaoui, professeur à la Qaraouiyyine de Fès, père de Abdelkader Midjaoui (1848-1913), fondateur du journal "al-Maghrib" à Alger, ce dernier comptait parmi ses disciples Hamdan Ounissi qui, à son tour, fut professeur de Abdelhamid Ibn Badis (m.1940), le savant salafiste sorti d'al-Azhar Mohamed Bouaroug al-Azhari qui élaborait un discours religieux très dur à l'égard de la colonisation, Cadi Choab d'Algérie, Choab al Kettani du Maroc... Les mouvements maghrébines pour les indépendances intervenus, dès 1926, avec la création de l'Etoile nord-africaine, ont été soutenus sans frontières par les Marocains, les Tunisiens, les Libyens... Ce moment politique s'était illustré peu avant de beaux exemples dont celui des deux jeunes Maghrébines, les Algériens Ahmed Méziane et Mohamed Biraz, enfin le Tunisien Mohamed Bach Hamba signataires, en 1916, d'une pétition adressée au Président américain Wilson et aux membres du congrès de Versailles, réunis pour mettre fin à la Première Guerre mondiale leur demandant l'autodétermination des peuples algériens et tunisiens. Mohamed Bach Hamba, fondateur du mouvement des Jeunes-Tunisiens créait, en 1916, la Revue du Maghreb dans le but de lutter à l'échelle maghrébine contre la politique coloniale de la France. Ali Bach Hamba, frère de Mohamed Bach Hamba, était fondateur, au moment de la Première Guerre mondiale, du Comité de libération de l'Algérie et de la Tunisie. Il défendait aussi l'idée de la création de la "République nord-africaine". C'est à Paris, en 1908, qu'il rencontrait pour la première fois le politologue algérien Bénali Fekar, et ce à l'occasion de la tenue du congrès de l'Afrique du Nord. En 1918, il publie un mémoire dans lequel il revendique l'indépendance du "peuple algéro-tunisien". Depuis Genève où il a longtemps séjourné, Mohamed Bach Hamba, le leader du mouvement des "Jeunes-Tunisiens" assurait la coordination entre les patriotes algériens et tunisiens se trouvant en Europe, comme il fut aussi un des collaborateurs du nationaliste arabe Chakib Arslan, le mentor arabe de Messali Hadj, qu'il rencontra à Genève à l'initiative du professeur féru de langues anciennes et homme politique, Abdelkader Mahdad. Chakib Arslan, qui prenait fait et cause pour l'Etoile nord-africaine et Abdelkader Mahdad, tous les deux passionnés de culture andalouse, se donnaient rendez-vous, chaque année à Grenade. Les militants indépendantistes algériens Bannoun Akli, Imache Amar, Djabri Bey, Mohamed Beddek prirent part au congrès islamo-européen de Genève, en 1935, où Messali Hadj dénonçait la domination française au Maghreb.



Ce moment de fébrilité du jeune patriotisme maghrébin fut marqué par la grande circulation de journaux et de périodiques arabes et aussi par l'empressement des intellectuels à participer aux congrès nord-africains dont celui de Paris en 1908 où étaient coude à coude les Jeunes-Tunisiens et les Jeunes-Algériens Ben Mustapha Khaïrallah (1867-1932), Bénali Fekar (1870-1942) et Abdeldjelil Zaouèche (1873-1947). Ces deux derniers ayant poursuivi leurs études supérieures en droit en France, à Lyon et à Paris, étaient de bons élèves des philosophes des Lumières pour être des plaidoyers en faveur de l'exigence du droit dans leurs pays respectifs. Ahmed Méziane, fils du caïd si Lakhdar, réfugié en Turquie avec sa famille refusant la conscription, occupait avant son exil le poste de répétiteur à la médersa de Tlemcen. Il eut pour destin, une fois arrivé en Turquie, de créer à Istanbul le comité d'accueil des émigrés maghrébines et de présider, en 1916, désigné par le gouvernement turc,

la délégation de Maghrébines, au congrès de Berlin, devant débattre des questions d'impérialisme et de libération des peuples sous domination coloniale. Parmi les grandes figures politiques du maghrébinisme du tournant du XX^e siècle, nous citerons le Marocain Hadj Abdeslam Benouna..., les Tunisiens Salah Chérif, Mohamed et Ali Bach Hamba, Cheikh Abdelaziz Thaalibi, Chadly Kheïrallah, Hadi Nouira, Habib Bourguiba... les Algériens Bénali Fekar, Messali Hadj, Mohamed Banoune, Amar Imache, Mohamed Beddek... enfin les chefs religieux à la tête des zaouïas tels Cheikh al Habri (Maroc), Cheikh al-Bouzidi (Algérie)...

Le thème du Maghreb sera mobilisateur de l'ensemble de l'élite qui a organisé en 1935 à «Nadi saada», au cœur de la vieille ville historique, à Tlemcen, le cinquième congrès des étudiants maghrébines portant sur le thème de l'éducation et des choix d'orientation pour un programme et un système unifiés. Ce congrès a réuni des personnalités incarnant la société civile de l'activisme civil et politique déjà très impliquées dans l'idée d'un Maghreb libre et indépendant: Allal el Fassi, Brahim Kettani (Maroc), Bahi Ladgham, Ali Balahouane, Hédi Nouira, Othmane al-Kaak (Tunisie), Omar Boukli Hacène, Moufidi Zakaria, Malek Bennabi, Cherif Salhi, Abdelkader Messaoudi, Boudali Safir, Abdelhamid Benachenhou, Abdeslam Boudjakdji, Abdelhamid Klouche (Algérie). Ces acteurs actifs des mouvements de libération dans leurs pays respectifs et plaidoyers en faveur du Maghreb ont défendu à cette occasion un projet commun d'éducation et d'instruction, clefs de voûte pour l'avenir du Maghreb. Ayant conscience de leurs propres forces, ils adoptèrent un programme à travers lequel ils se déclarèrent parti-

sans d'un mouvement total de rénovation stimulée par les besoins de résurgence maghrébine. Ces militants considéraient que le succès pan-maghrébin de l'enseignement était une garantie pour l'avenir de la région. Ils avaient, certes, un fort sentiment de destin commun et se fixaient un double objectif l'indépendance puis, au tournant des indépendances, la construction du grand Maghreb dont l'Algérie, pour ses efforts, paie le prix fort pour la sécurité et qui a besoin davantage d'être maîtrisée dans toute la région. La stabilité du Sahel contrôlant toutes les routes au cœur de tous les trafics (armes, résine de canabis...) mais qui est difficile à rétablir durablement sans la conscience et l'implication de tous les pays du Maghreb, en est ainsi un de ses principaux défis.

Le Maghreb est au cœur des Algériens au XX^e s. avec Messali Hadj et le combat de libération qu'il a voulu à l'échelle de la région et cela, avec la création de l'Etoile nord-africaine (ENA), celle-ci même qui a cristallisé ensuite les ambitions nationalistes dans toute la région. C'est dire qu'il y a un contexte ayant, certes, fortement imprégné la formation politique de ce nationaliste indépendantiste, dont le sacrifice a marqué à grands traits l'histoire contemporaine de son pays, l'Algérie, mais aussi du Maghreb. Cette page est écrite de grands noms que la mémoire n'oubliera jamais: l'ophtalmologiste algérien Tidjani Damerdjji, installé à Rabat, membre du comité d'action pour la libération du Maroc, mort sur le champ de bataille lors de la lutte algérienne de libération; le Marocain docteur Djelloul Khatib... et toutes les personnalités impliquées à l'idée d'un Maghreb libre et indépendant. Le Maghreb, ce vieil ensemble régional, afro-méditerranéen, por-

teur de valeurs, a pour rôle de s'adapter aux enjeux modernes et cela pour faire face aux défis politiques et économiques de son avenir. Sa construction est un mouvement irréversible. Les nécessités économiques aussi lui imposent une prise de parti, celui de l'unité. Les impératifs scientifiques, culturels... exigent aussi, et dans la complémentarité, un Maghreb uni pour une nouvelle dynamique des peuples de la région. La pression des événements parmi d'autres effets nous fait sentir, et de plus en plus énergiquement, ce besoin d'unité dans cette région qui aspire profondément à vivre des changements dans la démocratie.

Il y a tout le profit économique qui pourrait être tiré d'un tel ensemble unifié mettant à profit ses potentialités et son ouverture. Pour cela, il faut enclencher le processus et établir une stratégie collective en mettant en place les structures et les instruments de rapprochement pour discuter des bases sur lesquelles le Maghreb est prêt à faire son union dans la réalité, ne pouvant continuer à exister en tant que simple illusion.

Le Maghreb ne peut plus se permettre d'agir avec intransigeance pour reconstruire l'entente sur des bases saines, mettant à profit le contexte de changement et de progrès démocratiques et, de ce fait, il a besoin de sa société civile motivée et convaincue, enfin des élites, seules en posture de pouvoir orienter cette grande construction, à l'image d'autres expériences vécues en Europe. L'Union euro-méditerranéenne a besoin de ce Maghreb uni et économiquement prospère, comme trait d'union avec l'Afrique.

A un Maghreb amorphe enfermé aujourd'hui dans une cage de fer, réduit à un aimable bavardage, le parti du Maghreb doit opposer la nécessité d'une action avec des tâches et des objectifs. Le Maghreb, c'est en outre un passé partagé mais, surtout, un pari commun pour l'avenir. Les nationalismes avec leurs barrières, c'est l'anti-Maghreb. Le Maghreb ne peut exister que dans la perspective d'un projet d'une vocation maghrébine. Il doit offrir en partage son histoire et ses valeurs. Aujourd'hui, c'est comment construire ce Maghreb dont on se sent héritier. Il est impossible au Maghreb de renaître sans un parti impliquant l'élite, avec aussi des réformes dans le sens de la représentation du peuple. Il faut aujourd'hui, en s'adaptant à l'évolution moderne, créer un nouvel esprit réunissant les conditions à la base du projet pan-maghrébin écarté aujourd'hui de sa propre histoire. Les hommes politiques maghrébines seront-ils encore, dans un proche avenir, conscients de l'enjeu important de cette construction ?

* Journaliste-écrivain
Ancien rédacteur en chef
régional de l'APS

Maroc: pas de poursuites dans l'affaire Jennifer Lopez

La Haute autorité de la communication audiovisuelle au Maroc a annoncé mardi avoir refusé d'engager des poursuites contre une chaîne de télévision critiquée après la diffusion d'un concert de la star américaine Jennifer Lopez, comme l'avait réclamé le chef du gouvernement islamiste Abdelilah Benkirane. Le 29 mai, la chaîne publique 2M avait retransmis le concert de Jennifer Lopez donné en ouverture de la 14ème édition du festival Mawazine, lui valant de nombreuses critiques de personnalités politiques et religieuses. La performance artistique de la chanteuse avait notamment fait sortir de ses gonds le ministre de la Communication Mustapha El Khalifi, outré par les tenues légères et les poses suggestives de la «bomba latina». Sur la suggestion de M. Khalifi, M. Benkirane avait envoyé une lettre au directeur de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (Haca), lui demandant d'engager des poursuites



contre 2M. Le Premier ministre avait réclamé des sanctions à l'encontre des responsables de la diffusion du spectacle qui, selon lui, comportait des «connotations sexuelles» et provoquait «les valeurs religieuses et morales» du pays. Le Haca a rejeté mardi cette requête dans un communiqué publié sur son site internet, affirmant que ce type de poursuite n'entrait pas dans ses prérogatives.

Londres La péniche comme solution pour maintenir à flot son budget



Face à la hausse des prix du logement dans la capitale britannique, de plus en plus de Londoniens choisissent de vivre sur des péniches, un engouement qui inquiète les riverains et provoque la congestion du réseau fluvial.

Entre 2007 et 2014, le nombre de ces maisons flottantes a bondi de 36%, pour atteindre 2.964 en mars 2014, selon le dernier chiffre fourni par le Canal and River Trust (CRT), l'organisme qui gère les 3.200 km de réseau fluvial du pays, construit en grande partie pendant la révolution industrielle. Ce qui représente un millier de péniches en plus en sept ans seulement. Se réveiller au milieu des canards, dans un canal bordé de grands arbres... le mode de vie pittoresque qui s'offre ces longues embarcations souvent peintes de couleurs vives a de quoi en faire rêver certains. Et surtout: le prix de ces bateaux ne représente qu'une fraction des sommes à déboursier pour un appartement londonien, même si les coûts d'entre-

ten peuvent se révéler conséquents. A Londres en effet, le prix moyen d'un logement tourne autour de 500.000 livres (environ 700.000 euros), cinq fois plus que la plus coûteuse des péniches. «De plus en plus de gens viennent aux péniches sans même savoir où ils mettent les pieds ou parce qu'ils n'ont pas le choix», explique Jim Bryden, un éducateur de 39 ans qui a vécu pendant deux ans à bord de «Violet Mae», avec sa petite amie, un chien et un chat. «J'en ai rencontré certains qui ont fini sur un bateau parce qu'ils devaient quitter leur appartement dans les deux semaines et qu'ils pouvaient acheter une péniche pour 10.000 livres» (14.000 euros), raconte-t-il. En 2014, la fréquentation des zones les plus populaires des voies navigables de Londres a ainsi explosé, en hausse de 85%, selon le CRT. Et dans le milieu, chacun a une petite histoire à raconter sur les nouveaux «pénichards»: leur difficile apprentissage des noeuds marins, des pannes de moteur,

leur découverte des hivers rigoureux sur des embarcations souvent chauffées au poêle. Les débutants ont tôt fait de comprendre pourquoi ces péniches, dont la largeur ne dépasse parfois guère les 2 mètres, sont surnommées «paniers percés» par leurs propriétaires, ou de réaliser que les cambriolages sont monnaie courante à certains endroits. «Quand vous ne connaissez rien aux bateaux, en acheter un peut facilement virer au cauchemar», souligne Mikaela Khan-Parrack, 26 ans, une employée du CRT. Si la multiplication des péniches s'est traduite par une congestion des voies fluviales, elle est aussi à l'origine de frictions avec les riverains soudainement encerclés par ces nouveaux voisins. Jim Bryden fait partie d'une équipe de bénévoles qui tâchent de limiter les nuisances (bruit, fumée...) provoquées par ces embarcations sur un tronçon du Regent's Canal. «Nous gardons un œil sur ce qui se passe ici pour faire en sorte que les plaisanciers connaissent les règles de cette partie du canal», comme l'heure limite au-delà de laquelle on ne peut faire fonctionner un générateur, explique-t-il.

Autre problème: les difficultés rencontrées par le CRT pour faire respecter la réglementation régissant la circulation des bateaux, la plupart des péniches ne disposant pas de mouillages permanents - très demandés et dont le prix équivaut au loyer d'un appartement. En lieu et place, de nombreux propriétaires utilisent des permis dits de «croisière continue», qui obligent à déplacer les péniches tous les 14 jours. Ce qui n'est pas toujours évident pour les personnes ayant des enfants scolarisés ou des besoins médicaux particuliers. Difficile également de renoncer à des installations comme les toilettes, l'eau potable et l'électricité...

USA 2 morts dans une collision en vol entre un F-16 et un avion de tourisme

Deux occupants d'un avion de tourisme Cessna ont péri mardi dans une collision en vol avec un avion de combat F-16 en Caroline du Sud (sud-est des Etats-Unis), a-t-on appris auprès de responsables américains. Le pilote du F-16, le commandant Aaron Johnson, a pu s'éjecter avant que son appareil ne s'écrase, a précisé la base aérienne de Shaw en Caroline du Sud, à laquelle le F-16 était rattaché. Le pilote a été transporté à la base pour des examens médicaux, selon la même source. Des médias locaux ont affirmé qu'il était alerte et en état de marcher après l'accident. La collision s'est produite en fin de matinée à 18 kilomètres au nord de Charleston, le grand port de Caroline du Sud, a rapporté l'Agence fédérale de l'aviation (FAA) dans un communiqué.

L'Agence fédérale chargée d'enquêter sur les accidents de transports (NTSB) a affirmé que le pilote et le passager du Cessna C 150, un appareil monomoteur très commun, avaient péri dans le

crash. Leur identité n'a pas été révélée. La collision s'est déroulée près d'un petit aéroport civil dans un secteur identifié sur les cartes aériennes comme «zone d'opération militaire». Des débris étaient dispersés sur une vaste zone près de la ville de Moncks Corner, où des

habitants ont assuré aux médias locaux avoir vu une «boule de feu» tomber du ciel. Il s'agit du second accident de F-16 en quelques semaines aux Etats-Unis. Un F-16 irakien à l'entraînement en Arizona s'était écrasé le 24 juin. Le pilote irakien était mort dans l'accident.



Italie Saisie record de 1,6 milliard d'euros de biens d'une famille mafieuse

Les autorités italiennes ont placé mercredi sous séquestre des biens d'une valeur de plus de 1,6 milliard d'euros appartenant à une famille d'entrepreneurs siciliens soupçonnés de s'être enrichis grâce à l'appui de la mafia, a annoncé la direction antimafia (DIA) de Palerme. Le montant de 1,6 milliard d'euros «représente, en valeur totale, l'une des plus grosses saisies jamais réalisées», a précisé la DIA dans un communiqué. La saisie vise des entreprises, des biens immobiliers et mobiliers ainsi que des comptes bancaires appartenant à Carmelo Virga (66 ans), ainsi qu'à ses frères Vincenzo (78 ans) et Francesco (71 ans) et à ses sœurs Anna (76 ans) et Rosa (68 ans), des entrepreneurs originaires de la province de Palerme. «Les complexes enquêtes economico-pa-

trimoniales (...) ont permis de montrer comment les Virga ont bénéficié de l'appui déterminant de Cosa Nostra dans l'adjudication des travaux et appels d'offres publics dans le secteur du bâtiment», assure la DIA. «En effet, ces personnes, membres de la famille mafieuse de Marone, liée au clan de Corleone, ont réussi, avec le temps, à développer et à imposer leur «groupe d'entreprises», en s'appuyant aussi sur la méthode dite «Siino», qui consiste à organiser des cartels d'entrepreneurs en vue de l'adjudication «pilote» des appels d'offres publics», ajoute-t-elle.

Selon la chaîne RaiNews, les membres de la fratrie étaient tous des journaliers agricoles ou des ouvriers dans les années 1980, avant de devenir millionnaires.

Le jus de pamplemousse protège contre la maladie cardiaque



Boire 33 cl (1 canette) de jus de pamplemousse par jour améliorerait la circulation sanguine et pourrait aussi protéger contre les maladies cardiaques, selon une nouvelle étude française. Les scientifiques ont découvert que ces bénéfices pour la santé sont liés aux flavonoïdes présents dans les jus de cet agrume. Les découvertes, publiées dans l'American Journal of Clinical Nutrition, suggèrent que la consommation régulière du pamplemousse peut aider à protéger son cœur. Les chercheurs à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) à Clermont-Ferrand ont suivi 48 femmes en bonne santé, âgées de 50 à 65 ans - un des groupes les plus exposés aux maladies cardiaques. On a donné une moitié du groupe l'équivalent d'une canette de 33 cl de jus de pamplemousse par jour, plein de

flavonoïdes. L'autre moitié un jus qui semble identique mais sans flavonoïdes. Les résultats de l'essai, qui a duré six mois, ont montré une amélioration évidente de la santé des vaisseaux sanguins des cobayes qui ont bu le jus riche en flavonoïdes.

Ceux qui ont pris la version sans flavonoïdes n'ont constaté aucun changement. Les chercheurs ont utilisé un test qui mesure l'élasticité des parois artérielles et leur flexibilité. En effet, plus les parois sont flexibles, plus le sang peut s'écouler vers le cœur. Les chercheurs ont expliqué dans un rapport que «la consommation régulière du jus de pamplemousse peut réduire la rigidité artérielle chez les femmes d'âge mur et ménopausées en bonne santé. Cela peut être dû aux flavonoïdes présents dans le pamplemousse.»

Une paire de baskets fabriquée à partir de déchets récupérés en mer



Adidas a la fibre écolo, qui l'eût s'écru? Le célèbre équipementier s'est associé avec Parley for the oceans (un espace de collaboration entre créateurs, penseurs ayant pour but de sensibiliser l'opinion à la dégradation de l'état des océans) pour concevoir un prototype de chaussures de courses esthétiques, mais également écologique. Ces baskets seraient fabriquées à partir de déchets plastiques et autres matières recyclées, récupérés parmi les océans de notre planète. Le fabricant allemand a présenté ce produit pour le moins original mardi dernier, à l'occasion de la journée «Les océans, climat et vie» organisée par les Nations unies à New York. «Nous sommes extrêmement heureux de cette collaboration, car la cause que Parley for

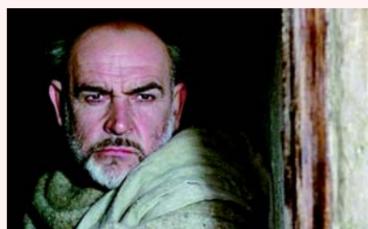
the oceans défend auprès des Nations unies est exemplaire», s'est réjoui Eric Liedtke, du groupe Adidas. «Ce partenariat nous permet de puiser dans de nouveaux domaines et de créer des matériaux et des produits innovants pour nos athlètes». Ces baskets éviteront également le gaspillage, car les schémas de productions seraient beaucoup gourmands en déchet. La marque Adidas s'est fixée comme date de commercialisation le premier trimestre 2016, mais il est difficile de dire aujourd'hui si ces baskets d'un nouveau genre pourront être produites à grande échelle. L'équipementier allemand a précisé qu'à l'avenir, il pourrait également élargir cette méthode à d'autres vêtements tels que des T-shirts.



- 12.30 Moudoun wa bouldane
- 13.00 Journal télévisé
- 13.30 Bint el chahbander
- 15.00 Even stevens
- 15.45 Moutaât el maïda
- 16.20 Oualid mama
- 17.00 Journal télévisé amazight
- 17.30 Voyage dans l'imaginaire
- 17.50 Biyen chetartek
- 18.15 Taqdar tarbah
- 19.00 Journal télévisé
- 19.30 H'ana fi H'ana
- 19.50 Ki nissa ki ridjal
- 20.05 Tilawat el coran
- 20.30 Sit com rayah djaye
- 20.50 Cercala
- 21.05 Wassa balek
- 21.20 Houb fi qafasse el itiham
- 22.15 Fatima Fatma et Fatouma
- 22.15 Lamat ramdhan
- 23.30 100 fi saa
- 01.00 Rihat zaman



19.50 Le nom de la rose



Avec Sean Connery, Christian Slater, F Murray Abraham, Helmut Qualtinger
En 1327, Guillaume de Baskerville, un moine franciscain érudit, arrive dans une abbaye bénédictine italienne pour enquêter sur la mort mystérieuse d'un moine. Adso, un novice, l'accompagne. Mais l'enquête piétine tandis que d'autres morts, tout aussi étranges, endeuillent la communauté. Peu à peu, Guillaume acquiert la conviction que la clef du mystère se trouve dans la bibliothèque dont l'accès est réglementé.



- 13.20 Prière du vendredi (direct)
- 14.30 Bouyout el rahmane
- 15.00 Dessin animé
- 15.30 Culinart
- 16.00 Dessin animé
- 16.40 Point culturel
- 17.20 Taqdar tarbah
- 18.00 Journal télévisé en français
- 18.25 En attendant el maghreb
- 19.00 Journal télévisé en arabe
- 19.30 Le ramadhan et le rire 4
- 19.40 Causerie religieuse
- 19.50 Coran sous titré en français
- 20.30 Boudhou 3
- 21.10 Madame Joséphine
- 21.25 Ass rohek
- 21.30 Dalti
- 21.50 Studio 27
- 22.15 Chitaa bared
- 23.00 Sfar fi el khayal - Série
- 23.15 Les nuits sacrées du ramadhan
- 01.00 Alg-rire



19.50 Thalassa



- La France entre ciel et mer : Entre Atlantique et Méditerranée
Présenté par Georges Pernoud
Direction les côtes atlantiques et méditerranéennes du littoral français. Sur la côte Atlantique se trouvent les spectaculaires marais salants de Guérande. A Noirmoutier, une course particulière a lieu sur le passage du Gois qui relie à marée basse l'île au continent. En Charente-Maritime, le long des côtes est jalonné de chefs-d'œuvre de l'architecture militaire.



JEUDI



19.55 Profilage



Saison 5 - Episode 1
- Un pour tous
Avec Odile Vuillemin, Philippe Bas, Vanessa Valence, Raphaël Ferret
Quelques semaines après son enlèvement, Chloé Saint-Laurent a pu adopter Lili et vient d'emménager dans un pavillon. Alors qu'elle reçoit une livraison de meubles, elle découvre une main dans l'un des cartons. En se rendant à l'entrepôt de distribution, Chloé, Rocher et Fred découvrent le tronc du cadavre.



19.55 Bones



Saison 10 - Episode 9
- Manipulation
Avec Emily Deschanel, TJ Thyne, David Boreanaz, Michaela Conlin
L'équipe tente de reconstituer un corps humain dont plusieurs morceaux ont été éparpillés. D'après les premiers éléments, la victime, âgée d'une cinquantaine d'années, enseignait la psychologie dans une université et se trouvait en congé sabbatique. Parallèlement, Booth étant indisponible, Bones se rend sur le terrain en compagnie de James Aubrey.

19.56 Carnets de voyage d'Envoyé spécial



Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly
Le principe de cette émission estivale, reste identique à celui qui a fait le succès d'«Envoyé spécial» depuis plus de vingt ans à un détail près : les réalisateurs des documentaires diffusés sont invités, en extérieur, à proximité du lieu de tournage de leur reportage, à en commenter les tenants et les aboutissants en compagnie de Guilaine Chenu et Françoise Joly.



19.45 Pacific Rim



Avec Charlie Hunnam, Idris Elba, Ron Perlman, Rinko Kikuchi
En 2020, les Kaijus, des créatures extraterrestres monstrueuses, ont profité d'une faille au fond du Pacifique pour envahir la Terre. Ils détruisent les villes, provoquant des millions de morts. Pour se protéger et abattre les monstres dévastateurs, les hommes ont conçu les Jaeger, d'énormes robots surpuissants menés par deux pilotes reliés par télépathie.



19.55 Scandal



Saison 4 - Episode 7
- Vilain bébé
Avec Kerry Washington, Katie Lowes, Darby Stanchfield, Guillermo Diaz
Déterminée à faire toute la lumière sur l'implication éventuelle de Jake dans le meurtre de Jerry, Olivia tente d'obtenir des informations auprès de Tom Larsen. Un scandale politique éclate lorsqu'un sénateur, vu dans une vidéo compromettante, est obligé de démissionner.



19.40 Détective Dee : le mystère de la flamme fantôme



Avec Andy Lau, Carina Lau, Li Bingbing, Teddy Robin Kwan
En Chine, à la fin du VIIe siècle, Wu Zetian, régente depuis sept ans, s'apprête à monter sur le trône. Les seigneurs de guerre voient d'un très mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'une femme. Alors que le couronnement approche, une série de morts inexplicables vient perturber les préparatifs.



VENDREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 12
Présenté par Denis Brogniart
En Malaisie, ils ne se sont plus que cinq candidats en compétition. Pour décrocher une place en finale, les plus menacés tentent une contre-alliance de la dernière chance. Jeu de confort : «Le Pendule». Tour à tour, les aventuriers tentent de casser des poteries appartenant à leurs adversaires.



19.55 NCIS



Saison 9 - Episode 21
- Jouer avec le feu
Avec Jamie Lee Curtis, Sean Murray, Mark Harmon, Michael Weatherly
Un cadavre est découvert par les pompiers de Baltimore qui interviennent dans un entrepôt en flammes. Le NCIS est alerté parce qu'un dossier confidentiel de la marine a été trouvé à proximité du corps. Sur place, Tony retrouve Jason King, un inspecteur qu'il a connu 20 ans plus tôt et qu'il ne semble guère apprécier.

22.15 La boîte à musique de Jean-François Zygel



- Voyage, voyages
Présenté par Jean-François Zygel
Avec l'Orchestre d'harmonie de l'Armée de l'air, Jean-François Zygel nous révèle comment les destinations lointaines ont inspiré les compositeurs. Tout au long de l'émission, chefs-d'œuvre et découvertes se succèdent sous l'œil curieux de trois mélomanes : la chanteuse et comédienne Arielle Dombasle, le gastronome Jean-Pierre Coffe et le globe-trotteur Antoine de Maximy.



19.45 Le dernier rempart



Avec Arnold Schwarzenegger, Rodrigo Santoro, Jaimie Alexander
Ray Owens, shérif de la très tranquille ville de Summertown Junction, à la frontière américano-mexicaine, remarque deux camionneurs au comportement suspect. Il place ses adjoints en enquête. Les camionneurs se révèlent être de dangereux criminels. Pendant ce temps, Gabriel Cortez parvient à s'échapper lors d'un transfert organisé par la FBI.



19.55 Monstres Academy



Vert, tout rond, avec un œil unique, Bob est un petit monstre qui rêve de devenir une Terreur, ces créatures qui recueillent l'énergie du cri des enfants en leur faisant peur. Adolescent, il rejoint enfin la Monstres Academy. Mais là, personne ne le trouve effrayant. D'autant que tous les regards sont tournés vers Sullivan, le terrifiant fils d'une ancienne célébrité.



19.40 Spy Kids 2, espions en herbe



Avec Antonio Banderas, Bill Paxton, Daryl Sabara, Steve Buscemi
Enfants de Gregorio et Ingrid Cortez, les jeunes Juni et Carmen sont devenus, comme leurs parents, agents secrets. Très compétents, les deux bambins enchaînent les missions et sont en concurrence avec Gary et Gerti, des rivaux du même âge. Quand un système particulièrement sophistiqué, capable de neutraliser tous les équipements électroniques de la planète, est dérobé, les quatre espions en herbe se mettent au travail.

Tsipras s'engage à «présenter des propositions concrètes et crédibles»



Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est engagé mercredi à présenter de «nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles» jeudi, comme le réclame la zone euro, pour maintenir la Grèce en son sein, mais a défendu son «droit à choisir» les recettes en vue du redressement de son pays. S'exprimant devant le Parlement européen au lendemain d'un ultimatum adressé par ses créanciers, le dirigeant de gauche radicale a affirmé qu'un accord devait être «socialement juste et économiquement viable», tout en démentant «tout plan secret» pour faire sortir la Grèce de la zone euro. La Grèce «se réserve le droit de choisir comment répartir les charges» de l'ajustement budgétaire et des réformes, a-t-il lancé, réaffirmant le refus de son gouvernement de couper dans les retraites les plus basses. Contester «ce droit d'un gouvernement souverain serait une approche extrêmement antidémocratique» qui signifierait que «dans les pays sous programme d'aide, il ne faut pas d'élections, mais des gouvernements nommés, de technocrates», a-t-il ajouté.

MSF dénonce l'occupation israélienne



La majorité des blessés de la guerre de Gaza encore traités par Médecins sans frontières (MSF) un an après le conflit meurtrier sont des enfants, affirme mercredi l'ONG, dénonçant l'occupation israélienne qui «prive les Palestiniens d'avenir». Il y a un jour pour jour, Israël lançait une nouvelle agression sur la bande de Gaza, la troisième en sept ans. En 50 jours, 2.251 Palestiniens ont été tués, dont 551 enfants, et 73 personnes côté israélien, dont 67 soldats. Plus de 10.000 Palestiniens ont été blessés — dont 7.000 femmes et enfants — selon MSF — dans l'enclave exiguë où s'entassent 1,8 million d'habitants, dont 70% ont moins de 30 ans. Un an plus tard, affirme l'ONG, «la majorité de nos patients ayant besoin de soins chirurgicaux ou de kinésithérapie liés à des blessures de guerre ont moins de 18 ans». Au total, selon l'ONU, des centaines de milliers de Gazaouis ont besoin de soins médicaux et de soutien psychologique. Mais, note MSF, dans la bande de Gaza où la reconstruction est toujours au point mort, «70 structures de santé ont été partiellement ou totalement détruites par l'offensive».

Le Parlement de Tripoli refuse la proposition d'accord de l'ONU



Le Parlement installé à Tripoli, non reconnu par la communauté internationale, a annoncé mardi avoir rejeté en l'état un texte de l'ONU visant à régler la crise politique en Libye, mais vouloir poursuivre les négociations au Maroc. En proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye compte deux Parlements -et deux gou-

vernements- qui se disputent le pouvoir, l'un basé à Tripoli et l'autre à Tobrouk (est), ce dernier étant le seul reconnu par la communauté internationale. L'émis-saire des Nations unies pour la Libye Bernardino Leon, qui tente depuis mars à Skhirat, au Maroc, de rapprocher les deux camps, leur a récemment soumis une proposition d'accord prévoyant la for-

mation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue de nouvelles élections. «Ce projet d'accord n'est pas en l'état satisfaisant pour que nous le paraphions», a indiqué dans un communiqué le porte-parole du CGN (Congrès général national), Omar Hamidan, à l'issue d'une session de ce Parlement non reconnu internationalement.

Cinq non-jeûneurs marocains arrêtés

Cinq jeunes Marocains ont été arrêtés dans la ville touristique de Marrakech pour ne pas avoir respecté le jeûne du ramadhan, a indiqué mardi une organisation de défense des droits de l'Homme. «Ces jeunes accompagnaient un de leurs amis (...) à l'aéroport de Marrakech. Et il semble que la chaleur

les ait poussés à boire du jus de fruit en public à côté de vendeurs de la place Jamaa El Fna», a déclaré à l'AFP le président de l'association marocaine des droits de l'Homme à Marrakech, Omar Arrib. «La température s'élevait à près de 48 degrés quand ils ont été arrêtés lundi» à Marrakech, principale destination touris-ti-

que au Maroc, a-t-il ajouté. Selon M. Arrib, le geste des cinq jeunes a attiré l'attention des vendeurs de la place qui ont alerté la police. Les jeunes gens devaient être présentés devant la justice mercredi en présence de l'avocat de l'association marocaine des droits de l'Homme. Ils encourent entre un et six mois de prison.

Tunisie: l'état d'urgence justifié par la crainte de nouveaux attentats



La Tunisie a recouru à l'état d'urgence en raison des craintes de nouveaux attentats après celui, le pire de son histoire, qui a tué 38 touristes le 26 juin, a affirmé mercredi son Premier ministre Habib Essid. «Nous menons une guerre féroce contre le terrorisme pour protéger les vies et les propriétés, défendre le régime républicain (...), l'Etat civil et ses institutions», a déclaré M. Essid devant le Parlement. «Nous n'aurions pas été

obligés de décréter l'état d'urgence si nous n'étions pas convaincus que notre pays faisait face à des plans terroristes nombreux dans le but de déstabiliser (le pays), et que les gangs du terrorisme, du meurtre et du crime planifiaient d'autres opérations qualitatives dont le but est de tuer le maximum de personnes, de frapper le moral (de la population) et de paralyser les rouages de l'économie nationale», a-t-il ajouté. Le pouvoir exécutif a donc «assu-

mé ses responsabilités» en décrétant l'état d'urgence, a-t-il poursuivi. «Mais quels que soient les sacrifices, nous l'emporterons sur le terrorisme», a-t-il assuré, affirmant par ailleurs qu'en dépit de l'état d'urgence, les libertés ne seraient «pas touchées». L'état d'urgence a été décrété samedi sur tout le territoire tunisien pour 30 jours, huit jours après l'attentat sanglant sur la plage et dans un hôtel au Port d'El Kantaoui ayant coûté la vie à 38 touristes.

Tlemcen : plus de 17 quintaux de kif saisis



Plus de 17 quintaux de kif traité provenant du Maroc ont été fortuitement saisis suite à un accident de la circulation survenu mardi à Tlemcen, a-t-on appris hier à Oran auprès des services de la Gendarmerie nationale. Lors d'une intervention pour réguler la circulation routière suite à un accident survenu sur la route reliant Maghnia à Remchi, dans la commune d'Ain Fetah, les gendarmes de la brigade d'Ain Fetah ont découvert la quantité de drogue (1.707 kg) soigneusement dissimulée dans les parois de la benne d'un camion semi-remorque impliqué dans l'accident, a-t-on indiqué de même source. L'enquête a révélé que ce camion, dont le chauffeur a pris la fuite avant l'arrivée des gendarmes sur les lieux, est enregistré au nom d'un entrepreneur. Des investigations sont menées par la section de recherche de Tlemcen pour élucider cette affaire.

Cinq civils égyptiens tués par un obus au Sinaï



Cinq civils égyptiens ont été tués mercredi dans la chute d'un obus de mortier sur une maison d'un village du nord de la péninsule du Sinaï où l'armée combat une insurrection djihadiste, ont indiqué des responsables de la sécurité. Il n'était pas immédiatement possible de savoir quel camp avait tiré l'obus, les militaires et les djihadistes utilisant ce type d'armement. Quarante personnes ont également été blessées dans sa chute. L'armée mène depuis deux ans des opérations à grande échelle dans le nord du Sinaï pour enrayer les attaques djihadistes visant les forces de l'ordre, qui se sont multipliées depuis la destitution par les militaires du président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013. L'armée avait annoncé lundi avoir tué 241 djihadistes dans le Sinaï entre le 1er et le 5 juillet. Le 1er juillet, des combattants de la branche du groupe Etat islamique (Daech) en Egypte avaient lancé une série d'attaques sans précédent contre l'armée dans la localité de Cheikh Zouweid (Nord-Sinaï), faisant des dizaines de morts. Le porte-parole de l'armée a fait état de 21 soldats tués dans ces violences.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

GHARDAÏA, COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

avant-coureurs et que tout le monde était pris de vitesse. Non, la réalité est tout autre, hideuse, dévoilant l'incapacité chronique du gouvernement et des responsables sécuritaires en charge du dossier de Gharđaia de régler un conflit qui dure dans le temps et les morgues. Ces 22 morts, et le bilan risque de s'alourdir dans les prochaines heures, doivent au moins servir à trouver une solution définitive à cette guerre des tranchées. Ils ne doivent pourtant pas rester impunis. Que leurs auteurs soient retrouvés et jugés et que ceux qui ont failli dans leurs missions démissionnent. Le moment d'en vouloir à la fatalité doit être révolu et le temps des responsabilités est venu. Que chacun as-

sume. Que Sellal nous dise pourquoi il n'a pas su gérer convenablement cette crise. Que Bedoui, Belaïz, Hamel et les autres répondent de leurs échecs. Qu'on dise au peuple algérien qui est responsable de ces morts.

Peut-on décemment laisser une région en butte à un conflit communautaro-confessionnel qui n'a cessé de déborder pour devenir ce drame d'aujourd'hui. Qu'on arrête avec ces visites officielles qui ne servent absolument à rien, qu'on n'accorde plus de l'importance à ces notables qui ne représentent qu'eux-mêmes. Qu'on discute avec les représentants légitimes de ces deux communautés, qu'on essaye de trouver les solutions aux vrais problèmes de la région mais surtout qu'on passe aux choses sérieuses. Dépêcher l'armée, décréter un couvre-feu. Tolérance zéro et rendre des comptes aux Algériens et aux familles des victimes sur cet échec de tout un Etat.